

DÉMISSION DE GÉRALD TREMBLAY

Extraits de l'allocution de Gérald Tremblay

« Jadis, mon père m'avait dit de ne pas aller en politique parce que c'était sale et qu'on allait me détruire. »

« Les 11 dernières années ont été riches de moments inoubliables. Mais j'ai également vécu des moments très difficiles et ardu, un calvaire que je ne souhaite à personne. »

« J'avais beau avoir des doutes, poser des questions, être vigilant, ce n'est malheureusement qu'après les faits que l'on m'a remis des documents, des dossiers et des notes de service internes. »

« On a trahi ma confiance, j'en assume l'entière responsabilité. Je souhaite ardemment qu'un jour, on reconnaisse que je me suis battu, très souvent seul, contre ce système, cette collusion et cette corruption qui, pourtant, selon les révélations de la commission Charbonneau, existaient depuis au moins 1988. »



« Je fais donc ce que je considère être pour moi l'ultime sacrifice, mon dernier acte d'amour dans l'intérêt supérieur de Montréal. »

Après quelques jours de repos, le maire de Montréal, Gérald Tremblay, a annoncé en soirée hier qu'il quittait ses fonctions.

« UN CALVAIRE QUE JE NE SOUHAITE À PERSONNE »

L'élégance est une attitude
Elegance is an attitude

Kate Winslet
Kate Winslet

LONGINES®

CHÂTEAU D'IVOIRE
JOAILLIERS

MONTRÉAL • 2020 RUE DE LA MONTAGNE, 514 845 4651
SANS-FRAIS | 888 883 2283
WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM

The Longines Saint-Imier Collection

www.longines.com

Message à notre clientèle

En raison de circonstances malheureuses, nous serons exceptionnellement fermés

le mardi 6 novembre.

Merci de votre compréhension.

CHÂTEAU D'IVOIRE
JOAILLIERS

MONTRÉAL • 2020 RUE DE LA MONTAGNE, 514 845 4651
SANS-FRAIS | 888 883 2283
WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM

SOMMAIRE

Amusez-vous!	AFFAIRES 12
Astrologie du jour	AFFAIRES 13
Bourses	AFFAIRES 24
Débats	A 24
Décès	AFFAIRES 13
Horaire télévision	ARTS 4
Loteries	A 23
Monde	A 23
Petites annonces	AFFAIRES 12
Sudoku	AFFAIRES 4

Météo

Passages nuageux accompagnés de vents légers, maximum 3, minimum -4.

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

DÉMISSION DE GÉRALD TREMBLAY

« En politique, ce qui compte le plus, c'est la perception et non la vérité. La vérité, je l'ai transmise à la commission Charbonneau. Je n'ai malheureusement pas la possibilité de me défendre parce que je ne fais pas partie du plan de match de la Commission, du moins à court terme. »

« Je n'ai jamais été informé, le 2 juillet 2009, qu'il y avait quatre personnes douteuses dans mon entourage. Un jour, l'agenda caché de certaines personnes sera dévoilé. »

« Je n'ai jamais été présent à une rencontre dans les locaux électoraux d'Union Montréal en 2004, où j'aurais pris connaissance d'une double comptabilité. Cette rencontre n'a jamais eu lieu. Ces allégations sont fausses. »

« Je traverse présentement une période d'une injustice insupportable. Je n'ai jamais pensé que je vivrais un tel acharnement dans une société de droit. Mais un jour, justice sera rendue. »

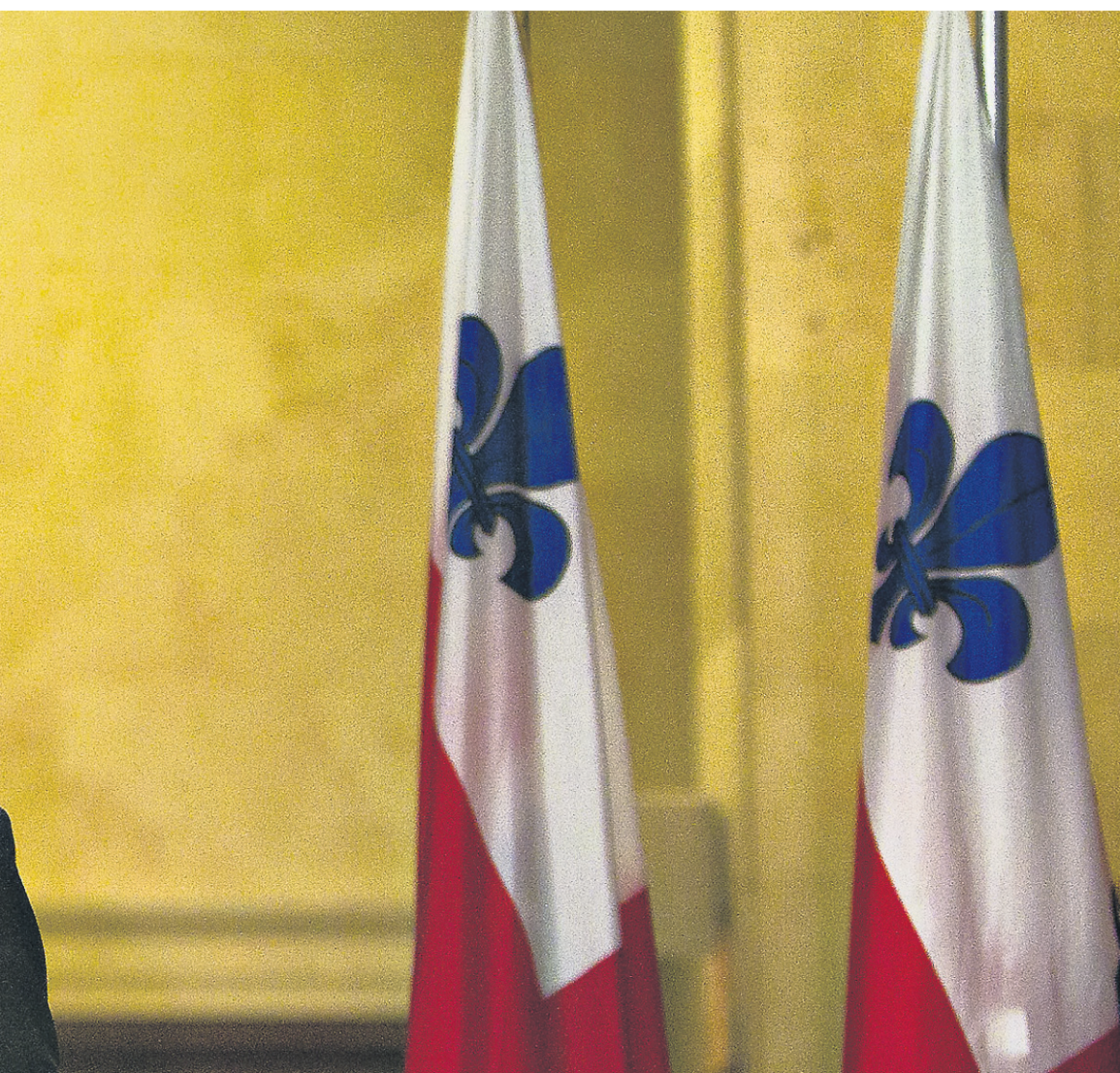


PHOTO OLIVIER JEAN, COLLABORATION SPÉCIALE

Plongé dans une importante crise depuis les dernières semaines, Gérald Tremblay a finalement abandonné. Le maire de Montréal a démissionné en soirée, hier. Avec ce départ, les partis de l'opposition veulent maintenant changer les façons de faire à l'hôtel de ville.

KARIM BENESEAIEH

Après un mois d'une tempête médiatique sans précédent, au cours de laquelle son intégrité a été attaquée presque quotidiennement, le maire de Montréal, Gérald Tremblay, lâche prise.

Sobre, manifestement ému, mais calme, il a annoncé sa démission hier en début de soirée à l'hôtel de ville.

« Après 25 ans au service de la collectivité, je quitte la vie publique », a-t-il déclaré d'entrée de jeu. Pendant ses 11 années au pouvoir – qu'il a décrites comme « riches de moments inoubliables » –, il a assuré s'être consacré entièrement à Montréal, fort de ses « valeurs judéo-chrétiennes d'entraide, de solidarité, d'intégrité, d'ouverture, de respect, de dignité humaine, de justice sociale et de paix ».

Mais cette période lui a aussi réservé des « moments très difficiles et ardu », un calvaire [qu'il] ne souhaite à personne ».

En 2001, dès son entrée en poste, il a été aux prises avec les rumeurs de corruption à la Ville de Montréal. C'est le directeur général lui-même, Guy Coulombe, qui l'en a informé. « Il m'a dit qu'il y avait des rumeurs à l'effet que des enveloppes brunes circulaient dans les services. Je lui ai demandé ce qu'il avait fait. Il m'a répondu qu'il avait exigé des preuves qu'on ne lui avait jamais données. »

Il assure avoir été « vigilant » pendant toutes ces années, mais précise qu'il n'a reçu les informations pertinentes « qu'après les faits ». Il a fait cet aveu : « Avec cette information, je peux vous assurer qu'il n'y aurait jamais eu le projet Contrecoeur et le dossier des compteurs d'eau. »

Gérald Tremblay estime qu'on a trahi sa confiance, mais il assure avoir agi chaque fois qu'il a été informé d'irrégularités. « Je souhaite ardemment qu'un jour, on reconnaisse que je me suis battu, très souvent seul, contre ce système, cette collusion et cette corruption qui, pourtant, selon les révélations de la commission Charbonneau, existaient depuis au moins 1988. »

Deux allégations niées

Il regrette de ne pas avoir eu la possibilité de se défendre devant la Commission et estime ne pas « faire partie du plan de match à court terme ». En politique, « ce qui compte le plus, c'est la perception et non la vérité. La vérité, je l'ai transmise à la commission Charbonneau », a-t-il laissé tomber avec amertume.

Dans son dernier discours, il a cependant tenu à nier deux allégations qu'il n'a manifestement pas digérées, soit celles de Jacques Duchesneau et de son ex-organisateur politique Martin Dumont. « Je n'ai jamais été informé, le 2 juillet 2009, qu'il y avait quatre personnes douteuses dans mon entourage, a-t-il déclaré au sujet du premier. Un jour, l'agenda caché de certaines personnes sera dévoilé. »

Quant à la fameuse rencontre de 2004, au cours de laquelle on lui aurait dévoilé la double comptabilité de son parti, il soutient n'y avoir jamais pris part.

« Je traverse présentement une période d'une injustice insupportable. Je n'ai jamais pensé que je vivrais un tel acharnement dans une société de droit. Mais un jour, justice sera rendue. »

Sa démission, il la présente comme « l'ultime sacrifice, [son] dernier acte d'amour dans l'intérêt supérieur de Montréal ».

Il a quitté la scène sans répondre aux questions des journalistes, entouré d'une vingtaine d'élus de son caucus.

Techniquement, le titre de maire appartient maintenant à celle qui a été nommée suppléante en septembre dernier, la conseillère de Lachine, Jane Cowell-Poitras. Le conseil municipal a 30 jours pour lui désigner un successeur issu de ses rangs, jusqu'aux prochaines élections du 3 novembre 2013. Les élus peuvent également décider, dans les 15 prochains jours, de déclencher une élection partielle à la mairie.

Un mois dévastateur

Malmené par les controverses depuis sa première élection, en novembre 2001, Gérald Tremblay est réellement dans l'œil de la tempête depuis le 1^{er} octobre. L'ex-entrepreneur Lino Zambito a alors révélé à la commission Charbonneau que le parti du maire, Union Montréal, recevait 3 % des contrats attribués par la Ville. Deux ingénieurs à la retraite, Luc Leclerc et Gilles Surprenant, ont ensuite témoigné du climat généralisé de corruption à la Ville, « un secret de polichinelle ». Selon M. Surprenant, la « cote » de 3 % allait plutôt au comité exécutif.

C'est toutefois le témoignage d'un ex-organisateur politique d'Union Montréal, Martin Dumont, qui a le plus entaché la crédibilité du maire. Il a affirmé qu'en 2004, en présence de Gérald Tremblay, il a soulevé des questions sur des dépenses électorales douteuses. Le maire se serait levé et aurait quitté la pièce, après avoir dit : « Moi, je n'ai pas à savoir ça. » Gérald Tremblay a formellement nié cette allégation.

Controversé dès le début

« Il ne s'est pas passé une semaine sans que le maire de Montréal, Gérald Tremblay, ne soit éclaboussé par une affaire embarrassante depuis son arrivée au pouvoir. » Cette analyse, les lecteurs de *La Presse* ont pu la lire dès... juin 2002, à peine six mois après l'élection de leur nouveau maire. Dix ans plus tard, les controverses ont eu raison de sa carrière politique.

DÉPART CHAOTIQUE

Dès son arrivée au pouvoir, en janvier 2002, Gérald Tremblay embauche 65 personnes pour son cabinet politique, dont 38 conseillers. En février, une entreprise fondée par Gérald Tremblay, l'Institut pour le progrès socioéconomique (IPSE), obtient un contrat de 850 000\$.

On apprend que des résidents de L'Île-Dorval ont racheté les infrastructures municipales pour une bouchée de pain. Des contrats sont attribués aux principaux organisateurs politiques du parti du maire. « Les assistés sociaux ne financent pas les campagnes électorales », explique Frank Zampino, président du comité exécutif.

MAI 2002

En mai, le ministre de la Justice, Paul Bégin, tape sur les doigts du maire pour avoir fourni une déclaration d'intérêts pécuniaires incomplète. Deux conseillers de l'Union des citoyens de l'île de Montréal (UCIM, ancien nom d'Union Montréal) de l'arrondissement de Saint-Laurent, Irving Grundman et René Dussault, sont arrêtés et accusés de complot, d'abus de confiance et de corruption. Ils ont exigé une somme de 75 000\$ pour faciliter un changement de zonage pour un complexe immobilier. Ils sont condamnés en 2005 à 23 mois de prison à purger dans la société et à des amendes totalisant 75 000\$.

OCTOBRE 2007

L'administration de l'ex-maire d'Outremont Stéphane Harbour, élu sous la bannière d'Union Montréal, est visée par une enquête de la Sûreté du Québec (SQ) pour la construction d'un centre communautaire dont les coûts ont explosé. *La Presse* révèle par ailleurs les habitudes extravagantes de son administration, notamment en ce qui concerne la consommation d'alcool.

NOVEMBRE 2007

Le plus important contrat de l'histoire de la Ville – 356 millions pour installer des compteurs d'eau –, attribué au consortium formé de Dessau et de Simard-Beaudry, tourne rapidement au fiasco. Improvisation, accusations de favoritisme, irrégularités et une croisière que le président du comité exécutif, Frank Zampino, a faite sur le bateau de Tony Accurso: le contrat sera finalement annulé en septembre 2009. Deux hauts fonctionnaires, le directeur général Claude Léger et le directeur des affaires corporatives Robert Cassius de Linval, sont limogés.

SEPTEMBRE 2008

Une enquête interne révèle une fraude de 8 millions à la division des services informatiques (DSI) de la Ville de Montréal. Le directeur général du service, Gilles Parent, est congédié.

OCTOBRE 2008

L'affaire du Faubourg Contrecoeur éclate. La Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM) a vendu à Catania un terrain évalué à 31 millions de dollars au rôle d'évaluation municipale pour 4,4 millions. Le directeur général Martial Fillion est démis de ses fonctions, la SHDM réintègre le giron des sociétés paramunicipales et le vérificateur général se penche sur le dossier.

JUN 2009

La SQ ouvre une enquête concernant le contrat de 10,6 millions pour la réfection du toit de l'hôtel de ville. Selon l'entrepreneur Paul Sauvé, la mafia lui aurait demandé une somme de 40 000\$ destinée à deux élus du parti du maire Tremblay.

MAI 2010

Les liens troubles entre une entreprise de sécurité, BCIA, et plusieurs décideurs, dont Yvan Delorme, chef de la police de Montréal, et Frank Zampino, ex-numéro deux de la Ville, sont révélés au grand jour. Financement politique douteux, odomètres trafiqués, BCIA surveillait également les locaux de la police de Montréal sans contrat formel.

HIVER 2011

En février 2011, *La Presse* révèle que le vérificateur général de la Ville, Jacques Bergeron, a vu ses courriels interceptés pendant 10 mois par le Service du contrôleur général, Pierre Reid. Deux mois plus tard, on apprend que le président du conseil municipal, Claude Dauphin, a fait l'objet du même traitement. Le 5 mai, Québec envoie les enquêteurs de l'Unité permanente anticorruption à l'hôtel de ville de Montréal.

MAI 2012

Arrestation de trois proches de Gérald Tremblay: Frank Zampino, son ancien bras droit, Martial Fillion, son ancien chef de cabinet, et Bernard Trépanier, ancien responsable du financement de son parti. Les trois hommes sont soupçonnés de fraude et de complot dans l'affaire du Faubourg Contrecoeur.

AUTOMNE 2012

L'équivalent de 3 % des contrats détourné dans les coffres du parti du maire, ou du comité exécutif, corruption généralisée, négligence des élus et, finalement, témoignage voulant que le maire Gérald Tremblay ait déclaré ne pas avoir « à savoir ça ». Le tableau dressé par la commission Charbonneau de l'administration municipale montréalaise est tout simplement dévastateur et plonge l'administration Tremblay dans une crise sans précédent.

DÉMISSION DE GÉRALD TREMBLAY

Quatre prétendants au sein d'Union Montréal

Après le départ de Gérald Tremblay, voici une courte liste d'élus qui pourraient lui succéder à la tête de son parti et donc de la Ville.



Michael Applebaum

Numéro deux de la Ville de Montréal depuis avril 2011, Michael Applebaum est entré en politique d'une façon peu classique: il avait mobilisé sa communauté contre le projet du maire Jean Doré de fermer 29 patinoires. Il s'est présenté aux élections municipales en 1994 et a remporté un siège de conseiller. Il est maire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce depuis 2001. Il se décrit comme un « homme de terrain » (*hands on*). Il a été courtier immobilier jusqu'en 2009.



Richard Deschamps

Conseiller de l'arrondissement de LaSalle depuis 1999 et nommé à l'arrondissement de Ville-Marie, Richard Deschamps est le pilier économique du comité exécutif. Il a hérité des responsabilités très visibles du développement économique, des infrastructures et du déneigement. Il est titulaire d'une maîtrise en administration des affaires et a travaillé pendant deux décennies en gestion et consultation dans le secteur privé, notamment auprès de la Banque Nationale, du Groupe Transat et du Fonds de solidarité FTQ.

Des fleurs... et des pots

L'opposition loue la « dignité » du maire lors de sa démission

VINCENT LAROUCHE

Les partis de l'opposition ont été unanimes à saluer la « dignité » avec laquelle Gérald Tremblay a annoncé son départ, mais ils en ont aussi profité pour lui décocher quelques flèches et souligner l'ampleur du travail qui reste selon eux à accomplir pour changer la façon dont les choses ont fonctionné sous son règne à l'hôtel de ville.

« Sur le plan humain, il a fait une sortie avec beaucoup de dignité. Cependant, il faut voir qu'il a distribué les blâ-

sur le fait qu'il a trop fait confiance. Dans la privatisation de la SHDM [Société d'habitation et de développement de Montréal] et le scandale du Faubourg Contrecoeur, les compteurs d'eau, il a trop fait confiance. Il a toujours fait confiance aveuglément, c'est presque aveuglément volontaire », a-t-elle dit.

« En même temps, c'est pathétique, parce que l'homme était plein de bonne volonté », a ajouté la chef de Vision Montréal.

M^{me} Harel n'a pas voulu dire qui devrait assurer le poste de maire en attendant les

« Commissaire à l'éthique »

« Le départ du maire ne suffit pas. On ne peut pas attendre un an et faire comme si de rien n'était. Le conseil de ville doit adopter des mesures énergiques, comme la nomination d'un commissaire à l'éthique avec pouvoir d'enquête, le retour de la ligne éthique au vérificateur général, et demander la collaboration du Service de police de la Ville de Montréal dans l'examen de l'octroi des contrats », a-t-elle dit.

Le chef de Projet Montréal, Richard Bergeron, croit aussi que le départ du maire n'est pas suffisant. « Gérald Tremblay, ce n'était pas qu'une personne, c'était un régime. Et il ne faut pas que ce régime cherche à se perpétuer », a-t-il lancé.

M. Bergeron a salué la décision de M. Tremblay et la façon dont il l'a annoncée. « Ce n'était pas une décision facile, il l'a prise avec dignité. À partir de maintenant, nous entrons dans une nouvelle ère pour Montréal. La première partie sera très courte, c'est une année [jusqu'aux élections]. Il faut absolument que l'état de crise permanente

« Le départ du maire ne suffit pas. On ne peut pas attendre un an et faire comme si de rien n'était. Le conseil de ville doit adopter des mesures énergiques, comme la nomination d'un commissaire à l'éthique avec pouvoir d'enquête [...] » — Louise Harel, chef de Vision Montréal

mes à tout le monde, sauf à lui », a déploré Louise Harel, chef de l'opposition officielle.

« Il a dit qu'on a trahi sa confiance, mais il devra faire un examen de conscience

élections de 2013. « Beaucoup de scénarios sont possibles », a-t-elle affirmé. Elle réclame maintenant l'implantation de nouvelles mesures sur l'éthique et l'intégrité.

Montréal a besoin d'un coup de barre, disent les syndicats

VINCENT LAROUCHE

S'ils ont semblé apprécier la façon avec laquelle Gérald Tremblay a tiré sa révérence hier, les syndicats d'employés municipaux n'ont pas caché qu'ils souhaitent que le prochain maire donne une direction différente à la Ville.

Le président du syndicat des cols bleus de Montréal, Michel Parent, qui est entré en poste peu après l'élection de Gérald Tremblay, a trouvé le maire pratiquement méconnaissable, hier soir. « C'est la première fois que je le voyais dans un discours où je ne sentais pas qu'il faisait de la politique, mais plutôt qu'il parlait avec ses tripes. J'ai vu un discours dans lequel il était solide et semblait très franc », a-t-il dit.

La sous-traitance

Il estime qu'en prenant conscience de l'ampleur de la collusion et de la corruption impliquant un groupe restreint d'entrepreneurs, M. Tremblay a fini par se rapprocher de la position défendue par le syndicat depuis des décennies. « Il reste seulement le tiers du nombre de cols bleus qu'il y avait à la fin des années 70. Toute la job est donnée à des sous-traitants, comme ceux qui font le système de collusion et d'envoies brunes. Ça coûte bien plus cher de donner ça au privé que de le faire à l'interne », a-t-il affirmé. Il dit par ailleurs tirer un bilan « neutre » de ses relations – ni très bonnes



PHOTO IVANOÏH DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE
Michel Parent, à gauche, du syndicat des cols bleus, en compagnie du maire Tremblay, lors de l'annonce de la signature de la convention collective entre la Ville et ses employés, en octobre dernier.

ni très mauvaises – avec Gérald Tremblay.

Il espère que le prochain maire se tournera davantage vers la fonction publique pour les travaux à réaliser.

Les cols blancs

Au syndicat des cols blancs, le président Alain Fugère dresse aussi un bilan mitigé des années Tremblay. Il déplore que le maire n'ait pas réglé le dossier de l'équité salariale chez les cols blancs avant de quitter son poste, et se désolé des scandales des compteurs d'eau et du

Faubourg Contrecoeur. Mais il se réjouit aussi du règlement du dossier du Grand Prix de Montréal – « un dossier positif » pour Montréal.

Il veut maintenant donner la chance à son successeur de faire ses preuves. « Je suis employé, mais aussi résident et payeur de taxes. Les hausses de taxes inutiles, comme les tentatives de presser le citron des employés, ce n'est pas ce que je souhaite. J'espère qu'on trouvera des façons plus ingénieuses de faire, et je ne parle pas d'envoies brunes, là! », a-t-il lancé.



PHOTO OLIVIER JEAN, COLLABORATION SPÉCIALE
Richard Bergeron, chef de Projet Montréal.



PHOTO OLIVIER JEAN, COLLABORATION SPÉCIALE
Louise Harel, chef de Vision Montréal.

dans lequel a vécu Montréal depuis trop longtemps disparaîsse », a-t-il dit.

Une ampleur insoupçonnée

Il a avoué que l'ampleur de ce qui est dévoilé à la commission Charbonneau dépasse ce qu'il soupçonnait, mais que le poste de maire l'intéresse toujours. « En 2013, assurément! C'est le défi de ma vie! Je veux cette fonction et j'ai

confiance que je peux la remplir. Je suis candidat à la mairie, je n'y vais pas de reculons, mais je mesure l'ampleur de la tâche, c'est une immense responsabilité », a-t-il lancé.

Malgré de nombreuses tentatives, *La Presse* n'a pu joindre le député libéral Denis Coderre, qui n'a pas confirmé s'il briguerait la mairie, mais qui ne cache pas son intérêt potentiel pour le poste.

Une décision « sage et importante »

PAUL JOURNET

QUÉBEC — Gérald Tremblay a pris la bonne décision, selon le Parti libéral du Québec (PLQ) et la Coalition avenir Québec (CAQ). Il a fait « un geste sensé [...] pour la première fois depuis longtemps », a souligné Québec solidaire.

Quant au gouvernement péquiste, il réagira seulement ce matin. « On laisse la place [hier soir] à M. Tremblay », a expliqué Yann Langlais-Plante, attaché de presse du ministre des Affaires municipales, Sylvain Gaudreault.

« M. Tremblay a pris une décision sage et importante. C'est une décision que nous respectons », a affirmé dans un communiqué Marc Carrière, critique libéral en matière d'affaires municipales.

« La CAQ a été le premier parti [le 23 octobre] à affirmer que Gérald Tremblay n'avait plus l'autorité morale pour gouverner Montréal. Il a fait le bon choix », a affirmé Jean-François del Torchio, attaché de presse du chef François Legault. M. Legault réagira lui aussi aujourd'hui.

Québec solidaire affirme la même chose que la CAQ. Depuis deux ans, son député Amir Khadir a « imploré Gérald Tremblay de céder sa place ». Le 4 octobre dernier, M. Khadir a été « le premier politicien à demander ouvertement son départ », rappelle le parti de gauche.

« Nous savons que M. Tremblay se mettra à la disposition des autorités, si celles-ci en font la demande, pour

aider à faire la lumière sur les allégations qui touchent l'administration de la Ville », a indiqué le libéral Marc Carrière.

Amir Khadir croit que des politiciens au provincial ont pêché de la même façon que Gérald Tremblay. Il réclame un grand ménage. « L'impunité doit aussi cesser au niveau des responsables gouvernementaux, ces politiciens et ministres avec les mêmes cercles de fréquentation et les mêmes pratiques de financement que le parti du maire Tremblay, et qui comme lui ont préféré se taire ou ne pas savoir. »

Comme il l'a fait l'été dernier, Gérald Tremblay a nié hier avoir rencontré Jacques Duchesneau en juillet 2009. Lors de cette rencontre, M. Duchesneau lui aurait indiqué que quatre membres de son entourage étaient corrompus.

M. Duchesneau ne veut toujours pas dévoiler l'identité de ces proches du maire. Mais il maintient sa version, a-t-on fait savoir à la CAQ.

Labeaume réagit

Si Régis Labeaume admet qu'il n'avait pas particulièrement « d'atomes crochus » avec Gérald Tremblay, il a salué hier soir un homme « amoureux de sa ville ». Du même souffle, le maire de Québec n'achète toutefois pas la thèse du maire de Montréal qui se dit victime d'une « injustice ».

« Personne ne pourra dire que ce gars-là n'était pas un amant de Montréal », a dit M. Labeaume.

DÉMISSION DE GÉRALD TREMBLAY



Alan DeSousa

Originaire du Pakistan, ce comptable de formation a été élu pour la première fois conseiller municipal en 1990, à Saint-Laurent. Lors des fusions, il est devenu maire de l'arrondissement de Saint-Laurent et a été nommé responsable de l'environnement dans l'administration Tremblay. Au lendemain des élections de 2009, Alan DeSousa est devenu vice-président du comité exécutif et a hérité du dossier des finances. Il a préparé les budgets de 2010 et de 2011, marqués par des hausses de taxes foncières salées.



Marvin Rotrand

L'un des doyens à l'hôtel de ville, Marvin Rotrand a été élu conseiller pour la première fois en 1982. Leader de la majorité, c'est celui qui intervient le plus souvent à l'hôtel de ville; il est appelé à présenter chacune des résolutions adoptées par les élus. Le conseiller de Snowdon est vice-président de la Société de transport de Montréal depuis 2002.

— Pierre-André Normandin et Karim Benessaïeh

La victime



MICHÈLE OUIMET CHRONIQUE

Hier soir, j'écoutais Gérald Tremblay annoncer sa démission et je n'en revenais pas. Une victime. « Pourquoi je n'ai pas été informé ? » « Pourquoi les autorités en place n'ont rien fait ? » « On a trahi ma confiance. »

Et lui ? Rien. Une pauvre victime trahie par ses proches et abandonnée par Québec. C'est la faute des autres, pas la mienne, a-t-il dit en substance.

Il avait le même réflexe quand les journalistes déterraient un scandale. Il poussait les hauts cris, jurait qu'il ne savait pas et accusait les médias de vouloir sa tête. Là encore, ce n'était pas de sa faute.

Jusqu'à la toute fin, il persiste et signe: ce n'est pas moi, je le jure, on m'a joué dans le dos.

Est-ce vrai qu'il ne savait rien ? Était-il vraiment naïf, incompetent ou Ponce Pilate ? On ne le saura peut-être jamais, l'énigme reste entière.

Seul Martin Dumont, témoin peu fiable à la commission Charbonneau, relie directement Gérald Tremblay à des pratiques douteuses. Son parti, Union

Montréal, aurait tenu une double comptabilité, une pour l'argent recueilli légalement, une autre pour l'argent sale, a affirmé Dumont. En voyant les deux comptabilités, le maire aurait dit: « Moi, je n'ai pas à savoir ça. »

Sauf que le témoignage de Dumont est faible. Il n'était qu'un petit organisateur politique. Il a gonflé son importance et il est le seul à mouiller le maire. Et

Gérald Tremblay a dit qu'il avait vécu un « calvaire qu'il ne souhaite à personne ». C'est vrai que ses trois mandats ont été parsemés d'embûches. Et embûches est un mot faible.

Au début, Gérald Tremblay était un bon maire. Oui, oui, un bon maire. Il a hérité d'une nouvelle ville née dans la controverse et l'hostilité. Il n'a pas eu peur de nommer des têtes fortes dans son comité exécutif, des ex-maires de banlieue qui avaient férocelement milité contre « une île, une ville », comme Peter Yeomans, Robert Libman, Georges Bossé. Ils étaient habitués de régner en roi et maître dans leur petite banlieue,

Tremblay. Montréal risquait l'éclatement. Tremblay a fait son gros possible, comme on dit, pour essayer de convaincre les anciennes banlieues de rester à Montréal. Il leur a donné trop de pouvoirs pour les garder dans son giron: droit d'emprunter, droit d'embaucher, droit d'imposer des taxes, droit de s'appeler maire et non président.

Résultat: Montréal s'est affaibli, il a été morcelé et est devenu ingouvernable. Mais ce n'est pas la faute de Tremblay.

Et cette fois, c'est vrai.

Qu'est-ce que l'histoire va retenir de Gérald Tremblay ? Des choses bien peu flatteu-

Les épais nuages de corruption qui plane obstinément au-dessus de l'hôtel de ville ? Les points de presse qui se transformaient en pugilat avec les journalistes qui le bombardaient de questions sur la commission Charbonneau ? Son message ne passait plus. Et sa hausse d'impôt foncier de 3,3 % non plus.

L'histoire va probablement se rappeler sa sidérante incompetence. Il s'est entouré d'hommes qui l'ont trahi — c'est lui qui l'a dit — et les membres de sa garde rapprochée ont accusés de fraude, complot et abus de confiance.

Deux ex-fonctionnaires, Gilles Surprenant et Luc Leclerc, ont vidé leur sac devant la commission Charbonneau. Tout y est passé: pots-de-vin, voyages sur le bras, copinage avec les entrepreneurs, parties de golf avec le chef de la mafia, Vito Rizzuto. La corruption ? Surprenant et Leclerc ont dit que tout le monde le savait, même les commis et les secrétaires. C'était un secret de polichinelle. Et Gérald Tremblay ne savait rien ? Vraiment rien ? Ou il a eu vent de rumeurs qu'il a vite balayées sous le tapis ?

Oui, Gérald Tremblay a été un bon maire dans les deux ou trois premières années, et oui, il a réparé les tuyaux de Montréal, comme il aime le répéter.

Il a été un intendant, mais un bon maire ? Non. Et c'est ça que l'histoire va retenir: le désastre des dernières années.



Pour joindre
notre chroniqueuse:
mouimet@lapresse.ca

Est-ce vrai qu'il ne savait rien ? Était-il vraiment naïf, incompetent ou Ponce Pilate ? On ne le saura peut-être jamais, l'énigme reste entière.

il se fie à une phrase, une seule, qu'il a peut-être mal interprétée.

Mais vrai ou faux, le mal était fait, et Gérald Tremblay, qui n'avait plus une once d'autorité morale, a fini par démissionner. Il n'avait pas le choix, il devait partir. Ça, il le savait.

C'est bien la première fois qu'il savait quelque chose.

mais Tremblay a réussi à les rassembler pour bâtir la nouvelle ville. J'avais écrit un éditorial pour parler du leadership tranquille de Gérald Tremblay. Eh oui, autre temps, autres écrits.

En 2004, le gouvernement libéral a cassé l'élan en lançant l'aberrant mouvement de défusions. Charest a mis un couteau sur la gorge de

ses, j'en ai peur. C'est la première fois qu'un maire part en cours de mandat depuis Camilien Houde, en 1936.

L'heure devait être grave, très grave, pour que Gérald Tremblay prenne une telle décision. Ras-le-bol ? Trop de pression ? Son âge ? Il a eu 70 ans en septembre. La santé fragile de sa femme qui a subi une opération l'été dernier ?

Savons, grappes et compteurs d'eau

KARIM BENESSAIEH

Son plat préféré ? Le confit de canard. Ce qu'il aimerait faire dans une autre vie ? « Faire partie d'un ordre religieux avec l'ambition de devenir pape. » Et l'amour, pour lui, est « le fondement même de notre société », a-t-il confié à un quotidien montréalais en 2005.

Gérald Tremblay n'avait d'ailleurs que 15 ans quand il a rencontré la femme de sa vie, Suzanne Tailleur. C'est avec elle qu'il passera les 55 années suivantes, alors qu'il sera tour à tour avocat, analyste financier, professeur, entrepreneur, ministre et enfin maire de Montréal.

« Sans Suzanne, je ne serais pas ce que je suis », a-t-il confié en 2006 au biographe Gérard Therrien, qui a rédigé un des rares articles sur la vie de Gérald Tremblay.

Père criminologue

Fils de Georges A. Tremblay, notaire criminologue, et de Rolande Forest, il est né à Ottawa le 20 septembre 1942. Il n'a que 4 ans quand sa famille déménage à Montréal, plus précisément à Notre-Dame-de-Grâce, où il demeurera pendant 25 ans. Il a trois frères: Michel, François et Marcel — qui a eu une brève carrière en politique municipale de 2001 à 2009.

En 1957, Gérald Tremblay rencontre celle qu'il appellera affectueusement « Suzanne, mon épouse » devant les journalistes et avec qui il adoptera

deux enfants, les jumeaux Marie-Laurence et Georges-Étienne, qui ont aujourd'hui 29 ans.

En politique en 1989

Au collège, il est notamment centre arrière au football. Il obtient sa licence en droit de l'Université d'Ottawa en 1969 et est admis au Barreau du Québec en 1970. Deux ans plus tard, il obtient

« Sans Suzanne, je ne serais pas ce que je suis », a confié Gérald Tremblay en 2006 au biographe Gérard Therrien, qui a rédigé un des rares articles sur la vie de Gérald Tremblay.

cabinet de Robert Bourassa, il occupe les fonctions de ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie jusqu'en 1994. Son leitmotiv: développer le Québec autour de « grappes industrielles ».

Au privé

Il revient au privé après sa démission comme député, en 1996, et siège notamment aux conseils d'administration des Boutiques San Francisco, des Tapis Peerless et de Rolland. En 2000, c'est le maire de Montréal lui-même, Pierre Bourque, qui redonne le goût de la politique à Gérald Tremblay: il le nomme président du comité responsable d'élaborer une politique de consultation publique pour la métropole.

Pierre Bourque s'en mordra les doigts le 4 novembre 2001: fort de l'appui des 28 villes de banlieue nouvellement fusionnées à Montréal, Gérald Tremblay le bat lors de l'élection à la mairie, avec 49,1 % des voix.

Il sera réélu le 6 novembre 2005. Le 1^{er} novembre 2009, malgré une série de controverses, dont celles entourant le projet Faubourg Contrecoeur et le contrat des compteurs d'eau, il obtient 37,7 % des voix et est réélu à la mairie. Il promet alors de « faire le ménage ».

Pour ses trois mandats, son parti — l'Union des citoyens de l'île de Montréal, devenu Union Montréal en 2007 — a obtenu la majorité des élus au conseil municipal.



PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE

Le maire Gérald Tremblay à son arrivée à un bureau de vote d'Outremont avec sa femme Suzanne Tailleur, à l'occasion des élections municipales de 2005.



PHOTO JACQUELYN MARTIN, ASSOCIATED PRESS

L'heure du verdict



RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE
NEW YORK

Quatre ans après avoir écrit une page d'histoire en éliminant à la Maison-Blanche un premier candidat de couleur, les Américains sont appelés aujourd'hui à rendre leur verdict sur sa présidence marquée par des réformes controversées, un taux de chômage élevé et une reprise économique lente.

Si les électeurs décidaient de congédier Barack Obama après un seul mandat, ils permettraient à son rival, Mitt Romney, d'entrer à son tour dans l'histoire à titre de

premier candidat mormon à conquérir la présidence américaine.

Après 11 mois d'une campagne présidentielle lancée officiellement dans les plaines glacées de l'Iowa, le président sortant jouissait d'une avance minime dans certains sondages nationaux et d'un avantage un plus net dans la plupart des États où se jouera l'élection, dont l'Ohio, le Nevada et l'Iowa.

Mais le suspense demeure entier en raison de l'incertitude qui plane sur la composition exacte de l'électorat. Le camp républicain se dit convaincu de compter sur les électeurs les plus enthousiastes et déterminés à se rendre aux urnes. Ceux-ci ont assisté en grand nombre aux derniers rassemblements de leur candidat, qui a fait campagne hier en Floride, en Virginie et au New Hampshire.

« Nous ne sommes plus qu'à un jour d'un nouveau départ, à un jour d'un nouveau commencement », a déclaré Mitt Romney à Lynchburg, en Virginie.

« Chaque vote compte », a-t-il ajouté, en invitant ses partisans à s'assurer que chacune de leurs connaissances se rendra aux urnes.

Après 11 mois d'une campagne présidentielle lancée officiellement dans les plaines glacées de l'Iowa, le président sortant jouissait d'une avance minime dans certains sondages nationaux et d'un avantage un peu plus net dans la plupart des États où se jouera l'élection.

Entamant au Wisconsin la dernière journée de sa dernière campagne électorale, Barack Obama a évoqué le « romantisme »

de sa première course à la Maison-Blanche, comme s'il reconnaissait implicitement la nature moins emballante de celle de 2012. Mais il a insisté sur l'importance du scrutin présidentiel.

« Demain, vous avez un choix à faire. C'est un choix entre deux visions différentes de l'Amérique », a-t-il lancé

Le rockeur a également accompagné le président sortant en Ohio, où il a été rejoint par le rappeur Jay-Z, et en Iowa, dernière étape de la journée et tremplin du sénateur de l'Illinois en 2008.

Barack Obama passera la journée du scrutin à Chicago, où il attendra les résultats avant de prononcer son discours de la victoire ou de la défaite. De son côté, Mitt Romney fera campagne à Cleveland, en Ohio, et à Pittsburgh, en Pennsylvanie, le jour du vote, avant de rentrer au Massachusetts, où il votera.

Pendant ce temps, les bénévoles des deux camps passeront une dernière journée à cogner aux portes ou à faire des appels téléphoniques – le travail de terrain qui pourrait faire la différence dans l'issue de l'élection.

à une foule enthousiaste de 18 000 personnes, dont certains s'étaient sans doute déplacés pour entendre Bruce Springsteen.

LAPRESSE.CA

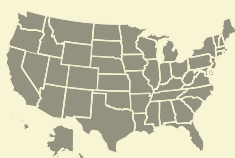
Suivez le déroulement de la soirée électorale américaine à lapresse.ca



Les textes de nos sept envoyés spéciaux aux États-Unis



Un clavardage en direct, dès 20 h



La carte des résultats dans les 50 États



Toutes les nouvelles, constamment mises à jour



Horaire de la soirée
(Heure normale de l'Est)

Les bureaux de scrutin fermeront à 19h en Floride et en Virginie, et à 20h dans la plupart des États de la côte Est. Ils fermeront à 21h au Colorado et en Arizona, et à 22h au Nevada. Les bureaux de vote fermeront à 23h en Californie. Les grands réseaux américains lanceront leurs prédictions au cours de la soirée, mais les partis attendent que tous les États aient fini de voter avant d'annoncer la victoire ou de concéder la défaite.

— Nicolas Bérubé



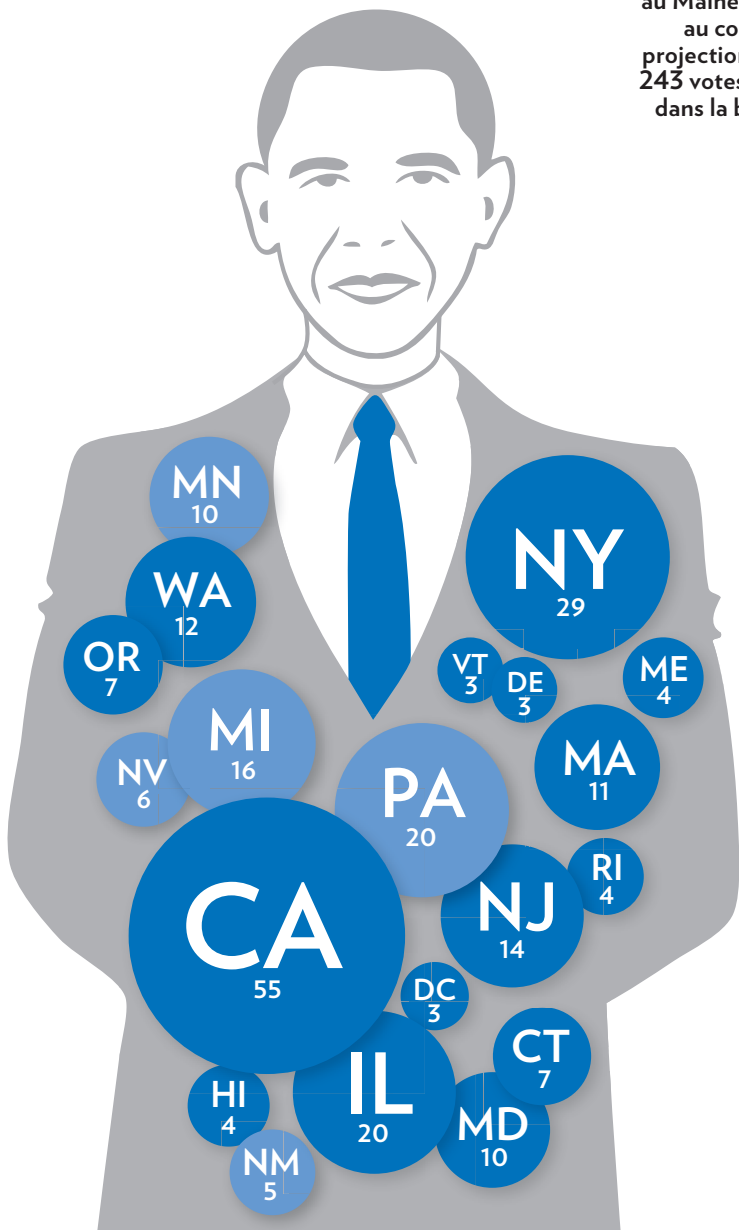


243
OBAMA

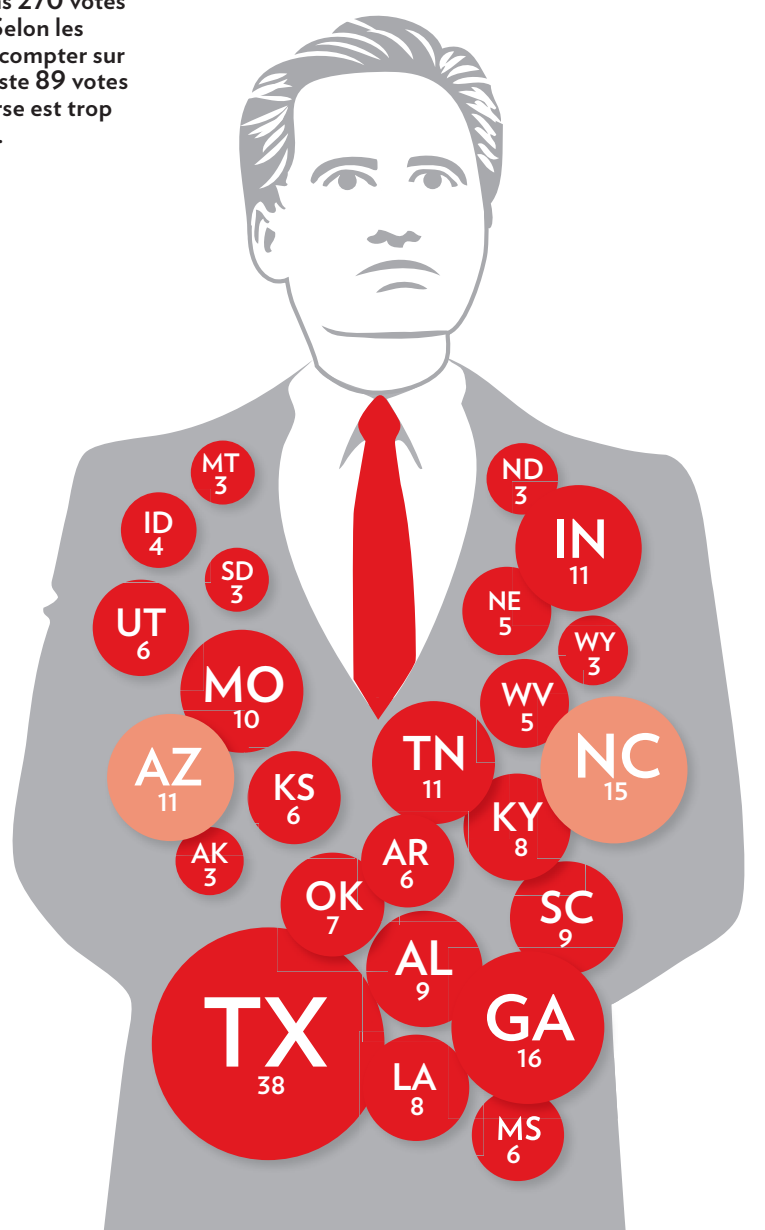
COLLÈGE ÉLECTORAL
Sept États dans la balance

Le calcul est plutôt simple : chaque État dispose d'un nombre de votes au collège électoral proportionnel à sa population. Le candidat qui remporte le scrutin populaire dans un État gagne tous ses votes qu'il détient au collège électoral (sauf au Maine et au Nebraska). Il faut obtenir au moins 270 votes au collège électoral pour être élu président. Selon les projections, les démocrates peuvent maintenant compter sur 243 votes, et les républicains sur 206 votes. Il reste 89 votes dans la balance, répartis entre 7 États où la course est trop serrée pour prédire l'issue du combat.

206
ROMNEY



89
Indécis



■ OBAMA ■ AVANCE OBAMA ■ INDÉCIS ■ ROMNEY ■ AVANCE ROMNEY



PHOTO SUE OGRICK, ASSOCIATED PRESS

Le collège électoral

Le chiffre important pour ce soir : 270. C'est le nombre de votes au collège électoral qu'un candidat doit obtenir pour remporter la Maison-Blanche.

Le système du collège électoral attribue à chaque État un certain nombre de votes (aussi appelés « grands électeurs ») sur un total de 538. Le candidat qui remporte la majorité des voix dans un État remporte du même coup la totalité des votes au collège électoral de cet État. Le système permet aux États les plus peuplés d'avoir plus d'influence.

L'État comptant le plus grand nombre de votes au collège électoral est la Californie, qui en possède 55.

Ce système est loin d'être parfait : en 2000, Al Gore avait obtenu une majorité de votes sur

le plan national, mais Bush avait remporté le plus grand nombre de votes au collège électoral, et donc la présidence.

Autre problème : un vote dans un État qui appuie massivement un candidat (en Californie, par exemple, où Barack Obama a gagné avec 24 % d'avance en 2008) est bien moins important qu'un vote dans un État où la course est serrée (comme en Ohio, où Obama mène par quelques points à peine). D'où l'avalanche de publicités et de rassemblements électoraux dans une poignée d'États clés comme l'Ohio, la Floride, le Colorado, etc.

Le système du collège électoral est décrit dans la Constitution américaine, et aucun parti au Congrès n'a jamais pu obtenir les votes nécessaires pour le modifier.

— Nicolas Bérubé

Le poids des États
Nombre de grands électeurs

CA	Californie	55
TX	Texas	38
FL	Floride	29
NY	New York	29
IL	Illinois	20
PA	Pennsylvanie	20
OH	Ohio	18
GA	Géorgie	16
MI	Michigan	16
NC	Caroline-du-Nord	15
NJ	New Jersey	14
VA	Virginie	13
WA	Washington	12
AZ	Arizona	11
IN	Indiana	11
MA	Massachusetts	11
TN	Tennessee	11
MD	Maryland	10
MN	Minnesota	10
MO	Missouri	10
WI	Wisconsin	10
AL	Alabama	9
CO	Colorado	9
SC	Caroline-du-Sud	9
KY	Kentucky	8
LA	Louisiane	8
CT	Connecticut	7
OK	Oklahoma	7
OR	Oregon	7
AR	Arkansas	6
IA	Iowa	6
KS	Kansas	6
NV	Nevada	6
MS	Mississippi	6
UT	Utah	6
NE	Nebraska	5
NM	Nouveau Mexique	5
WV	Virginie-Occidentale	5
HI	Hawaï	4
ID	Idaho	4
ME	Maine	4
NH	New Hampshire	4
RI	Rhode Island	4
AK	Alaska	3
DE	Delaware	3
DC	District de Columbia	3
MT	Montana	3
ND	Dakota-du-Nord	3
SD	Dakota-du-Sud	3
VT	Vermont	3
WY	Wyoming	3

Cinq États à suivre

OHIO

Avec 18 grands électeurs, l'Ohio est l'État-clé le plus convoité. Si les résultats devaient s'avérer très serrés, les responsables pourraient devoir compter les bulletins de vote provisionnels, un processus qui prendrait plusieurs jours.

FLORIDE

Mitt Romney est en avance en Floride, un État qui possède 29 votes au collège électoral. Mais Romney a fait campagne sans relâche en Floride au cours des derniers jours, ce qui laisse présager que son équipe n'est pas satisfaite de son avance dans les sondages.

VIRGINIE

Le président Obama possède un léger avantage en Virginie. Avec 13 votes au collège électoral, l'État est convoité : les candidats y mènent une lutte solide depuis quelques semaines.

COLORADO

Avec 9 votes au collège électoral, le Colorado sera très suivi ce soir. Les sondages donnent Barack Obama et Mitt Romney au coude à coude.

NEVADA

Avantage Obama, mais Romney pourrait surprendre, surtout dans les comtés du nord de l'État. Le Nevada compte six votes au collège électoral et fait partie des États-clés où les candidats ont mené une solide campagne sur le terrain.

— Nicolas Bérubé



PHOTO JASON REED, REUTERS

Barack Obama a fait campagne en Ohio, hier. Le président était accompagné du rappeur Jay-Z et de Bruce Springsteen lors d'un rassemblement partisan à Columbus.

Un État, deux pays



AGNÈS GRUDA
CHRONIQUE

ENVOYÉE SPÉCIALE
OHIO

Poursuivant jusqu'à la dernière minute leur bataille acharnée pour l'Ohio, Barack Obama et Mitt Romney ont rassemblé des milliers de partisans hier à Columbus, capitale de cet État qui pourrait décider de leur avenir.

Les derniers sondages accordent une avance de 2,8 points au président en Ohio. Mais rien n'est encore acquis dans cet État à l'humeur politique changeante, dont les 18 grands électeurs ont l'habitude de faire pencher la balance du pouvoir.

Les deux candidats n'ont pas lésiné sur les moyens pour y remporter leur dernier sprint. Le rassemblement en faveur de Barack Obama a réuni 15 500 personnes à l'aréna Nationwide, dans le centre de Columbus. Chauffée par Bruce Springsteen, la foule faisait la vague avec les pancartes bleues arborant le mot Forward – le « Yes We Can » version 2012.

Barack Obama n'avait pas encore commencé à parler que des milliers d'électeurs pro-Romney remplissaient un vaste hangar près de

l'aéroport, en périphérie de Columbus. Les deux événements avaient beau se dérouler presque en même temps et dans la même ville, le fait de passer de l'un à l'autre était comme changer de planète. Foule un peu plus jeune et nettement plus colorée chez Obama, assistance plus âgée, et presque exclusivement blanche, chez son adversaire.

Plusieurs partisans démocrates m'ont dit vouloir voter pour Barack Obama d'abord et avant tout pour barrer la route à Mitt Romney.

Mais surtout, des visions du monde diamétralement opposées de part et d'autre.

« Cette élection porte sur les droits des femmes, la santé, les 30 années de disparités croissantes dans la répartition des richesses », a lancé Bruce Springsteen, avant d'entonner *Land of Hopes and Dreams*.

À l'autre bout de la ville, c'est le groupe rock Marshall Tucker Band qui chauffait une assistance pas nécessairement plus riche – mais manifestement moins révoltée par les inégalités économiques qui divisent le pays.

« Nous avons besoin de riches, moi, j'ai toujours obtenu mes emplois chez des riches », m'a dit Gloria Wedermeyer, secrétaire à la retraite qui décrit Barack Obama comme un « communiste » qui livre une guerre sans merci aux nantis.

« Je ne veux pas que les riches paient pour les pauvres. C'est aux églises et aux organismes de charité de s'en occuper », a tranché Rhyann Messmer, étudiant de 18 ans qui aspire à devenir policier.

Grace Peterson est une secrétaire juridique à la recherche d'un boulot. Elle compte voter pour Mitt Romney parce qu'il ramènera les États-Unis vers les valeurs qui ont fait, selon elle, la grandeur de son pays. Des valeurs comme « la foi, la libre entreprise et les droits des enfants non nés ».

C'est précisément la perspective de ce grand bond en arrière qui effraie les partisans démocrates qui chantaient avec Bruce Springsteen, hier. Plusieurs d'entre eux m'ont dit vouloir voter pour Barack Obama d'abord et avant tout pour barrer la route à Mitt Romney. Ils ont bien applaudi à tout rompre quand l'ancien gouverneur Ted Strickland a lancé : « Oussama ben Laden est

Ohio

Columbus



GRANDS ÉLECTEURS: 18

Population: 11 536 504 habitants
Taux de chômage: 7%
(en septembre 2012)

Élection de 2008:

John McCain.....47%
Barack Obama.....52%

Groupes ethniques:

Blancs.....81,1%
Latino-Américains.....3,1%
Noirs.....12%

Ville la plus importante:

Columbus, 787 033 habitants

mort, GM est vivant.» Ils ont crié de toute leur voix quand le maire de Columbus, Michael Coleman, a dit sentir l'odeur de la victoire.

Mais en discutant avec les gens, entre deux discours, il était difficile de ne pas

constater que la ferveur, chez les pro-Obama, n'est pas la même qu'il y a quatre ans.

Prenez Sarah Zite, étudiante en communication. En 2008, elle avait mis tous ses espoirs dans Obama. Cette fois, elle lui accorde sa confiance un peu par défaut. Oui, il a fait de bonnes choses, comme permettre aux jeunes de profiter des assurances médicales de leurs parents. Mais il y a aussi tous ces projets d'exploitation gazière qui font peur à cette écologiste convaincue. « Je vote pour Obama, mais je vote surtout contre Romney. »

« Vous pouvez ne pas appuyer toutes mes décisions », a reconnu le président quand il s'est enfin adressé à ses partisans, en faisant écho à ce genre d'appui mitigé. « Mais l'enjeu de cette élection, ce ne sont pas seulement mes mesures, c'est aussi la confiance. »

Mitt Romney a lui aussi accusé Barack Obama de ne pas avoir tenu ses promesses sur le terrain de l'économie. « Il s'occupait plus de son programme libéral que de créer des emplois », a-t-il lancé, ce qui a soulevé une cascade d'applaudissements.

Au bout du compte, dans cet État où la reprise économique est encore très fragile, l'issue de l'élection dépend un peu de celui qu'on blâme pour ce qui ne va pas. Et de celui à qui on attribue le mérite de ce qui va un peu mieux. Une perception qui varie selon la planète politique qu'on habite.



VACCIN GRATUIT

➔ **POUR LES PERSONNES À RISQUE DE COMPLICATIONS :**

- Enfants de 6 à 23 mois
- Femmes enceintes en bonne santé aux 2^e et 3^e trimestres de grossesse
- Personnes ayant une maladie chronique
- Personnes de 60 ans ou plus

➔ **POUR L'ENTOURAGE DE CES PERSONNES ET CELUI DES BÉBÉS DE MOINS DE 6 MOIS**

➔ **POUR LES TRAVAILLEURS DE LA SANTÉ**

Santé
et Services sociaux

Québec



Illinois



GRANDS ÉLECTEURS : 20

Population : 12 830 632 habitants

Taux de chômage : 8,8%
(en septembre 2012)

Élection de 2008 :

John McCain.....37%
Barack Obama.....62%

Groupes ethniques :

Blancs63,7%
Latino-Américains15,8%
Noirs14,3%

Ville la plus importante :

Chicago, 2 695 598 habitants

À Chicago, « on va se croiser les doigts »



ALEXANDRE SIROIS
ENVOYÉ SPÉCIAL
ILLINOIS

CHICAGO — L'endroit a autant de charme qu'une cafétéria d'hôpital, et les plats qu'on y sert sont tout sauf nutritifs et équilibrés. Valois était pourtant l'un des restaurants fréquentés avec le plus d'assiduité par Barack Obama quand il habitait à Chicago.

Pour prendre le pouls de ses partisans, rien de tel que de passer quelques heures dans l'établissement, où on fait d'ailleurs la promotion des six plats préférés du politicien. Une affiche posée devant la porte d'entrée précise qu'au sommet de ce palmarès trône le steak servi

avec deux œufs, des pommes de terre rôties et deux tranches de pain grillé, qu'on accompagne ici systématiquement de gelée au raisin.

Thaddeus Ray, 28 ans, qui étudie en Floride, termine d'ailleurs son morceau de pain lorsqu'on lui demande si Barack Obama va triompher. « On va se croiser les doigts, car ça va être très serré », affirme-t-il.

Il prédit néanmoins une victoire du président. Selon lui, au moment de voter, les Américains vont se souvenir des huit années passées sous la présidence de George W. Bush. Et ils vont réaliser la chance qu'ils ont d'avoir Barack Obama à la Maison-Blanche.

« J'ai vu sur Facebook ce matin une photo d'Obama qui réconfortait une victime de l'ouragan Sandy. À côté s'affichait une photo de Bush qui, lui, regardait les dommages faits par l'ouragan Katrina... par la fenêtre de son avion », lance-t-il en pouffant de rire. La gestion de cette catastrophe par

le prédécesseur d'Obama, en 2005, avait été jugée lamentable.

Quelques tables plus loin, un couple de septuagénaires tient essentiellement le même discours. « Je pense qu'Obama va gagner. Parce qu'il est le meilleur des candidats et qu'il sera le meilleur pour notre pays », dit Elizabeth Holder, qui termine pour sa part

Tout ce qu'il fait, c'est attaquer. Il ne dit pas ce qu'il fera s'il est élu ni comment il le fera! »

« Leur tactique, c'est de faire peur, renchérit son mari, Lionel Holder. Mais je pense que les Américains sont trop brillants pour tomber dans le panneau. »

Les discours évasifs du candidat républicain inquiètent les partisans de Barack Obama. Et ses commentaires méprisants au sujet des quelque 47 % d'Américains qui ne paient pas d'impôts ont frappé leur imagination. « Si c'est ce qu'il pense, je ne veux pas qu'il me représente et je ne veux pas qu'il représente mon pays », lance Glenn Foster, un colosse de 54 ans qui porte une casquette terriblement usée de l'équipe de football de l'Univer-

« La tactique des républicains, c'est de faire peur. Mais je pense que les Américains sont trop brillants pour tomber dans le panneau. » — Lionel Holder

deux boulettes de bœuf haché noyées dans une sauce brune.

M^{me} Holder agite son poignet pour nous montrer son bracelet. Le bijou ne laisse pas de doute sur ses allégeances. On y lit: Obama 2012. Elle n'a d'ailleurs que de la rancœur envers Mitt Romney à l'issue d'une campagne où tous les coups étaient permis. « Je pense que c'est un menteur.

sité de l'Illinois, pour laquelle joue son fils.

Ce professeur croit lui aussi que le président triomphera de justesse. Grâce à son bilan, estime-t-il. Il cite notamment la réforme du système de santé et le sauvetage de l'industrie automobile. « Il a hérité d'un gâchis. Étant donné qu'il n'a eu que quatre ans à la Maison-Blanche, il a fait du bon travail. »

Denver retient son souffle



NICOLAS BÉRUBÉ
ENVOYÉ SPÉCIAL
COLORADO

DENVER, Colorado — Jack Easley s'appropriait à faire les mots croisés du journal sur le balcon de sa maison de Denver, par l'une des plus belles journées de l'automne, hier, quand *La Presse* l'a mitraillé de questions.

M. Easley dit qu'il a déjà voté. Il a appuyé le président Obama, parce qu'il l'aime bien et parce qu'il ne voit pas d'autre option.

« Je sais que plusieurs d'entre vous ont déjà voté. Mais parlez-en autour de vous. J'ai besoin de votre aide. » — Barack Obama

« Je n'ose même pas imaginer ce que la présidence de Romney pourrait faire à notre pays », explique le professeur à la retraite, qui a fait du porte-à-porte pour appuyer Barack Obama.

À quelques coins de rue de là, deux douzaines de bénévoles attablés dans un bureau

sans fenêtre téléphonaient aux électeurs pour que la présidence de Romney devienne une réalité.

Les derniers sondages donnent un ou deux points d'avance à Obama au Colorado, État stratégique où les candidats sont allés si souvent durant la campagne « qu'ils auraient pu y laisser leur brosse à dents », lancent à la blague les gens de Denver.

Wendy Warner, présidente du Parti républicain pour le comté de Denver, avait un horaire si chargé, hier, qu'elle avait du mal à rester plus de cinq minutes au même endroit.

« L'enthousiasme des républicains au Colorado cette année est phénoménal, dit-elle. Nous sommes aussi énergiques cette année que les démocrates l'étaient en 2008. »

Au bureau de Denver d'Obama for America, l'ambiance était moins frénétique. Un bénévole a confié que les militants étaient sur la route, à l'extérieur de Denver, qui vote traditionnellement pour les démocrates. « Les gens sont dans différentes régions aujourd'hui, c'est notre priorité », a-t-il dit.

Difficiles à convaincre

Dimanche soir, plus de 20 000 personnes sont allées entendre le président Obama à Aurora, en banlieue de Denver. Le président a parlé pendant près de 30 minutes, avec une voix parfois enrouée, mais avec une énergie qui a électrisé la foule.



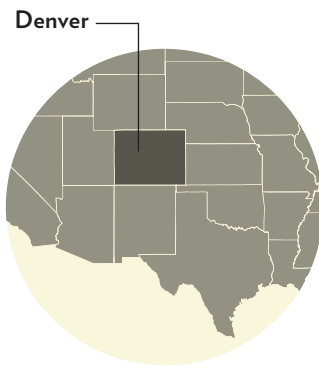
Jack Easley, citoyen de Denver, a déjà voté. Il appuie le président Obama. « Je n'ose même pas imaginer ce que la présidence de Romney pourrait faire à notre pays », dit-il.

« Je sais que plusieurs d'entre vous ont déjà voté, a dit le président. Mais parlez-en autour de vous. J'ai besoin de votre aide. »

Austin Rueschhoff était là avec sa fille Ayla sur ses épaules. C'était la première fois qu'il venait à un rassemblement d'Obama. Au Colorado, dit-il, les gens sont tellement inondés de publicités politiques qu'ils ont fait leur choix depuis longtemps.

« J'ai essayé de convaincre des collègues de travail de voter pour Obama, mais c'est difficile. Les gens ont déjà leur opinion. Maintenant, il faut simplement aller voter. »

Colorado



GRANDS ÉLECTEURS : 9

Population : 5 029 196 habitants
Taux de chômage : 8%
(en septembre 2012)

Élection de 2008 :

John McCain.....45%
Barack Obama.....54%

Groupes ethniques :

Blancs70%
Latino-Américains20,7%
Noirs3,8%

Ville la plus importante :
Denver, 600 158 habitants



Malbouffe

les dangers instantanés



LE CODE CHASTENAY
ce soir 19h

Avec Pierre Chastenay

Quels sont les effets immédiats sur les artères d'un seul repas de malbouffe ?

Aussi : les sudokus et la génétique

telequebec.tv



L'Amérique, la veille



**PIERRE
FOGLIA**
CHRONIQUE

ENVOYÉ SPÉCIAL
NEW HAMPSHIRE

«Vote!», disait l'extracourte manchette du *Conway Daily Sun* – qui n'est plus «daily», soit dit en passant. L'éditorial, qui occupait toute la première page, avait pour titre: «Save America».

Hein! Vous allez sauver l'Amérique? La dame du dépanneur Patch's, où je venais d'acheter le journal, s'est contentée de rire.

Obama ou Romney?

Je ne sais pas qui va gagner, mais ce ne sont pas les Américains, a-t-elle esquivé.

Quelques portes plus loin, au resto Glenn Station, la serveuse qui est venue prendre ma commande n'était pas, elle non plus, encline à parler d'élections. Vous allez sauver l'Amérique, mademoiselle? Je montrais la une du journal.

J'aurais aussi bien pu lui demander si elle irait promener son chien. Je vous apporte un jus d'orange? a-t-elle coupé court.

Bon, ben puisque personne ne veut me parler, je vais parler tout seul en lisant ce foutu journal. Avec un titre comme «Save America», je m'attendais à du Romney du haut en bas. Vraiment pas! Ça commence comme ça: «On

a le choix entre un candidat qui a dit et fait n'importe quoi durant toute la campagne pour devenir président et un président qui a fait tout ce qu'il était humainement possible de faire durant la pire période qu'a traversée notre pays depuis la Grande Dépression (des années 30).»

Furieusement démocrate le *Conway Sun*? Il se définit deux paragraphes plus loin comme modéré et plutôt aligné sur les valeurs «old style» républicaines, et il ajoute: «Ce n'est pas nous qui ne sommes plus républicains, c'est le parti républicain qui a été détourné par les ultraconservateurs et les extrémistes du Tea Party.»

Dieu que cela fait plaisir à lire! Mais en même temps, je ne crois pas à la réélection d'Obama aujourd'hui. Je crois que ce journal, remarquable de lucidité, est tout seul dans son coin. Je crois que, chez les Américains modérément conservateurs qui vont ultimement décider de l'élection d'aujourd'hui, le sentiment n'est pas qu'Obama a fait ce qu'il a pu, le sentiment est qu'il s'est planté. L'heure est au désenchantement.

Si je me trompe – je le souhaite, évidemment –, les premiers mots de ma prochaine chronique seront joyeux: lalalèreu, je me suis trompé! Et si Obama est battu, je ne

serai pas catastrophé plus que ça. Pas plus que lorsque Bush a volé la présidentielle en 2000, et pas plus que lorsqu'il a été réélu en 2004. Pas plus que durant toutes les années 80, alors que les Américains avaient élu et adoré le pire président de leur histoire, Ronald Reagan.

L'autre jour, j'entraais aux États-Unis. Juste avant de monter la petite pente qui mène à la guérite du douanier, je mets pied à terre pour saluer un cycliste qui, lui, rentrait au Canada. On parlait depuis une minute, le douanier américain sort de sa guérite et commence à m'engueuler: tu veux entrer aux États-Unis ou tu veux pas? Si tu veux pas, tu t'enlèves du chemin. L'autre cycliste était outré: les Américains! Mais non, juste un tonton.

Cette fois-ci, la douanière était une jeune femme de bonne humeur. Les questions habituelles: ah oui, le New Hampshire. Pour les élections? *Wonderful!* Ben là, exagère pas. J'ai coupé par le col déjà enneigé de Hazen's Notch, une abrupte route de terre qui suit le lit d'un torrent. Dans l'éclaircie du sommet, sur la rambarde du pont qui se trouve là, un aigle à tête blanche – on dit un pygargue –, comme celui qui figure sur le sceau du président, montait la garde.

Il s'est envolé à regret et lourdement quand je suis descendu pour pisser: où tu vas, Obama? Un petit tour et puis reviendra. Enfin, pas lui: Hillary.

On l'a écrit mille fois pour cette élection: l'Amérique a

perdu son chemin, a perdu son rêve. Ceux qui travaillent fort et selon les règles ne sont plus récompensés, et leurs enfants n'ont pas un meilleur avenir. Et pourtant.

«Save America»? Elle se sauvera elle-même, comme d'habitude. Son rêve est peut-être envolé, mais le mythe d'un pays qui se réveille chaque matin au commencement du monde est toujours bien vivant.

MATCH NUL — Et si c'était un match nul, 269 à 269? Mais si, c'est possible. D'autres, notamment la revue *Time*, l'ont envisagé.

Mais le vrai bordel, la guerre civile aux États-Unis ou presque, c'est pas un match nul, ce serait des résultats très serrés dans quelques grands États: la Floride, l'Ohio, la Caroline du Nord, la Virginie.

Rappelez-vous l'imbroglie floridien de 2000, Bush qui l'emporte par 500 voix en Floride – 500 voix qui ont littéralement changé la face du monde. Rappelez-vous, la Cour suprême des États-Unis avait annulé le dépouillement judiciaire ordonné par la cour moins suprême de Floride. Imaginez, demain, les républicains perdants l'Ohio par 500 voix! Entendez-vous les Wayne Lapierre, Rush Limbaugh, Karl Rove hurler au complot?

Mais si ça reste quand même un match nul? Alors, le 6 janvier, c'est la Chambre des représentants qui choisira le président, et le Sénat choisira le vice-président. Donc ce sera Romney puisqu'il est assuré que la Chambre

des représentants sera républicaine.

NOIR SUR NOIR — Si Obama est battu, on dira beaucoup qu'il a été battu par un vote raciste. Cela signifierait qu'il y aurait plus de racistes ce matin aux États-Unis que le 4 novembre 2008?

Il ne sera pas battu par un vote raciste, mais peut-être que ceux qui ont voté pour lui en 2008 parce qu'il est noir se sont, depuis, bien habitués à sa couleur. Vous me faites penser: ça fait longtemps que j'ai vu un Noir.

BASKET — À la réception de l'hôtel, derrière le gars qui pitonnait mon inscription, il y avait des ballons de basket dans un filet comme si je m'inscrivais dans un gymnase. En blague, je lui demande si c'est pour les clients.

C'était pour les clients. Tu parles que j'en voulais un. Je suis à l'Attitash, à Bartlett. Un truc de ski immense éparpillé dans le bois, chambre, salon, petite cuisine, 75 \$, mais c'est la basse saison. Le panneau de basket est dans une clairière. Il neigeait un petit flocon de temps en temps quand j'ai commencé à jouer. Le filet, un peu raide, ne faisait pas floutche même fouetté par le ballon. De toute façon, je l'aurais pas entendu, j'écoutais Marlene Dietrich en allemand dans mon iPod, *Vor der Kaserne...*

C'est le truc qui m'impressionnait le plus d'Obama: il a été le premier «point guard» à devenir président des États-Unis.

La Campagne présidentielle en chiffres importants

1

million

C'est le nombre de fois qu'une publicité politique pour ou contre l'un des deux candidats a été diffusée à la télé américaine depuis le 1^{er} juin, selon le Wesleyan Media Project. Il s'agit d'une hausse de 39% par rapport à 2008.

61%

Pourcentage des électeurs de moins de 30 ans qui se disent «très interpellés» par l'élection présidentielle, selon une étude réalisée en septembre par Pew Research Center. En 2008, cette proportion était de 75%.

47

millions

Nombre d'Américains qui bénéficient actuellement du Programme d'aide supplémentaire à la nutrition (Food stamp), pour une aide moyenne de 133\$ par mois. Mitt Romney rappelle qu'il s'agit d'une hausse de 14 millions de personnes depuis le début de la présidence d'Obama.

66%

Pourcentage des électeurs latinos qui comptent voter pour Obama. En 2008, ils étaient 67% à appuyer sa candidature. Les Latinos sont, de loin, la minorité ethnique qui connaît la croissance la plus importante aux États-Unis, un problème démographique à long terme pour le Parti républicain.

59%

Pourcentage des électeurs de race blanche qui appuient Mitt Romney. En 2008, John McCain a obtenu 55% du vote des électeurs blancs.

– Nicolas Bérubé

58 000

Nombre de publicités politiques diffusées en Ohio depuis un mois, selon Bloomberg. Durant une pause publicitaire, il n'est pas rare de voir six publicités politiques l'une à la suite de l'autre en Ohio, l'État stratégique le plus convoité cette année.

AUSSI FACILE À ACHETER QU'À GARER.

smart



modèle smart fortwo passion présenté

>> Laissez-vous transporter par ces offres de financement.

Voici le moyen le plus rapide de traverser la ville à prix très abordable. Déplacez-vous avec style et dans le plus grand respect de l'environnement à bord de l'économique smart fortwo 2013. Rendez-vous au Centre smart de votre région dès aujourd'hui pour faire un essai routier. Les quantités sont limitées.



www.smart.com

smart fortwo pure*

198 \$*
par mois

Taux de financement de
0,9 %*

Prix total de

13 900 \$*

Financement à l'achat pour 72 mois*

Versement initial de
0 \$*

* Frais et taxes en sus.

smart – une marque de Daimler

© smart Canada, une division de Mercedes-Benz Canada inc., 2012. Prix total à partir de 16 000 \$ pour le modèle smart fortwo passion 2013 présenté. Véhicule présenté avec équipements offerts en option. Frais d'immatriculation, d'enregistrement et d'assurances, frais assimilés imposés au fabricant (s'ils sont perçus par le concessionnaire) et taxes en sus. * Offre de financement basée sur la smart fortwo pure, proposée uniquement par l'intermédiaire de Services financiers Mercedes-Benz et sur approbation du crédit pendant une durée limitée. Exemple de financement basé sur une durée de 72 mois à un taux de 0,9 % et un prix total à partir de 13 900 \$. Versement mensuel de 198 \$, avant taxes. Versement initial ou reprise équivalente de 0 \$. Coût d'emprunt de 372 \$ pour une obligation totale de 14 284 \$. Les frais de transport et de préparation, les frais du concessionnaire, les frais du RDPRM ainsi que la taxe sur le climatiseur et les droits sur les pneus, totalisant 1 495 \$, sont maintenant compris dans les frais de livraison exigibles et le prix d'achat final. Frais d'immatriculation, d'enregistrement et d'assurance en sus. Le concessionnaire peut offrir du financement à prix moindre. L'offre s'applique exclusivement au Québec et peut changer sans préavis. Rendez-vous à votre Centre smart autorisé pour en savoir plus ou composez le 1 877 627-8004 pour joindre le Centre de service à la clientèle de la Division smart Canada. L'offre se termine le 30 novembre 2012.

Les Cubains, les « Latinos » et les autres



JUDITH LACHAPPELLE
ENVOYÉE SPÉCIALE
FLORIDE

TAMPA — Derrière son comptoir, Andy Russell tranche des sections de sandwichs cubains dans un pain qui doit faire plus d'un mètre de long. Les serveuses servent du café *con leche* aux clients qui se présentent au West Tampa Sandwich Shop de la rue Armenia. Pour qui Andy votera? Il rigole et montre sur le mur une photo prise l'été dernier. Entouré des serveuses au visage émerveillé, Barack Obama sourit à pleines dents. Pas besoin d'en dire plus.

À la caisse, Jeremy Green observe la scène discrètement au moment de payer. « Ils ne m'aimeront pas », dit l'homme en désignant Andy et les serveuses du menton. « Mais je vais voter Romney. » Près de lui, sa femme Carolyn tient le bébé dans ses bras. Elle est d'origine cubaine, il est blanc. « Obama s'est dit en faveur du mariage gai, ce qui est inacceptable pour moi. Il est en faveur de l'avortement, ce qui n'est pas bien non plus. Il dit oui à tout le monde, il n'a pas de valeurs. »

Si la course est aussi serrée en Floride, c'est aussi parce que la population y est métissée. Notamment chez les Latino-Américains, dont le vote pourrait faire la différence dans plusieurs États.

« L'économie ne pouvait pas se relever en seulement quatre ans. Il faut encore laisser la chance à Obama. » — Andy Russell

À l'échelle du pays, les Latino-Américains votent à 69 % pour les démocrates (selon une étude du Pew Research Center). En Floride, où les hispanophones représentent près du quart de la population, à peine la moitié (51 %, selon les médias locaux) voteront Obama. Raison: l'importante communauté cubaine a trouvé refuge depuis longtemps auprès des républicains, partisans de la ligne dure à l'endroit du régime castriste.

Mais les temps changent. Les Latino-Américains de la Floride sont de moins en moins cubains, et les Cubano-Américains sont de moins en moins républicains. Comme Andy et sa belle-famille, les Barrionnuevo, propriétaires du resto. « L'économie ne pouvait pas se relever en seulement quatre ans, dit Andy. Il faut encore laisser la chance à Obama. »

Accoudée au comptoir, Thalia Valdez, fière Cubano-Américaine, affiche candidement sa perplexité. À 17 ans, elle n'a pas encore le droit de vote, tout comme son copain George Gonzalez, Portoricain d'origine. Leurs parents ont choisi Obama, mais Thalia n'est pas aussi convaincue. « Il y a des points négatifs des deux côtés. Romney veut interdire l'avortement et retourner les immigrants chez eux, et je ne suis pas d'accord. »

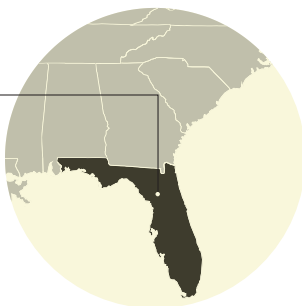
Et Obama? Elle fronce les sourcils. Elle cherche, mais n'arrive pas à formuler une critique contre le président. Pourtant, affirme-t-elle, on lui reproche beaucoup de choses. « En fait, à l'école, on ne nous parle que de Romney. Nos professeurs votent pour Romney, et tous les travaux d'école sont sur le programme de Romney. Ils se paient la tête d'Obama en affichant des photos sur lesquelles il a l'air stupide. » Elle fait une pause. « Dites-moi... Vous pourriez me dire ce qu'Obama propose? On ne me l'a pas dit, à moi... »

Derrière son comptoir, Andy Russell hausse les épaules. Peu importe qui gagne l'élection, la Floride et les États-Unis seront divisés demain matin. « Ce qu'il va arriver? Je vais continuer à faire des sandwichs. C'est tout. »

Floride

Jacksonville

GRANDS ÉLECTEURS: 29



Population:
18 801 310 habitants
Taux de chômage:
8,7% (en sept. 2012)

Élection de 2008:
John McCain48%
Barack Obama.....51%

Groupes ethniques:
Blancs.....57,9%
Latino-Américains.....22,5%
Noirs.....15,2%

Ville la plus importante:
Jacksonville, 821 784 habitants

L'iPhone 5 mérite le réseau LTE le plus vaste¹.



iPhone 5

Contrat de 3 ans avec un forfait voix et données

179⁹⁵ \$²

699⁹⁵ \$ sans contrat

Avec Bell, vous accédez au réseau LTE le plus vaste au pays¹. De plus, vous profitez d'un accès illimité au réseau Wi-Fi le plus vaste à travers le pays, offert dans plusieurs cafés, points de restauration rapide et librairies.

Visitez un magasin Bell • 1 888 4-MOBILE • bell.ca

la vie est **Bell**

Offert dans les magasins Bell suivants:

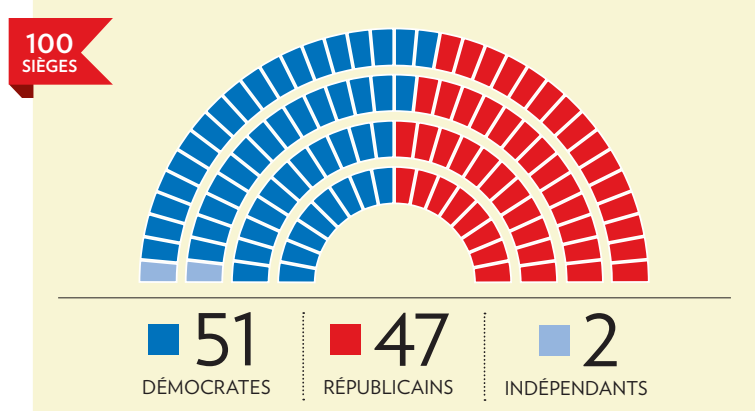
- ANJOU
Les Galeries d'Anjou
Les Galeries d'Anjou - kiosque
- BELOÏL
Mail Montenach
- BLAINVILLE
Les Galeries de Blainville
- BOISBRIAND
Faubourg Boisbriand
- BOUCHERVILLE
1052, rue Lionel-Daunais
- BROSSARD
Mail Champlain
Quartier DIX30
- CHAMBLY
909, boul. Périgny
- CHÂTEAUGUAY
Centre Régional Châteauguay
- COATICOOK
Place J.R. Lefebvre
- COWANSVILLE
Domaine du Parc
- DELSON
5, route 132
- DOLLARD-DES-ORMEAUX
3352, boul. des Sources
3699, boul. St-Jean
- DORION-VAUDREUIL
84, boul. Harwood
3120, boul. de la Gare
- DORVAL
Les Jardins Dorval
- DRUMMONDVILLE
2265, boul. St-Joseph
Promenades Drummondville
- GATINEAU
Promenades de l'Outaouais
- GRANBY
Galeries de Granby
- HULL
Galeries de Hull
- JOLIETTE
Les Galeries Joliette
- LACHINE
2409, 46^e Avenue
Galeries Lachine
- LAFONTAINE
2121, boul. Labelle
- LASALLE
7567, boul. Newman
Carrefour Angrignon
Carrefour Angrignon - kiosque
- LAVAL
691, boul. Curé-Labelle
1655, boul. St-Martin Ouest
Carrefour Laval
Carrefour Laval - kiosque
Centre commercial Duvernay - kiosque
Centre Laval
Mégacentre Ste-Dorothée
Mégacentre Vimont Laval
- LONGUEUIL
666, Place Trans-Canada
2771, boul. Jacques-Cartier Est
Centre Jacques Cartier
Place Longueuil
- MAGOG
Galeries Orford
- MONTRÉAL
892, rue Ste-Catherine Ouest
4359, rue St-Denis
6855, rue St-Jacques Ouest
7452, boul. Maurice-Duplessis
9280, boul. de l'Acadie
Boul. Dacarre (angle Jean-Talon)
Centre Eaton - kiosques
Centre Rockland
Faubourg Ste-Catherine
Les Galeries Normandie - kiosque
Mail Cavendish
Place Alexis-Nihon
Place Dupuis
Place Versailles
Place Côte-des-Neiges
Tour Jean-Talon (rez-de-chaussée)
- MONTRÉAL-NORD
Centre Forest
Place Bourassa
- MONT-TREMBLANT
517, rue de St-Jovite
- NOTRE-DAME-DES-PRAIRIES
28, boul. Antonio-Barrette
- PINCOURT
Faubourg de l'Île - kiosque
- POINTE-AUX-TREMBLES
1230, rue Sherbrooke Est
- POINTE-CLAIRE
Centre Fairview
- REPENTIGNY
309, rue Notre-Dame
Les Galeries Rive-Nord
- ROSEMÈRE
232, boul. Curé-Labelle
Place Rosemère
- SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
Centre commercial Valleyfield
- SHAWINIGAN
1520, rue Trudel
- SHERBROOKE
2700, rue King Ouest
4505, boul. Industriel
Carrefour de l'Estrie
Place Belvédère
- SOREL
Les Promenades de Soré
- ST-BRUNO-DE-MONTARVILLE
Les Promenades St-Bruno
- STE-AGATHE-DES-MONTS
80A, boul. Morin
- ST-EUSTACHE
66, rue Dubois
Place St-Eustache
- ST-HUBERT
3879, boul. Taschereau
5951, boul. Cousineau
- ST-HYACINTHE
Galeries St-Hyacinthe
- ST-JEAN-SUR-LE-RICHELIEU
395, boul. Séminaire Nord
Carrefour Richelieu
- ST-JÉRÔME
Le Carrefour du Nord
- ST-LAURENT
La Place Vertu
- ST-LÉONARD
4524, rue Jean-Talon Est
6050, boul. Métropolitain Est
- ST-SAUVEUR-DES-MONTS
153, rue Principale
- TERREBONNE
1729, chemin Gascon
Galeries Terrebonne
- TROIS-RIVIÈRES
5691, boul. Jean-XXIII
Centre Les Rivières
- VICTORIAVILLE
567, boul. des Bois-Francis Sud
La Grande Place des Bois-Francis

Offert chez les détaillants suivants:



L'offre prend fin le 30 novembre 2012. Offert avec les appareils compatibles dans les zones de couverture de Bell Mobilité; visitez bell.ca/couverture pour les détails. Offert avec les appareils compatibles dans les zones de couverture de Bell Mobilité; voir bell.ca/couverture. Des frais d'interurbain et d'itinérance (y compris impôts étrangers) peuvent s'appliquer. Des frais mensuels de 2\$ s'appliquent, à moins de s'inscrire à la facturation électronique sans facture papier. D'autres frais mensuels, tels que pour le service 9-1-1 (Québec: 0,40\$, Nouveau-Brunswick: 0,53\$, Nouvelle-Écosse: 0,43\$, I.-P.-É.: 0,50\$, Saskatchewan: 0,62\$), s'appliquent. Des frais uniques d'activation d'appareil (35\$) s'appliquent. Des frais peuvent s'appliquer pour les options, le contenu et l'itinérance à l'extérieur de votre zone locale. En cas de résiliation anticipée, des frais d'ajustement du prix s'appliquent; voir votre entente de service pour plus de détails. Modifiable sans préavis. Taxes en sus. D'autres conditions s'appliquent. (1) Basé sur l'étendue de la couverture du réseau partagé 4G LTE accessible aux clients de Bell et le réseau HSPA/HSPA+ LTE de Rogers. Voir bell.ca/reseauLTE. (2) Avec une nouvelle activation d'un contrat de 3 ans à un forfait voix et données ou un forfait voix et une option de données d'une valeur minimale de 5\$/mois. Apple et iPhone sont des marques de commerce de Apple Inc.

PRÉSIDENTIELLE 2012



Les luttes à suivre au Sénat

Le contrôle du Sénat se joue aujourd'hui dans une poignée d'États. Pour le moment, les démocrates détiennent une courte majorité à la Chambre haute, avec 53 sièges (en comptant ceux des deux indépendants qui les appuient), contre 47 pour les républicains. Pour obtenir une majorité, les républicains ont besoin de gagner quatre sièges – trois si Mitt Romney remporte l'élection présidentielle. Voici cinq luttes serrées à suivre.

MISSOURI « Si c'est un vrai viol, le corps féminin a des façons d'empêcher tout cela. » Avant qu'il n'expose son invraisemblable théorie, en août, le républicain Todd Akin avait de bonnes chances de l'emporter sur la sénatrice démocrate sortante, Claire McCaskill. Plus maintenant. Même son propre parti l'a lâché et a dirigé ses millions vers d'autres États pour soutenir des candidats moins controversés.

CONNECTICUT Ce bastion démocrate pourrait tomber aux mains de la républicaine Linda McMahon, ancienne dirigeante de la lutte professionnelle (WWF). Elle a puisé des millions dans sa fortune personnelle pour financer ses publicités de campagne contre le démocrate Chris Murphy.

ARIZONA En général, les chances des démocrates sont minces dans ce fief républicain. Mais le candidat démocrate Richard Carmona, ancien médecin en chef des armées sous la présidence de George W. Bush, a créé la surprise en devenant un adversaire sérieux pour le républicain Jeff Flake.

INDIANA Dick Lugar, sénateur républicain modéré de l'Indiana, aurait sans doute été réélu sans problème. Mais il a été délogé lors des primaires par Richard Mourdock, ultraconservateur du Tea Party. Résultat, le démocrate Joe Donnelly pourrait bien l'emporter – de nombreux électeurs n'ont pas digéré, notamment, que Mourdock affirme que les grossesses résultant d'un viol sont la « volonté de Dieu ».

NEVADA Les publicités télévisées des uns déclarent que le sénateur républicain Dean Heller est dénué de tout sens moral. Celles des autres martèlent que la démocrate Shelley Berkley est corrompue jusqu'à l'os. Ça joue dur au Nevada. La forte croissance de la population latino-américaine dans cet État autrefois acquis aux républicains a forcé un nouveau brassage des cartes, si bien que la lutte, au pays des casinos, n'a jamais été aussi serrée.

— Isabelle Hachey

LUTTE SERRÉE POUR LE CONTRÔLE DU SÉNAT

Un républicain sauce démocrate contre la « shérif de Wall Street »



ISABELLE HACHEY ENVOYÉE SPÉCIALE MASSACHUSETTS

BEVERLY — Lundi, 7 h 30. Matin glacial dans une petite ville du Massachusetts. Une poignée de partisans républicains agitent des pancartes sur un trottoir de Beverly, à 30 km au nord de Boston. Ces irrédutibles bravent le froid pour la dernière ligne droite d'une autre course électorale: celle pour le contrôle du Sénat.

Ces partisans, âgés pour la plupart, admettent sans détour ne pas être d'accord avec toutes les positions du sénateur sortant, Scott Brown. Pourtant, c'est bien ce républicain un brin déroutant – favorable à l'avortement, aux syndicats et aux droits des homosexuels – qu'ils sont venus appuyer ce matin.

Ils savent pertinemment que dans un État aussi démocrate que le Massachusetts, Scott Brown représente leur seule chance de victoire.

L'enjeu est énorme. Outre l'élection présidentielle, c'est aussi le contrôle de la Chambre haute qui se joue aujourd'hui dans quelques États-clés. Les

républicains n'ont besoin que de quatre sièges pour ravir la majorité aux démocrates.

Au Massachusetts, la lutte est très serrée.

En 2010, Scott Brown a causé toute une surprise en s'emparant du siège qu'avait occupé feu Ted Kennedy pendant 47 longues années. Aujourd'hui, les démocrates ont bien l'intention de le récupérer. Ils fondent leurs espoirs sur Elizabeth Warren, étoile montante du parti.

Mitt qui?

À 8 h, Scott Brown arrive à Beverly à bord de son autocar de campagne. « Une voix indépendante », lit-on sur le flanc du véhicule. Sa tournée a été baptisée « People over Party ». Le peuple avant le parti.

Il joue cette carte à fond: il se dit pour le bipartisme, énumère les leaders démocrates et syndicaux qui l'appuient. Dans sa dernière publicité électorale, on le voit même en compagnie de Barack Obama!

Pas une fois dans sa campagne il n'a mentionné le nom de Mitt Romney, qui traîne loin, très loin derrière Obama dans les intentions de vote au Massachusetts.

Scott Brown descend de l'autocar, tout sourire, sa veste de cuir brun usé sur les épaules. L'ancien mannequin – élu il y a 30 ans l'homme le plus

Massachusetts



GRANDS ÉLECTEURS: 11

Population: 6 547 629 habitants
Taux de chômage: 6,5% (en septembre 2012)

Élection de 2008:

John McCain.....36%
Barack Obama.....62%

Groupes ethniques:

Blancs 76,1%
Latino-Américains 9,6%
Noirs 6%

Ville la plus importante:

Boston, 617 594 habitants (2010)

sexy d'Amérique par le magazine *Cosmopolitan* – a encore du charme.

Au restaurant du coin, il interrompt les déjeuners

L'ÉVÉNEMENT "NON À L'HIBERNATION"

MINI.CA

DEUX BONS ANTIDÉPRESSEURS POUR L'HIVER

MINI COOPER KNIGHTSBRIDGE 2013

PAIEMENTS MENSUELS DE **349\$****

1 609\$ EXIGÉS À LA LIVRAISON (PLUS TAXES). PRIX DE VENTE TOTAL : 25 613\$. TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS†

TAUX DE LOCATION **3,9%††** POUR 48 MOIS

ENTRETIEN PÉRIODIQUE SANS FRAIS 3ANS/50 000KM*

OU FINANCEMENT À PARTIR DE **1,9%***

MINI COUNTRYMAN À TRACTION INTÉGRALE ALL4

FINANCEMENT À PARTIR DE **0,9%***

CRÉDIT TRACTION INTÉGRALE ALL4 **1 250\$** OU **1 300\$** BOÎTE AUTOMATIQUE SANS FRAIS‡

PLUS **500\$**** CRÉDIT ADDITIONNEL D'ÉQUIPEMENT

ENTRETIEN PÉRIODIQUE SANS FRAIS 3ANS/50 000KM*

2013 MINI COOPER KNIGHTSBRIDGE

ÉCONOMIQUE

AUTOROUTE 5,2 l/100 km

VILLE †† 6,8 l/100 km

Pour plus de détails, visitez votre concessionnaire MINI ou consultez MINI.ca.

MINI BROSSARD
8755, boul. Taschereau Ouest
Brossard (Québec)
450-445-MINI (6464)
MINIbrossard.com

MINI LAVAL
2450, boul. Chomedey
Laval (Québec)
514-773-MINI (6464)
MINIlaVal.ca

MINI MONT ROYAL
4070, rue Jean-Talon Ouest
Montréal (Québec)
514-289-MINI (6464)
MINImontroyal.ca

Photos des véhicules à titre indicatif seulement. Le solde de MINI prend fin le 30 novembre 2012. † Offre à l'achat: le prix de vente est de 25 613 \$. Ce prix total inclut le PDSF, les frais de transport et préparation de 1 755 \$, la taxe sur le climatiseur (100 \$), les droits sur les pneus (12 \$) et les frais d'administration du concessionnaire (jusqu'à 349 \$). Taxes en sus. † Les taux de financement sont fournis par Services financiers MINI, sous réserve d'approbation du crédit. Autres taux disponibles sur termes de plus longue durée. †† Le taux de location est celui offert par Services financiers MINI sur approbation du crédit uniquement quant au modèle ci-après cité en stock: MINI Cooper Knightsbridge 2013. ** Offre à la location: pour une location de 48 mois, avec versement initial de 402 \$ (sur approbation de crédit) avec un taux d'intérêt annuel de 3,9 % comportant une mensualité de 349 \$, un montant de 1 609 \$ est exigé à la signature du contrat de location, lequel montant inclut l'acompte de 402 \$, un dépôt de sécurité de 349 \$, la première mensualité, ainsi que l'enregistrement d'une hypothèque mobilière (47 \$), la taxe de recyclage de pneus de 12 \$ ainsi que la taxe sur le climatiseur de 100 \$. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 11 092 \$. L'obligation totale pour la location est de 18 786,27 \$ (incluant l'acompte versé). La mensualité varie selon le montant de l'acompte versé et de la valeur résiduelle. Le kilométrage annuel alloué est de 20 000 km; 0,15 \$ du kilomètre excédentaire. Le coût de l'enregistrement du véhicule, les frais d'immatriculation, les options, l'assurance et les taxes applicables sur le dépôt et sur les mensualités sont en sus. Des frais peuvent être exigés pour usure excessive. Les concessionnaires sont libres de fixer leurs propres prix et exiger des frais d'administration, ce qui modifie le taux de financement. ‡ Crédit à la livraison pour traction intégrale ALL4 sans frais de 1 250 \$ disponible pour modèle MINI Cooper S Countryman à traction et est disponible en location, financement ou pour achat comptant OU crédit à la livraison pour transmission automatique sans-frais de 1 300 \$ disponible pour modèle MINI Cooper S ALL4 et est disponible en location, financement ou pour achat comptant. Une ou l'autre. ‡‡ Crédit additionnel de 500 \$ aussi disponible sur Cooper S Countryman ALL4; est aussi disponible en location, financement ou pour achat comptant. L'offre de crédit contre équipement n'a aucune valeur marchande en tout ou en partie en crédit ou en comptant. Le prix de vente d'une MINI Cooper S Countryman ALL4 est de 32 833 \$. Ce prix total inclut le PDSF (52 400 \$), les frais de transport et de préparation (1 755 \$), la taxe sur le climatiseur (100 \$), les droits sur les pneus (12 \$) et les frais d'administration du concessionnaire (jusqu'à 319 \$). Crédits d'équipement déjà calculés dans ce prix de vente. Ces offres sont d'une durée limitée, sujette à la disponibilité et peut être modifiée ou annulée sans préavis. Le véhicule doit être livré au plus tard le 30 novembre 2012. Certaines conditions s'appliquent. Consultez un concessionnaire MINI pour obtenir tous les détails. †† La cote de consommation de carburant s'applique à la MINI Cooper Knightsbridge 2013 avec transmission manuelle. Les chiffres concernant la consommation de carburant sont à titre indicatif seulement et basés sur les cotes de consommation de carburant de l'échelle EnerGuide 2013. La consommation réelle de carburant peut varier selon les conditions de conduite et l'ajout de certains accessoires au véhicule. ‡ Les modèles MINI 2012 et 2013 achetés au Canada d'un concessionnaire autorisé sont couverts par un programme d'entretien sans frais de 3 ans ou 50 000 km, selon la première éventualité. ©MINI Canada, 2012. « MINI », le logo MINI, tous les noms de modèles MINI et toute autre famille de marques, d'images et de symboles relatifs à MINI sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

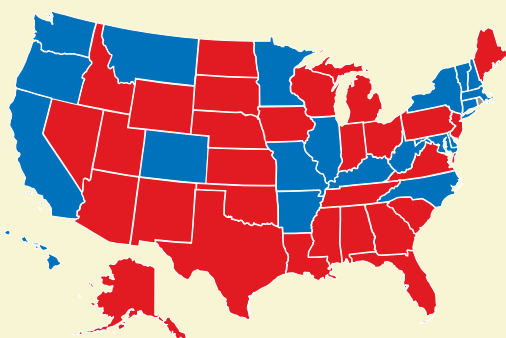


50

ÉTATS

Élections chez les gouverneurs

En plus des élections à la présidence et au Congrès, 11 États et 2 territoires choisissent aujourd'hui leur gouverneur. Actuellement, dans les 50 États, ces postes sont occupés par 29 républicains, 20 démocrates et 1 indépendant.



20

DÉMOCRATES

29

RÉPUBLICAINS

1

INDÉPENDANT

435

SIÈGES

Chambre des représentants

Il y a des élections aujourd'hui pour la totalité des 435 sièges de la Chambre basse. Les représentants sont élus tous les deux ans. Pour le moment, les républicains détiennent 242 sièges et les démocrates, 193.

193

DÉMOCRATES

242

RÉPUBLICAINS

gargantuesques des clients, serre les mains et distribue les bons mots.

Cette aisance en public manque peut-être à son adversaire, Elizabeth Warren. Brillante professeure à la faculté de droit de Harvard, celle que l'on surnomme « la shérif de Wall Street » a joué un rôle de premier plan dans la création d'une agence publique de protection des consommateurs.

Certains prêtent de plus hautes destinées à cette femme énergique de 63 ans.

« Si Warren gagne, elle aidera les démocrates à conserver le contrôle du Sénat, et son élection sera probablement vue comme le prélude à une course présidentielle, dans quatre ans », a ainsi prédit le *New Yorker* en septembre.

Mais rien n'est encore joué. En campagne, Scott Brown n'a cessé de dépeindre la « professeure Warren » comme une intellectuelle déconnectée du « vrai monde ». De fait, elle passe plutôt mal auprès de la classe ouvrière.

Il reste que les derniers sondages lui accordent une légère avance sur Scott Brown. Avant de quitter le restaurant de Beverly, il demande à ses partisans un dernier effort de campagne auprès des indécis... avant de leur servir une mise en garde : « Rappelez-vous, c'est le peuple avant le parti ! »

Égalité au collège électoral : possible ?

NICOLAS BÉRUBÉ
ENVOYÉ SPÉCIAL
COLORADO

La course à la Maison-Blanche est d'abord et avant tout une course à l'accumulation de votes au collège électoral.

Les derniers sondages prédisent une course serrée. Est-ce à dire que les candidats pourraient amasser un nombre égal de votes au collège électoral, et ainsi finir au coude-à-coude ?

C'est possible, mais hautement improbable. Une analyse du casse-tête des États stratégiques réalisée par le *New York Times* montre que le président Obama a actuellement 431 façons différentes d'atteindre le chiffre magique de 270 votes au collège électoral.

Romney, en revanche, a 76 combinaisons possibles pour gagner. Et le quotidien n'a repéré que cinq scénarios où les candidats termineraient la course à égalité (269 voix contre 269). Une égalité au collège électoral n'est jamais survenue depuis 1824.

Un scénario où l'égalité serait possible : Obama remporte le Nevada, la Virginie, le New Hampshire et le Colorado, alors que Romney gagne en Floride, en Ohio, en Iowa et au Wisconsin. Lorsqu'on ajoute à ce nombre les États où les candidats sont certains de gagner, on arrive à 269 voix contre 269.

Si cela arrivait, c'est la Chambre des représentants nouvellement élue qui devrait voter pour choisir le président. La Chambre est majoritairement républicaine et semble en voie de le rester, c'est donc Mitt Romney qui l'emporterait.

Le choix du vice-président serait fait par le Sénat nouvellement élu. Comme les démocrates y sont majoritaires, et devraient le rester, ils voteraient pour Joe Biden. Les États-Unis seraient alors dirigés par le duo Romney-Biden.

UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS POUR VOS FINANCES



Besoin de simplifier vos décisions en matière d'investissement ? Faites confiance à l'un de nos 4 000 experts et retrouvez votre tranquillité d'esprit.

Pour tous vos besoins en investissement.

- › Planification financière
- › Conseils en placement
- › Courtage direct
- › Gestion privée

bnc.ca/investissement

Services offerts par l'entremise des filiales de la Banque Nationale. Les planificateurs financiers exercent leurs activités pour le compte de Placements Banque Nationale inc., filiale à part entière de la Banque Nationale.

BANQUE NATIONALE

ACTUALITÉS

RÉFECTION DE CHAUSSÉES, D'ÉGOUTS ET DE CONDUITES D'EAU

Laval suspend l'attribution de contrats

EWAN SAUVES

Dans la tourmente depuis plusieurs semaines, la Ville de Laval a annoncé hier soir qu'elle suspendait toute nouvelle attribution de contrat de réfection de chaussées, d'égouts et de conduites d'eau.

Le vice-président du comité exécutif de la Ville, Basil Angelopoulos, en a fait l'annonce pendant la séance du conseil municipal. Le maire Gilles Vaillancourt brillait par son absence; il est en congé de maladie depuis près de deux semaines.

M. Angelopoulos, numéro deux de l'administration lavalloise, a expliqué que cette décision survient dans la foulée du dépôt du projet de loi 1 du gouvernement Marois, qui s'attaque à la corruption.

« Dans cette période de réflexion du maire, j'aimerais rassurer la population

lavalloise que nous, les élus du conseil municipal, verrons à la bonne conduite des affaires et serons soucieux de notre devoir », a-t-il dit devant une centaine de citoyens réunis à l'hôtel de ville.

Toutefois, Basil Angelopoulos a indiqué que la Ville pourrait accorder des contrats liés à « la santé, la sécurité publique et les services aux citoyens afin de préserver un cadre de vie sécuritaire ».

Dans un discours prononcé peu après 20h, le vice-président du comité exécutif a indiqué que Laval fait preuve d'une saine gestion des finances publiques. « J'ai parlé [...] avec des gens qui ont pour mission d'évaluer des pays, des gouvernements [...], et ils nous ont dit qu'on est la municipalité la mieux conçue du Canada [Canada's best crafted municipality]. »

Période de questions houleuse

Des dizaines de personnes, pour la plupart des membres du parti d'opposition Mouvement lavallois, ont pris le micro lors de la période de questions. Les allégations concernant le maire Vaillancourt et son administration ont été un sujet chaud.

Le président de la séance, Benoît Fradet, a été catégorique avant de laisser la parole aux citoyens: les propos « qui peuvent susciter un débat » ne seront pas tolérés.

« Est-ce qu'on peut dire qu'à Laval, la corruption, on l'avale? », a lancé à la blague un citoyen, sous les applaudissements des gens dans la salle. Un autre a demandé à ce que tout l'argent « des contribuables volé par Vaillancourt » soit remboursé.

Quant à Pierre Anthian, du Mouvement lavallois, il s'est directement adressé à Basil Angelopoulos. « Vous et moi n'avons pas la même définition du mot "crise". »

« Je comprends très bien la définition du mot "crise" et j'assure à la population lavalloise que la Ville et ses opérations ne sont aucunement en crise », a répété le numéro deux de Laval.

MANIFESTATION DEVANT L'HÔTEL DE VILLE DE LAVAL

Une vingtaine de citoyens ont manifesté leur ras-le-bol à l'égard de l'administration Vaillancourt, hier soir, pendant la séance du conseil. « Vaillancourt, à ton tour », ont chanté à tue-tête les manifestants devant l'hôtel de ville de Laval.

Le maire Gilles Vaillancourt n'a plus aucune crédibilité et doit céder sa place au plus vite: voilà le message général qu'Anne-Marie Miller veut faire passer.

« C'est déplorable et indignant. Le maire a géré depuis des

années dans ses propres intérêts, déplore celle qui a organisé le rassemblement. Il y a beaucoup de choses à faire dans cette ville et on ne fait rien. »

Gérald Tremblay a beau avoir démissionné, ce n'est pas suffisant, a indiqué pour sa part le citoyen Pierre Anthian. « Il [Vaillancourt] doit démissionner, il n'a pas le choix. » Plusieurs policiers étaient présents sur les lieux. Aucun débordement n'a eu lieu.

— Ewan Sauves



PHOTO MUSTAFA QURAISHI, ASSOCIATED PRESS

Stephen Harper et sa femme, à leur arrivée en Inde, hier.

Les limousines de Stephen Harper en Inde

Dépense inutile en période d'austérité?

MARTIN CROTEAU

OTTAWA — Les partis de l'opposition ont dénoncé l'utilisation de deux véhicules blindés canadiens pour assurer la sécurité du premier ministre Stephen Harper pendant son voyage en Inde, hier. Le coût de cette opération reste inconnu.

Le premier ministre a visité le Taj Mahal, hier, pendant son voyage destiné à resserrer les liens économiques avec l'Inde. Mais les caméras qui le suivaient ont eu tôt fait de capter un camion blindé et une limousine immatriculés en Ontario. Ces deux véhicules ont été envoyés sur les lieux en avion.

Le recours à des véhicules canadiens pour protéger le premier ministre à l'étranger est rare. Cette stratégie a été utilisée en Afghanistan et en Haïti.

La critique du Nouveau Parti démocratique en matière de finances a dénoncé l'expédition de ces limousines en période d'austérité budgétaire. « N'y avait-il pas d'auto au goût des conservateurs? Peut-être n'aimaient-ils pas la couleur? Combien a coûté le transport de la limousine du premier ministre, et est-ce que le jus d'orange était inclus? », a ironisé Peggy Nash, députée néo-démocrate, en faisant allusion au jus d'orange de l'ex-ministre Bev Oda.

Le ministre de la Sécurité publique, Vic Toews, a indiqué que c'est la Gendarmerie royale du Canada (GRC) qui a pris la décision. « Je me fie à la GRC et je fais confiance à son jugement », a-t-il indiqué.

La police fédérale a pour politique de ne pas dévoiler le coût des opérations de sécurité. Sa porte-parole, Lucy Shorey, a indiqué par courriel que le recours à des limousines canadiennes a été dicté par des « exigences opérationnelles » comme la sécurité du public et de ses policiers. La GRC n'a pas précisé si des menaces précises pesaient sur le premier ministre Harper.

Selon CTV, le coût de l'envoi des limousines serait de près d'un demi-million de dollars.

Cancer L'ex-ministre libéral Robert Kaplan, créateur du SCRS, est mort

L'ancien ministre libéral Robert Kaplan est mort hier à l'âge de 75 ans, après une longue lutte contre le cancer. M. Kaplan est surtout connu pour son rôle de solliciteur général du Canada de 1980 à 1984, une période pendant laquelle il avait présidé au démantèlement du service de sécurité de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et à la création du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS). Le chef

libéral par intérim, Bob Rae, a annoncé la mort de Robert Kaplan sur Twitter. Les funérailles de M. Kaplan auront lieu aujourd'hui à la Benjamin Memorial Chapel de Toronto. Robert Kaplan avait été élu pour la première fois en 1968, dans la circonscription torontoise de Don Valley. Il a pris les fonctions de solliciteur général en 1980, à une époque où la GRC tentait de se remettre de scandales impliquant le service de sécurité de la police fédérale et ses activités illégales, notamment au Québec pendant la crise d'Octobre et la montée du mouvement souverainiste. Le SCRS a été créé en 1984 pour prendre la responsabilité du renseignement de sécurité au pays.

— La Presse Canadienne

AVEZ-VOUS UNE OPINION SUR NOUS?

L'équipe de LA PRESSE veut savoir ce que VOUS pensez de son contenu. Quels que soient votre âge ou vos centres d'intérêts, que vous aimiez l'actualité, les arts, les affaires ou les sports, que vous soyez abonné ou lecteur occasionnel, VOTRE appréciation nous intéresse.

Quelques minutes de votre temps!

Selon l'actualité, vous recevrez tout au long de l'automne, de courts questionnaires à remplir en ligne, en quelques minutes.



Récompenses en prime

Chaque fois que vous remplirez un questionnaire, vous accumulerez des points échangeables contre un livre des Éditions La Presse.

Pour vous inscrire ou pour plus de renseignements : lapresse.ca/panel

LA PRESSE

PAPIER / WEB / MOBILE

VINS, BIÈRES & SPIRITUEUX

— La —

GRANDE DÉGUSTATION DE Montréal 2012

8 AU 10 NOVEMBRE

JEUDI 8 NOVEMBRE 16 h - 21 h
VENDREDI 9 NOVEMBRE midi - 21 h
SAMEDI 10 NOVEMBRE midi - 21 h

HEURES RÉSERVÉES

Détenteurs du passeport 3-jours, journalistes, détenteurs de permis, conseillers en vin SAQ

JEUDI 8 NOVEMBRE midi - 16 h

PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL

LAGRANDEDEGUSTATION.COM

PRÉSENTÉE PAR

ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES AGENCES DE VINS, BIÈRES ET SPIRITUEUX INC.



Concessionnaires
BMW de Montréal

bmwmontreal.ca



Le plaisir
de conduire.^{MD}



xDRIVE

PARCE QUE...

**LA NOUVELLE SÉRIE 3 DE BMW EST MAINTENANT ÉQUIPÉE
DE LA TECHNOLOGIE xDRIVE^{MD} TRACTION INTÉGRALE.**

Faites-en l'essai chez votre concessionnaire
BMW du Grand Montréal dès aujourd'hui.

JUSQU'AU 2 DÉCEMBRE.

	PRIX DE VENTE	MENSUALITÉS À LA LOCATION	TAUX À LA LOCATION
328i xDrive – 2013	42 602 \$**	478 \$* 5 730 \$ MONTANT DU À LA LIVRAISON	4,9%* JUSQU'À 48 MOIS

**Montréal
BMW Canbec**
4090, rue Jean-Talon Ouest
514.731.7871
bmwcanbec.com

**Laval
BMW Laval**
2450, boul. Chomedey
450.682.1212
514.990.2269
bmwlaval.com

**Rive-Sud
Park Avenue BMW**
8400, boul. Taschereau Ouest
450.445.4555
514.875.4415
parkavenuebmw.com

**Rive-Sud
BMW Sainte-Julie**
1633, boul. Armand-Frappier
450.922.1633
514.875.4400
bmwsaintejulie.com

**Blainville
Hamel BMW**
620, boul. de la
Seigneurie Ouest
450.437.5050
hamelbmw.com

**West Island
BMW West Island**
2000, aut.
Transcanadienne Sud
514.683.2000
bmwwestisland.com

Modèle européen montré. Certaines options peuvent ne pas être offertes au Canada. **Offre à l'achat : le prix de vente est de 42 602 \$, ce qui inclut le PDSF (39 990 \$), le transport et l'inspection de prélivraison (2 095 \$), la taxe sur la climatisation (100 \$), la taxe de gestion des pneus (12 \$), les frais d'administration du concessionnaire (jusqu'à 459 \$) et le rabais BMW Canada. Taxes et immatriculation en sus. *Taux à la location offert par Services financiers BMW, sur approbation du crédit, uniquement pour les modèles de base BMW 328i xDrive 2013 en stock. *Offre à la location : 39 990 \$ sur 48 mois à un taux d'intérêt annuel de 4,9 %, avec un acompte de 2 000 \$. Pour des mensualités de 478 \$. Un montant de 5 730 \$ est exigé à la signature du contrat de location, qui inclut la première mensualité, un dépôt de garantie équivalant à une mensualité, le transport et l'inspection de prélivraison, la taxe sur la climatisation, les frais d'administration du concessionnaire, la taxe sur la gestion des pneus et les services PPSA. Taxes et immatriculation en sus et payables à la signature. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 20 795 \$. L'obligation locative totale est de 27 664,37 \$. La mensualité varie selon le montant de l'acompte versé et de la valeur résiduelle. Le kilométrage annuel alloué est de 16 000 km; 0,15 \$ du kilomètre excédentaire. Le concessionnaire peut décider d'un prix au particulier et exiger des frais d'administration qui peuvent modifier le prix du véhicule. Des frais peuvent être exigés pour usure excessive. Cette offre d'une durée limitée est sujette à la disponibilité et peut être modifiée ou annulée sans préavis. Le véhicule doit être livré au plus tard le 2 décembre 2012. †Les véhicules BMW 2013 achetés au Canada d'un concessionnaire autorisé sont couverts par un programme d'entretien aux périodes recommandées sans frais de 4 ans ou 80 000 km, selon la première éventualité. Certaines conditions s'appliquent. Consultez un concessionnaire BMW pour obtenir tous les détails. © 2012 BMW Canada Inc. « BMW », le logo BMW, tous les noms de modèles BMW et toute autre famille de marques, d'images et de symboles relatifs à BMW sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

ACTUALITÉS

Guerre de territoire dans les Laurentides

Un homme en fuite est appréhendé et accusé de cinq attentats survenus cet automne

DANIEL RENAUD ET
VINCENT LAROUCHE

Ryan Wolfson, fugitif associé au sympathisant des Hells Angels Benjamin Hudon-Barbeau a été arrêté et accusé d'avoir commis cinq attentats cet automne, dont deux mortels, dans ce que la police croit être une guerre de territoire entre criminels des Laurentides, a appris *La Presse*.

Âgé de 41 ans, Wolfson, qui était déjà recherché pour évasion, a comparu au palais de justice de Saint-Jérôme, hier après-midi. Le multirécidiviste a été accusé de deux meurtres et de trois tentatives de meurtre survenues dans la région depuis la fin du mois de septembre.

Son ami Benjamin Hudon-Barbeau, 36 ans, a été arrêté en sa compagnie. Il est accusé de non-respect des conditions de libération et de possession d'arme, soit un pistolet de calibre 357.

La série d'attentats dans les Laurentides a débuté le 29 septembre lorsque Tommy Pietrantonio, 28 ans, a été blessé par balle en plein après-midi au moment où il sortait d'un restaurant, à Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson.

Le 12 octobre, son père, Vincent Pietrantonio, a été attaqué dans sa maison située dans la même municipalité. L'homme de 53 ans a été blessé et a réussi à fuir, mais un autre individu qui se trouvait sur place, Frédérick Murdock, 33 ans, a eu moins de chance et a succombé à ses blessures.

Le 18 octobre, le corps de Pierre-Paul Fortier, 27 ans, atteint de plusieurs projectiles à la tête, a été découvert à Saint-Sauveur.

Enfin, le 28 octobre, Dannick Lessard, 33 ans, portier du bar de danseuses



Benjamin Hudon-Barbeau, au centre, est un sympathisant des Hells Angels. Il a été arrêté pour non-respect des conditions et possession d'arme en compagnie de son ami Ryan Wolfson, qui lui, est accusé de deux meurtres et de trois tentatives de meurtre.

PHOTO COLLABORATION SPÉCIALE

Le Garage, à Mirabel, et joueur de la Ligue nord-américaine de hockey, a été atteint de plusieurs projectiles, mais a survécu. Au moment où plusieurs personnes célébraient l'Halloween, un tireur affublé d'un masque de Batman avait ouvert le feu sur le hockeyeur récemment échangé aux River Kings de Cornwall.

Selon la police, une guerre de territoire pour le trafic de stupéfiants et le prêt usuraire serait à l'origine de cette série de crimes.

Fait à noter, la dernière victime, Dannick Lessard, était portier à l'Upper Club de Montréal le soir du 24 octobre 2006, lorsqu'un double meurtre y a été commis à la suite d'une bagarre entre des individus liés à la mafia et aux gangs de rue. Hudon-Barbeau a été accusé de ce double meurtre. Il a été condamné à 12 ans de prison, puis a été acquitté

par la Cour d'appel. Selon nos sources, Lessard aurait même séparé les belligérants avant que le crime ne soit commis. Il n'a toutefois jamais témoigné dans cette affaire.

Danseuses et armes

Hudon-Barbeau et Wolfson ont été arrêtés vendredi soir vers minuit et demi au bar de danseuses Wanda, rue de la Montagne, au centre-ville de Montréal. Ils étaient attablés avec deux autres individus de 25 et 29 ans lorsque les policiers de l'escouade Éclipse les ont reconnus et interpellés. Les policiers ont découvert de la drogue et une arme de poing dans un sac qui se trouvait sous la table. Ils ont trouvé une autre arme dans une voiture.

Michael John Gordon, 29 ans, de Contrecoeur, a été arrêté au même moment. Il a été accusé de possession de

deux mitraillettes munies de chargeurs à grande capacité, de silencieux et d'une grande quantité de munitions.

Des sources nous ont indiqué qu'une somme de 30 000\$ avait également été découverte, mais la police n'a pas confirmé cette information.

Le principal accusé, Ryan Wolfson, était déjà en train de purger une peine pour introduction par effraction et recel, mais il s'était évadé et était en liberté illégale depuis juillet dernier. Un mandat d'arrêt pancanadien avait été lancé pour retrouver ce multirécidiviste natif du Manitoba.

Volte-face d'un témoin

Les enquêteurs croient que la présence de Benjamin Hudon-Barbeau est très importante dans ce dossier. Considéré par la police comme un important sympathisant des Hells Angels, il a fait les manchettes

à de nombreuses reprises au cours des derniers mois.

En janvier dernier, la Cour d'appel a annulé la peine de prison de 12 ans dont il avait écopé à la suite du double meurtre commis au bar Upperclub. Le principal témoin de la poursuite, la serveuse Kim Lamoureux, a déclaré qu'elle n'avait jamais vu Hudon-Barbeau ouvrir le feu en direction des deux victimes, Jean-Patrick Fleury et Vladimir Nicolas.

Au printemps 2011, Benjamin Hudon-Barbeau a également été épargné par la justice. Il faisait partie des 31 membres et sympathisants des Hells Angels, accusés de trafic de stupéfiants et de gangstérisme à la suite de l'opération SharQc, qui ont été acquittés par le juge James L. Brunton, de la Cour supérieure, en raison de délais indus dans la mise en place des procès.

Il lui aura fallu peu de temps pour connaître de nouveaux démêlés avec les autorités.

À la mi-août, il a été arrêté à Niagara Falls, en Ontario, et accusé de possession d'une arme de calibre 38 chargée, de possession de marijuana, de vol de moins de 5000\$ et d'utilisation d'une carte de crédit volée. Benjamin Hudon-Barbeau avait loué une chambre dans un hôtel de la région avec une femme, Luana Larose. Des employés de l'hôtel avaient appelé la police après avoir trouvé une arme chargée dans la chambre du couple. Hudon-Barbeau a obtenu sa libération sous cautionnement le 24 août, au palais de justice de Saint-Catharines. Il doit retourner devant le tribunal demain afin de fixer une date pour la suite du processus judiciaire.

— Avec la collaboration de Christiane Desjardins et de David Santerre

LA
PRESSEPARTENAIRE DU SUCCÈS
DE SES ANNONCEURSDU NOUVEAU POUR
LA MAISON CORBEIL
AU QUARTIER DIX-30!

REPORTAGE PUBLICITAIRE

Maison Corbeil vient d'inaugurer un nouvel espace design au Quartier DIX30, se donnant ainsi, avec cette 3^e enseigne, un nouvel élan à la veille de ses 40 ans! Avec son inséparable Must, magasin et boutique partagent un immense univers de charme qui rassemble les expressions les plus marquantes des courants esthétiques de l'heure.

Plus grand et plus beau que jamais, l'intérieur sur deux niveaux est divisé en divers espaces « mode maison » et « signatures » dont ceux de leurs marques fétiches, Pur et Souche, ainsi que plusieurs autres marques dont Trica, une entreprise québécoise, qui offre une impressionnante collection très originale alliant bois, verre et métal et la galerie Gamma, incontournable référence en matière de cuir.

À bientôt, tout près de chez vous, sur la Rive-Nord, à Montréal et maintenant aussi sur la Rive-Sud!



Le tout nouvel espace design de la Maison Corbeil au Quartier DIX30



Dans l'ordre habituel, M. Éric Corbeil, Mme Colette Corbeil et M. Stéphane Corbeil, tous co-présidents de l'entreprise.

MAISON CORBEIL

SÉANCE MORTELLE DE SADOMASOCHISME

Accident ou négligence criminelle?

CHRISTIANE DESJARDINS

La mort de la «soumise» lors d'une séance de sadomasochisme résulte-t-elle d'un malheureux et imprévisible accident, comme le prétend la défense?

Le «dominateur» a-t-il plutôt fait preuve de négligence criminelle en laissant la victime seule, ligotée, épuisée, mal hydratée et mal nourrie, comme le suggère la Couronne?

Maintenant que les avocats des deux parties ont fait leur plaidoirie, il revient au juge Claude Provost de trancher la question. Patrick Deschatelets, pompier de Montréal accusé d'homicide involontaire et de négligence criminelle ayant causé la mort de sa partenaire sexuelle, devrait connaître la réponse le 28 février – presque cinq ans jour pour jour après le drame.

Lucie (nom fictif) est morte pendue par le large et lourd collier de métal qu'elle portait lors d'une séance de sadomasochisme. Le malheureux événement est survenu le 23 février 2008, dans le sous-sol du domicile de Patrick Deschatelets, à Saint-Bruno-de-Montarville. Lucie était debout, les mains attachées derrière le dos, les chevilles liées à un écarteur; une chaîne accrochée au plafond retenait son collier. Lucie ne pouvait pratiquement pas se mouvoir. Elle aurait été laissée seule au moins une vingtaine de minutes en début de soirée, le samedi – le temps que M. Deschatelets aille acheter des pâtes à l'épicerie. À son retour, Lucie s'était affaïssée et ne respirait plus. Il a tenté sans succès de la réanimer, avant d'appeler le 911.

Le couple avait entrepris la veille une séance de sadomasochisme de 48 heures, au cours de laquelle la femme de 39 ans



PHOTOS FOURNIES PAR LA COUR
La victime est morte dans le sous-sol de Patrick Deschatelets, attachée à une chaîne accrochée au plafond. À ses pieds, on a trouvé des écuilles contenant de la purée pour bébé et de l'urine mélangée avec de l'eau.



Un lourd collier de métal (à droite) était attaché autour du cou de la victime. Celle-ci devait «mériter» un bijou (à gauche) au terme de la séance, qui devait durer 48 heures.

devait «mériter son collier». Il s'agissait d'un bijou qui aurait démontré l'engagement de Lucie auprès de M. Deschatelets, qui jouait le rôle du «maître» dans leurs jeux. Le couple s'était rencontré quatre mois auparavant, lors d'une séance d'information

dangereuse». Elle a aussi admis que la négligence criminelle, «quelque part, est toujours accidentelle». Dans le cas qui nous occupe, la victime participait volontairement à la séance, mais, compte tenu de sa vulnérabilité, M. Deschatelets

Selon M^e Jean-Paul Perron, qui représente l'accusé, la mort de la victime résulte d'un «acte intermédiaire inattendu, sur lequel son client n'avait aucun contrôle». Lucie était consentante et en redemandait, selon M^e Perron. En quittant le domi-

s'est étouffée accidentellement en faisant de l'auto-érotisme, soit elle est morte accidentellement tout court. «Il n'a pas attaché la victime de façon dangereuse», a soutenu M^e Perron.

Pendant le procès, qui a duré deux semaines, un expert en sexologie et en psychologie a expliqué que le couple se livrait à un sadomasochisme de modéré à extrême. M. Deschatelets était manifestement plus expérimenté que la victime dans le domaine. L'expert a aussi signalé qu'il existe des règles de base en matière de BDSM et que la littérature est contre le fait de laisser une personne seule dans un état précaire. Dans les heures qui ont précédé sa mort, la victime a décrit dans une longue lettre ce que M. Deschatelets lui faisait subir et les sensations que cela lui procurait. Elle était partagée entre la souffrance et le plaisir, la haine et l'admiration, l'asservissement et un désir de révolte.

Lucie (nom fictif) était debout, les mains attachées derrière le dos, les chevilles liées à un écarteur; une chaîne accrochée au plafond retenait son collier.

Lucie ne pouvait pratiquement pas se mouvoir. Elle aurait été laissée seule au moins une vingtaine de minutes.

sur le BDSM (*bondage*, discipline, domination, soumission, sadomasochisme).

Pas illégal

Lors des plaidoiries qui se sont tenues hier à Longueuil, la procureure de la Couronne, M^e Marie-Claude Morin a fait valoir qu'il n'est pas «illégal de participer à une activité

était responsable de sa sécurité. Une personne raisonnablement prudente n'aurait pas laissé Lucie seule, a-t-elle signalé. Que la victime soit morte par auto-érotisation, à la suite d'un malaise ou d'un faux mouvement importe peu, selon elle. La victime est morte parce que M. Deschatelets n'était pas là pour la sauver.

cile pour aller acheter des pâtes, M. Deschatelets était «honnêtement et raisonnablement convaincu que le lien qui retenait la victime ne posait aucun risque pour la santé et la sécurité de cette dernière». Il lui a demandé si elle était bien; il a quitté les lieux dans un «esprit tout à fait relax, et le ciel lui est tombé sur la tête à son retour». Soit Lucie



ÉVÉNEMENT FIN D'ANNÉE

MODÈLES CADILLAC

LES PLUS BAS PRIX DE L'ANNÉE.

UN RETOUR SUR INVESTISSEMENT QUI SE DÉMARQUE.



BERLINE CTS 2012



MULTISEGMENT SRX 2012

COUVERTS PAR LA PROTECTION CADILLAC

Profitez de l'ensemble le plus complet d'avantages pour le propriétaire offert par un constructeur automobile de luxe. La protection Cadillac offre des avantages exclusifs tels le programme d'entretien privilégié sans frais qui couvre les vidanges d'huile, la rotation des pneus et l'inspection multipoint complète du véhicule pendant 4 ans ou 80 000 km¹, sans oublier le diagnostic du véhicule à distance, les applis mobiles et plus encore.

BERLINE CTS 2012
PROPULSION ARRIÈREPRIX D'ACHAT 31 999 \$²BERLINE CTS 2012
TRACTION INTÉGRALEPRIX D'ACHAT 34 999 \$²

MULTISEGMENT SRX 2012

PRIX D'ACHAT 37 999 \$²

COMPREND LE TRANSPORT ET LA TAXE DE CLIMATISATION

VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CADILLAC DÈS AUJOURD'HUI.

cadillac.ca

BROSSARD CADILLAC
2555, BOULEVARD MATTE
SUITE 100
450 619-6669

CADILLAC DE LAVAL
2800, BOULEVARD
CHOMEDEY
450 681-0028

CHALUT JOLIETTE
250, BOULEVARD
ANTONIO-BARRETTE
514 861-4859

DESCHAMPS SAINTE-JULIE
333, BOULEVARD
ARMAND-FRAPPIER
450 649-9333

GRAVEL DÉCARIE
6100, BOULEVARD
DÉCARIE
514 342-2222

GRAVEL ÎLE-DES-SŒURS
1007, BOULEVARD
RENÉ-LÉVESQUE
514 769-5353

LE RELAIS MONTRÉAL
9411, AVENUE
PAPINEAU
514 384-6380

PLAZA SAINT-LAURENT
10480, BOULEVARD
HENRI-BOURASSA O
514 332-1673

L'Association des concessionnaires Cadillac du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles neufs berlines CTS 2012 (6DM69/1SB/MXD), CTS TI 2012 (6DG69/1SB) et SRX TA 2012 (6NG26/1SA). Les frais liés à l'inscription au RDRPM, si applicables, et les droits sur les pneus sont en sus et payables à la livraison. Les modèles illustrés peuvent comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. 1. Programme Entretien supérieur de Cadillac sans frais de 4 ans ou 80 000 km. Selon la première éventualité. 2. Prix à l'achat de 31 999 \$ pour la CTS à propulsion arrière, de 34 999 \$ pour la CTS à traction intégrale et de 37 999 \$ pour le multisegment SRX. Transport (1 550 \$) et taxe de climatisation (100 \$) inclus. Immatriculation, assurance, droits et taxes en sus. Comprend un crédit offert au concessionnaire de 8 461 \$ pour la berline CTS, de 7 626 \$ pour la CTS à traction intégrale et de 5 310 \$ pour le SRX. Ces offres sont exclusives aux concessionnaires du RMAB Québec (excepté la région de Gatineau - Hull) et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants et de GM Mobilité. La GMCL se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peuvent être requis. Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 888 446-2000 ou visitez gm.ca.

ASSASSINAT DE JOE DI MAULO

MEMBRE INFLUENT DE LA MAFIA TUÉ À BLAINVILLE

La vengeance des Rizzuto?

DANIEL RENAUD
ET DAVID SANTERRE

Joseph Di Maulo, un des mafiosi les plus influents de la province, pourrait avoir payé de sa vie son manque de loyauté envers le clan Rizzuto. Dimanche soir, un tireur embusqué près de sa somptueuse maison, à Blainville, l'a froidement assassiné d'au moins deux balles dans la tête.

À 21h15, la femme de celui que tous appellent Joe rentrait à la maison, rue du Blainvillier, lorsqu'elle a trouvé son mari de 70 ans face contre terre dans le stationnement, près de son Cadillac Escalade.

« Je n'ai rien entendu. Le tireur devait avoir un silencieux. J'ai par contre entendu la dame crier. J'ai regardé par la fenêtre plus tard et j'ai vu les secouristes qui tentaient de le réanimer. J'ai pensé à un arrêt cardiaque », a raconté une voisine.

Joe Di Maulo, originaire de la région du Molise, dans le sud de l'Italie, était un voisin jovial et aimable.

Même s'il était un des mafiosi les plus discrets de la province, il n'en était pas moins un des plus influents.

Sa femme est la sœur de Reynald Desjardins, qui est actuellement détenu et accusé du meurtre de l'aspirant parrain Salvatore Montagna, et sa fille a épousé l'un des fils de l'ancien chef du clan calabrais, Frank Cotroni.

Fidèle de Cotroni, il est devenu proche des Siciliens du clan Rizzuto lorsqu'ils ont pris le pouvoir au détriment des Calabrais, au tournant des années 80. Il a déjà été partenaire de golf et compagnon de voyage de Vito Rizzuto.



Joe Di Maulo a été assassiné près de sa résidence à Blainville.

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

Au début de 2010, alors que Vito Rizzuto était détenu depuis quelques années aux États-Unis, les attaques contre son camp se sont multipliées. Son fils aîné, Nick, a été assassiné, tout comme son père, Nicolò.

Le nom de Joe Di Maulo circulait comme étant l'un des

aimé qu'il ne choisisse pas clairement leur camp.

Il est facile de croire que, quelques semaines après le retour au pays de Vito Rizzuto, ce meurtre soit l'un des premiers signes tangibles de sa volonté de reprendre le contrôle de Montréal.

« Des gens pensent que Di Maulo n'était peut-être plus en aussi bons termes avec Vito Rizzuto. Mais il faut aussi remarquer que Di Maulo ne se promenait pas avec des gardes du corps; il était seul lors du meurtre. Il ne s'attendait donc pas à être visé. » Les policiers

« Des gens pensent que Di Maulo n'était peut-être plus en aussi bons termes avec Vito Rizzuto. Mais il faut aussi remarquer que Di Maulo ne se promenait pas avec des gardes du corps; il était seul lors du meurtre. Il ne s'attendait donc pas à être visé », affirme une source.

acteurs de cette lutte d'influence. On le voyait comme un conseiller des nouveaux leaders plutôt que comme un parrain éventuel.

Il semble que les membres du clan Rizzuto n'aient pas

C'est la thèse principale des enquêteurs de la Sûreté du Québec (SQ). Mais selon une source bien au fait des enquêtes sur le crime organisé, il y a d'autres possibilités.

l'ont toutefois avisé que sa vie était menacée, il y a plusieurs semaines.

Une autre personne très au fait des activités de la mafia montréalaise a néanmoins

récemment fait remarquer que Di Maulo ne figurait pas dans la liste des gens de qui Vito Rizzuto pourrait vouloir se venger. Domenico Arcuri, Tony Magi et le chef de gang Ducarme Joseph seraient plutôt de ceux-là. Les deux derniers seraient vus par le clan Rizzuto comme ayant un lien avec le meurtrier de Nicolò Rizzuto fils.

« Di Maulo a toujours démontré une grande habileté à atténuer les frictions entre Siciliens et Calabrais », confie cet informateur, qui se dit surpris de l'assassinat de l'homme. Et il n'est pas le seul.

Joe Di Maulo a un casier judiciaire presque vierge, si ce n'est une amende de 2000\$ en 2008 pour possession d'une arme à autorisation restreinte sans détenir de permis. Ancien propriétaire de cabaret, il se targuait d'avoir lancé les carrières de plusieurs artistes. Il a jadis été acquitté d'un triple meurtre commis dans son cabaret, le Casa Loma, dans les années 70.

Jusqu'à ce qu'il achète son chalet de Blainville, il y a quelques années, il menait une vie simple et discrète. Il roulait dans une vieille Oldsmobile et habitait un modeste triplex à Saint-Léonard. Il ne fréquentait jamais les bars. Il a été propriétaire d'une petite entreprise de production, boulevard Henri-Bourassa, à qui la SQ aurait confié, sans savoir qui était le réel propriétaire, la tâche de copier les CD de preuve dans les superprocès de l'opération Printemps 2001. Jusqu'à récemment, il possédait un bureau de financement à Saint-Léonard, où on le voyait encore régulièrement marcher seul, sans garde du corps.

« J'ai la conscience tranquille »

Daniel Renaud a rencontré Joe Di Maulo il y a quelques mois. Pour la première fois, notre journaliste relate les événements.

DANIEL RENAUD

C'était le 13 décembre dernier. Mécontent d'un lien que j'avais fait dans l'un de mes textes entre lui et une personne accusée d'exportation de marijuana aux États-Unis, Joe Di Maulo m'avait convoqué dans son centre de prêts situé dans le petit centre commercial qu'il possédait rue Jarry, à l'angle de la rue Viau.

C'est en compagnie d'un garde du corps payé par le *Journal de Montréal* que je me suis rendu au rendez-vous, le cœur battant. J'ai sonné à la porte. Une sonnerie l'a déverrouillée et je suis entré dans un vestibule, un peu hésitant. Je me suis trouvé devant une seconde porte verrouillée, qui ne s'ouvrait qu'à la condition que la première soit refermée, comme dans les prisons. De nouveau, une sonnerie a retenti. J'ai pris mon courage à deux mains et je suis entré.

« Raynald Desjardins, il est de ma famille et je ne peux pas le renier. Il est toujours mon beau-frère et c'est certain que je le vois. »

— Joe Di Maulo

« Est-ce que je peux vous aider? », a demandé un homme en se levant, l'air méfiant. Ce dernier discutait avec une autre personne dans un bureau. Les deux hommes ressemblaient davantage à des gardes du corps qu'à des conseillers en prêts, mais il ne faut jamais se fier aux apparences.

« J'ai un rendez-vous avec M. Di Maulo », ai-je répondu.

Au même moment, une voix m'a interpellé. « M. Renaud, je suis M. Di Maulo. Venez dans le bureau du fond, nous allons discuter. »

Nous nous sommes assis dans la petite pièce dépourvue de décoration et, tout de suite, il m'a assuré qu'il n'avait rien à voir avec la drogue et qu'il ne voulait jamais être associé à ce type de crime. « J'ai des petits-enfants, et je ne veux pas que ceux-ci aient cette image de moi », a-t-il dit.

L'entretien, jusque-là à sens unique, aurait pu prendre fin à ce moment. Mais j'ai insisté et demandé une entrevue, ce qu'il a refusé. J'ai tout de même posé quelques questions sur ce qui circulait dans les journaux à propos de lui et de son beau-frère Raynald Desjardins, ainsi que des meurtres qui secouaient la mafia depuis deux ans. Rappelons que, quelques jours plus tard, Raynald Desjardins a été arrêté pour le meurtre de l'aspirant parrain Salvatore Montagna.

« Raynald Desjardins, il est de ma famille et je ne peux pas le renier. Il est toujours mon beau-frère et c'est certain que je le vois », m'a-t-il dit.

À cette époque de grands bouleversements dans la mafia, plusieurs sources m'indiquaient que le vieux mafioso se promenait seul dans la rue, sans garde du corps. Je lui ai demandé s'il craignait pour sa vie. Il a alors esquissé un sourire qui trahissait une certaine résignation.

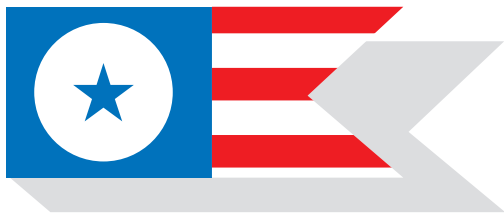
« J'ai 70 ans, et il y a des gens qui ont 75 ans et qui ne devraient pas avoir peur pour leur vie, qui traversent la rue, qui se font frapper par un autobus et qui meurent. Je n'ai pas de garde du corps et je ne regarde pas derrière moi lorsque je marche dans la rue. Je marche avec ma conscience, et ma conscience, elle est propre », m'a-t-il dit.

Il m'a parlé de ses 50 années passées dans le show-business. A mon collègue David Santerre, Joe Di Maulo a aussi confié au téléphone qu'il n'était pas un mafioso, mais un honnête homme d'affaires qui a lancé la carrière de plusieurs artistes, comme Claude Blanchard. Il a aussi affirmé craindre que les commissaires aux libérations conditionnelles s'acharnent sur son frère, Vincent Di Maulo, dit Jimmy, et que cela les empêche de se voir dans les dernières années de leur vie, alors qu'ils se faisaient vieillissants.

— Avec la collaboration de David Santerre

Pour joindre Daniel Renaud en toute confidentialité, composez le 514-285-7000, poste 4918

2012 PRÉSIDENTIELLE



SUIVEZ LES ÉLECTIONS AMÉRICAINES AVEC LA PRESSE !

AUJOURD'HUI

LA PRESSE
.CA

Une soirée animée !

- Des clavardages en direct
- Les résultats
- Des reportages vidéo

LA PRESSE
MOBILE

L'actualité de minute en minute



Suivez nos journalistes en direct

DEMAIN DANS

- 12 pages de résultats, réactions et analyses
- Les reportages de nos 7 journalistes sur le terrain

LA PRESSE

ACTUALITÉS

Lancement d'un chantier de réflexion sur le français

Près des deux tiers des élèves de la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys ont une autre langue maternelle

PASCALE BRETON

Les petits de la classe d'accueil de Christine Dorion, à l'école de la Mosaïque, ont le nez collé à la fenêtre pour voir les premiers flocons de neige tomber sur Montréal.

L'excitation est à son comble. La plupart d'entre eux n'ont jamais vu la blancheur de l'hiver. Plus de 92 % des élèves de cette école primaire du quartier Côte-Saint-Luc sont allophones.

Sur le territoire de la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSMB), près des deux tiers des élèves n'ont pas le français comme langue maternelle. Un portrait qui s'est accentué au fil des ans.

Intégrer les élèves à la société québécoise, en français, constitue un grand défi, explique Diane Lamarche-Venne, présidente de la CSMB.

« Sur le terrain, cet enjeu majeur amène son lot de questions. Comment accorder une juste place à la culture québécoise? Comment faire d'une classe un tout pour sortir du "eux autres" et du "nous autres"? Comment

des pistes de solution et les intégrer à son plan stratégique.

L'Institut du Nouveau Monde et Vision Diversité participent au projet. Ils organiseront entre autres des groupes d'échange avec les élèves, les parents, les enseignants et le

personnel des écoles pour faire la liste des bonnes pratiques qui fonctionnent et les reproduire dans d'autres écoles.

Un Centre d'intervention pédagogique en contexte de diversité, créé par la CSMB, se penchera pour sa part sur la recherche appliquée.

«Le centre va s'appliquer à voir les besoins qui ne sont pas

couverts», explique Rachida Azdouz, directrice scientifique.

Beaucoup de travail reste à faire en ce qui concerne la gestion des conflits de valeurs qui peuvent survenir entre les élèves ou entre les parents et l'école, souligne M^{me} Azdouz.

« Sur le terrain, cet enjeu majeur amène son lot de questions. Comment accorder une juste place à la culture québécoise? Comment faire d'une classe un tout pour sortir du "eux autres" et du "nous autres"? »

— Diane Lamarche-Venne, présidente de la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys

s'assurer d'être équitables envers tous? », demande M^{me} Lamarche-Venne.

Chantier de réflexion

Pour répondre à ces questions, la CSMB met sur pied un vaste chantier de réflexion et d'actions sur la francisation. Au terme de deux années de travail, elle souhaite dégager

des pistes de solution et les intégrer à son plan stratégique.

Un Centre d'intervention pédagogique en contexte de diversité, créé par la CSMB, se penchera pour sa part sur la recherche appliquée.

«Le centre va s'appliquer à voir les besoins qui ne sont pas

couverts», explique Rachida Azdouz, directrice scientifique. Beaucoup de travail reste à faire en ce qui concerne la gestion des conflits de valeurs qui peuvent survenir entre les élèves ou entre les parents et l'école, souligne M^{me} Azdouz.

«Le centre va s'appliquer à voir les besoins qui ne sont pas

s'intégrer à une nouvelle société. Ils travaillent autant avec les élèves qu'avec leurs parents pour les aider à s'adapter et à s'intégrer.

« Ça demande beaucoup de souplesse et d'ouverture », explique Nicoleta Leonte, enseignante dans une classe d'accueil de deuxième cycle, elle-même originaire de la Roumanie.

Le fait qu'elle vienne d'ailleurs, qu'elle parle le russe et le roumain, l'aide à établir un premier lien de confiance avec les élèves et leurs parents, croit-elle.

Les enfants sont de véritables éponges. Ils réussissent généralement à s'intégrer et à apprendre le français rapidement, souligne Linda Ghermine, Algérienne d'origine et enseignante en deuxième année.

La situation est parfois plus difficile pour leurs parents. Ils quittent un statut en immigrant au Québec. Ils doivent retourner aux études, se trouver un emploi. Ils vivent souvent de l'insécurité financière. Plusieurs familles ont vécu des drames. L'un des parents est parfois resté derrière.

Il faut constamment composer avec des subtilités, indique Fatiha Senniane, enseignante en classe d'accueil et originaire de l'Algérie. Elle se rappelle une petite fille qui s'est mise à pleurer pendant un exercice d'incendie, alors que ses camarades de classe se dirigeaient en vitesse vers la cour de récréation. « Elle pensait qu'il y avait la guerre comme chez elle, en Irak. »

Réorganiser plutôt que dépenser

L'ex-ministre Claude Castonguay présente son plan pour restructurer le réseau de santé public

DAPHNÉ CAMERON

Le père de l'assurance maladie, Claude Castonguay, affirme qu'il « ne reconnaît plus son enfant ». Préoccupé par la performance du système de santé public, l'ex-ministre libéral a lancé, hier, un livre dans lequel il présente 13 propositions pour améliorer l'efficacité du réseau. Ce « plan de redressement » permettrait de hausser la productivité du système de 10 % et donc de dégager plus de 30 millions de dollars par année, estime-t-il.

« Malgré les milliards engagés, la situation n'a guère progressé en ce qui a trait à l'accessibilité et à la qualité des soins. »

— Claude Castonguay

De 2003 à 2012, les sommes investies dans le réseau de la santé sont passées de 18 à 31 milliards de dollars. « Malgré les milliards engagés, la situation n'a guère progressé en ce qui a trait à l'accessibilité et à la qualité des soins », a-t-il dénoncé lors du lancement de son livre, intitulé *Santé: l'heure des choix*.

C'est pourquoi il privilégie la réorganisation du réseau plutôt que l'injection d'argent frais. Il croit par exemple que les agences de santé et de services sociaux devraient être abolies, sauf peut-être à Montréal, où il faut coordonner les soins sur un plus vaste territoire.

M. Castonguay prône aussi une réforme de la rémunération des médecins, qui continueraient d'être payés à l'acte, mais aussi en fonction du nombre de patients pris en charge. Il estime par ailleurs que les infirmières devraient pouvoir prescrire plus de médicaments et accomplir plus de tâches.

Soins à domicile et médecine familiale

Il pense que le gouvernement doit miser sur les soins à domicile et les groupes de médecine familiale.

Dans son ouvrage de 200 pages, l'ancien ministre libéral n'aborde pas la question du rôle du secteur privé dans les services médicaux. « Ce sont deux questions que je trouve distinctes et, dès qu'on parle du système privé, immédiatement, on s'engage dans un débat qui détourne l'attention de ce qui est selon moi l'enjeu principal, c'est-à-dire le financement de notre système public de santé et d'assurer son avenir », a-t-il déclaré dès



PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

Claude Castonguay croit par exemple que les agences de santé et de services sociaux devraient être abolies, sauf peut-être à Montréal, où il faut coordonner les soins sur un plus vaste territoire.

l'ouverture de la conférence de presse qui soulignait le lancement de son livre.

M. Castonguay a par ailleurs précisé qu'il avait terminé la

rédaction de son ouvrage au début de l'été, soit avant le début de la dernière campagne électorale provinciale. Il soutient que les propositions

qui ressemblent à celles mises de l'avant par les partis ne sont que pure coïncidence et qu'il n'a pas rédigé un ouvrage partisan.

CHARTIER PRÉSENTE SES 500 MEILLEURS VINS À ACHETER LES YEUX FERMÉS

- 3500 harmonies
- Aide-mémoire vins et mets des cépages
- Graphiques des cépages et de leurs aliments complémentaires

Suivez l'auteur sur Facebook:
Papillesetmolécules

www.françoischartier.ca

Offert en librairie ou sur
librairie.lapresse.ca

SUCCESSION D'AMIR KHADIR

Il faut un « jeune », selon François Saillant

PAUL JOURNET

QUÉBEC — Le futur co-porte-parole et président de Québec solidaire devrait être un « jeune », selon François Saillant.

M. Saillant était candidat du parti de gauche dans Rosemont aux dernières élections. Il ne souhaite pas être candidat pour remplacer Amir Khadir à la tête, avec Françoise David, du parti bicéphale. « Je pense que ça prend un nouveau visage », soutient-il.

Un militant de 28 ans pourrait très bientôt se lancer dans la course. « Je suis en réflexion, mais ça m'intéresse. Je vais annoncer ma décision cette semaine », a annoncé hier Alexandre Leduc, recruteur en syndicalisation à l'Alliance de la fonction publique du Canada.

M. Leduc était candidat dans Hochelaga-Maisonneuve lors

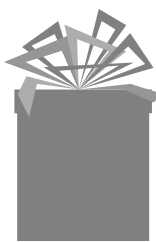
des dernières élections. Il a terminé deuxième avec 27,3 % des votes – deux fois moins que le Parti québécois. « Le président du parti doit s'occuper

du volet organisationnel. Ça m'intéresserait », ajoute-t-il.

Amir Khadir a annoncé la semaine dernière qu'il ne serait plus co-porte-parole

du parti. Selon les statuts de Québec solidaire, le parti doit avoir deux porte-parole – un homme et une femme. Et un seul doit siéger à l'Assemblée

nationale. À la suite de l'élection de Françoise David, en septembre, il fallait qu'un des deux députés abandonne ses fonctions.



C'EST CE QU'ILS VEULENT.

CÉLINE DION



Pas d'amende pour Gabriel Nadeau-Dubois?

PAUL JOURNET

QUÉBEC — La campagne de solidarité envers Gabriel Nadeau-Dubois pourrait influencer sur la détermination de sa peine. Comme il a déjà amassé plus de 74 000\$, le demandeur Jean-François Morasse songe à ne pas réclamer d'amende contre l'ex-leader étudiant.

« Ce serait un peu absurde de demander une amende pour que d'autres paient pour lui », dit M^c Maxime Roy, avocat de M. Morasse. Les deux autres possibilités qu'il lui reste : demander des travaux communautaires ou une courte peine de prison – le maximum est d'une année. Mais une peine de prison est plutôt rare dans ce genre de cause. Et comme le conflit étudiant est terminé, il devient moins important d'infliger une peine dissuasive, a déjà reconnu M^c Roy.

L'avocat réfléchit toujours. Dans la détermination de la peine, il restera aussi à savoir si l'ex-porte-parole de la CLASSE exprimera des remords. On ne sait pas non plus s'il parlera. Même s'il clamait son innocence, il avait refusé de parler à son procès, ce qui est inhabituel.

Gabriel Nadeau-Dubois a été reconnu coupable d'outrage au tribunal pour avoir incité les manifestants à violer une injonction qui devait permettre à Jean-François Morasse d'assister à ses cours en arts à l'Université Laval.

Hier, en fin d'après-midi, M. Morasse s'apprêtait à porter plainte à la police de Québec. Il se dit victime d'intimidation. Un site a diffusé son numéro de téléphone. « Je reçois depuis des appels et des textos d'inconnus qui m'insultent », se plaint-il.

M. Nadeau-Dubois, quant à lui, entend porter la cause en appel. S'il en obtient l'autorisation, M. Morasse craint de ne pas pouvoir payer ses frais d'avocat. Actuellement, M^c Roy le défend bénévolement.

CREPUQ Encadrer la démocratie étudiante

QUÉBEC — Il faut encadrer la démocratie étudiante, affirme la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ). Le groupe a demandé au ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne, de débattre cette question au sommet sur les universités qui devrait se dérouler l'hiver prochain.

M. Duchesne n'a pas encore pris position.

Cette question est « sensible, mais incontournable », selon la CREPUQ. « Il faut adopter des règles claires, pour que tous sachent à quoi s'en tenir », indique Daniel Zizian, président-directeur général de l'organisme.

— Paul Journet

CÉLINE DION SANS ATTENDRE



SANS ATTENDRE

Céline est de retour! L'édition de luxe de **Sans attendre** inclut deux chansons en prime, « Les jours comme ça » et « Ne me quitte pas », un classique du grand Jacques Brel que Céline interprète à

Las Vegas avec tant d'émotion. Dans cette somptueuse édition, retrouvez également un charmant calendrier de bureau 2013 reprenant la pochette de l'album.

15⁹⁹

Édition de luxe
En vente maintenant

hmv

COMPLÉTEZ VOTRE LISTE DE CADEAUX AVEC UNE NOUVEAUTÉ

POLITIQUE



PHOTO JACQUES BOISSINOT, ARCHIVES LA PRESSE

Le ministre des Finances, Nicolas Marceau, affirme que le gouvernement doit déposer un budget cet automne afin de respecter ses engagements.

Un budget le 20 novembre pour déjouer l'opposition

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Le gouvernement Marois veut éviter d'être renversé par un vote sur le budget au printemps prochain. Il a donc opté pour le dépôt d'un budget le 20 novembre afin de prendre l'opposition de court. Mais son projet ne passera pas pour autant comme une lettre à la poste.

«Inquiet» de voir un gouvernement déposer un budget si rapidement après son arrivée au pouvoir, le critique libéral en matière de finances, Raymond Bachand promet de voter contre un budget qui contiendrait une hausse d'impôt. Dans sa proposition pour remplacer la taxe santé, le gouvernement Marois a annoncé une hausse d'impôt pour les contribuables dont le revenu annuel est supérieur à 100 000\$. «Je vais voter contre, mais je ne sais pas si on sera tous là», a ajouté M. Bachand. Rappelons qu'en

2007, le Parti québécois s'était contenté de présenter seulement trois députés pour éviter de défaire le gouvernement Charest, alors minoritaire.

Le ministre Bachand affirme que toute l'initiative sent l'improvisation et la stratégie politique pour devancer ce vote crucial, au moment où les libéraux n'auront pas encore choisi leur nouveau chef. «Ils pensent qu'on ne pourra pas les défaire parce qu'on est en course au leadership, on verra», a dit M. Bachand. Selon lui, «il est inquiétant de voir le gouvernement continuer ses promesses coûteuses, alors qu'il a gelé les revenus... Cela ne balance pas».

Les députés de la CAQ voteront tous

Selon Christian Dubé, critique en matière de finances de la Coalition avenir Québec, pas question de voter pour un budget qui comprend des hausses d'impôt. «Si c'est le

cas, on votera contre, et nos 19 députés seront présents», promet-il. Il trouve inquiétant que le gouvernement en soit à une troisième proposition pour remplacer la taxe santé, sans même avoir échangé avec les partis d'opposition. M. Dubé ajoute que cette atti-

«Je vais voter contre, mais je ne sais pas si on sera tous là.» — Raymond Bachand, critique du Parti libéral

tude se rapproche des années minoritaires du gouvernement de Stephen Harper, «qui se conduisait comme s'il était majoritaire».

Déposé dans moins de deux semaines, le budget 2013-2014 pourra être adopté avant l'ajournement de l'Assemblée nationale pour les Fêtes, le 7 décembre, car il nécessite 25

heures de débats au Salon bleu.

Déjà, la nécessité d'officialiser les changements à la taxe santé pour l'année 2013 forçait le ministre des Finances, Nicolas Marceau, à faire adopter des mesures à l'Assemblée nationale. La semaine dernière, M. Marceau a affirmé que l'ampleur des redressements à apporter aux finances publiques allait probablement nécessiter un budget en bonne et due forme.

«Le dépôt d'un budget cet automne est nécessaire afin de mettre en œuvre dès maintenant les dispositions qui nous permettront de respecter notre engagement.

«Depuis la formation du gouvernement, nous avons constaté

que l'ampleur du redressement que nous devons effectuer nous oblige à agir rapidement. Attendre au printemps 2013 ne ferait que retarder l'identification et la mise en œuvre des actions qui sont nécessaires pour remettre le Québec sur la voie de l'équilibre budgétaire pour l'an prochain», a expliqué hier le ministre Marceau dans un communiqué. Québec reste engagé à atteindre le déficit zéro l'an prochain, assure-t-il.

Selon le gouvernement péquiste, les dépenses plus élevées que prévu et les recettes moindres liées au ralentissement économique ont creusé un trou de 1,6 milliard dans les finances publiques pour l'année 2012-2013.

Dépassements de coûts

«Nous avons constaté des dépassements de coûts importants dans plusieurs projets d'infrastructures et le prolongement de mesures coûteuses dans un contexte budgétaire difficile. De plus, l'utilisation par l'ancien gouvernement de la compensation de 2,2 milliards de dollars pour l'harmonisation des taxes de vente afin de combler le déficit, sans l'identification des gestes récurrents qui s'imposent pour le maintien de l'équilibre budgétaire, s'est avérée un choix particulièrement mal avisé dans les circonstances, puisqu'il reste un écart additionnel de 875 millions qu'il faudra résorber dans moins de deux ans», observe le ministre des Finances.

Avec son budget, le gouvernement minoritaire pourra éviter un vote à l'Assemblée nationale au printemps — un passage périlleux, puisque les libéraux pourraient avoir la cote auprès de l'électorat après avoir choisi un nouveau chef le 17 mars.

En novembre 2001, alors ministre des Finances sous le gouvernement Landry, Pauline Marois avait déposé un budget dans le but de stimuler l'économie après les attentats du 11 septembre. Le printemps suivant, elle s'était contentée d'une mise à jour sur l'état des finances publiques.

Depuis les années 50, il y a eu quatre de ces budgets d'automne au Québec. Mais à l'exception de celui de M^{me} Marois en 2001, ces budgets ont toujours été suivis d'un autre au printemps.

Élus le 2 décembre 1985, les libéraux de Robert Bourassa avaient eu le temps de former le nouveau gouvernement, de dévoiler un message inaugural et d'adopter un budget avant Noël.



À lire aussi

«La grande guignolée du 20 novembre», la chronique de Jean-Philippe Décarie, à lire en page D9

Selon l'ambassadeur des États-Unis à Ottawa

Le Canada restera une priorité, peu importe le président élu

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Les relations entre les États-Unis et le Canada demeureront une des priorités de la Maison-Blanche, peu importe le vainqueur de l'élection présidentielle, estime David Jacobson, ambassadeur des États-Unis en poste à Ottawa.

Dans une entrevue accordée hier à *La Presse*, M. Jacobson a soutenu que les dossiers prioritaires resteront essentiellement les mêmes au lendemain du scrutin: s'assurer que les biens et personnes circulent librement à la frontière canado-américaine, tout en

protégeant adéquatement le territoire nord-américain.

«Les relations bilatérales entre le Canada et les États-Unis, les dossiers qui nous préoccupent, c'est-à-dire la

«Ce n'est pas une question partisane aux États-Unis que de vouloir une frontière sûre et efficace où les biens et les personnes peuvent circuler librement. Fondamentalement,

«Fondamentalement, les choses vont continuer à évoluer de la même manière, qu'il s'agisse d'une administration Obama ou d'une administration Romney.»

— David Jacobson, ambassadeur des États-Unis à Ottawa

frontière, les échanges commerciaux, l'énergie, entre autres, je ne crois pas qu'il y ait d'énormes différences entre les deux candidats», a affirmé M. Jacobson.

les choses vont continuer à évoluer de la même manière, qu'il s'agisse d'une administration Obama ou d'une administration Romney», a-t-il ajouté.

Affaires internationales

Les Canadiens pourraient toutefois constater une certaine différence sur le plan du rôle que pourraient jouer les États-Unis dans les affaires internationales si Mitt Romney est porté au pouvoir.

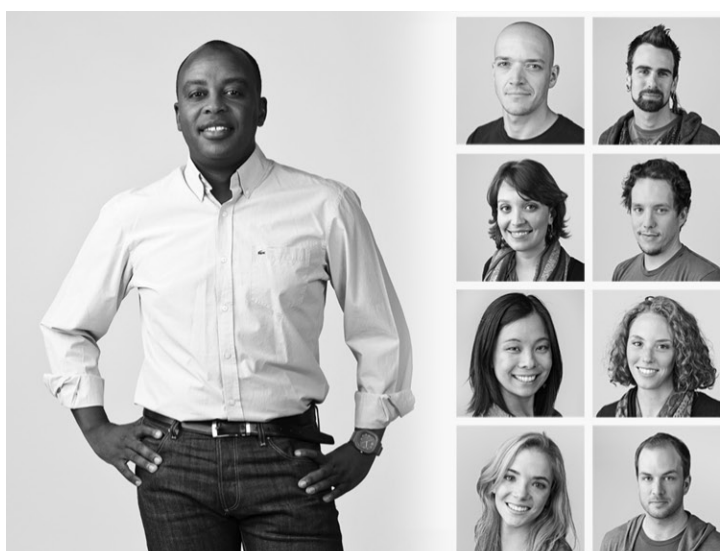
«Le président Obama a clairement fait savoir qu'il est moins enclin à intervenir seul et plus enclin à travailler avec ses alliés que ne l'a indiqué le gouverneur Romney», a constaté le diplomate, en poste au Canada depuis 2009.

À propos du projet Keystone XL — le pipeline que propose de construire la société TransCanada et

qui devrait relier l'Alberta au Texas —, M. Jacobson a soutenu que même si Mitt Romney a promis d'approuver le projet dès le premier jour de son arrivée au pouvoir, la décision est d'abord entre les mains de l'État du Nebraska, qui a un droit de veto sur le tracé final.

Le président Obama a refusé de donner le feu vert au projet au début de l'année en raison des inquiétudes soulevées par certains groupes environnementalistes. Mais il a affirmé qu'il permettrait à TransCanada de présenter à nouveau son projet de pipeline après en avoir modifié le tracé pour le faire passer en dehors de la région écologiquement fragile de Sandhills, au Nebraska.

En privé, des députés conservateurs à Ottawa ont dit souhaiter la victoire du républicain Mitt Romney, compte tenu de son appui au projet Keystone. Les néo-démocrates espéreraient pour leur part la réélection de Barack Obama en raison de ses mesures de développement durable.



Ce soir, Séoul à 21 h

La course Évasion autour du monde



VOTEZ EN PRIMEUR POUR VOTRE REPORTAGE FAVORI SUR EVASION.TV

LE TOUR DU GLOBE



PHOTO REUTERS

États-Unis
Ascension bionique

Un amputé américain a grimpé hier les 103 étages de la légendaire Willis Tower de Chicago en portant une jambe bionique. Zac Vawter, qui a perdu sa jambe dans un accident de motocyclette, a accompli l'ascension dans le cadre d'une collecte de fonds pour l'Institut de réadaptation de Chicago, où il est traité. L'orthèse bionique qu'il a utilisée et qui est contrôlée par son cerveau a été créée dans le cadre d'un projet de recherche de l'Institut de réadaptation. Elle a été dévoilée pour la première fois hier. — AP



PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

Turquie Cabinet apeuré

La police turque a détenu un homme hier après que ce dernier a tiré trois coups de feu dans un édifice où le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, tenait une réunion avec son Conseil des ministres à Ankara. L'homme s'est introduit dans l'édifice et a tiré trois balles à blanc lorsqu'il était près du poste de sécurité dans l'entrée du bâtiment. Il a vite été appréhendé. Le suspect, Nuri Baskapan, a dit qu'il avait commis le geste pour attirer l'attention du gouvernement après avoir perdu son emploi dans une municipalité. — AFP et AP

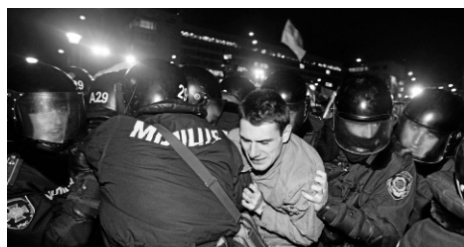


PHOTO REUTERS

Ukraine Reprise du vote

Les autorités électorales en Ukraine ont promis un nouveau vote dans cinq circonscriptions législatives, alors qu'environ 2000 Ukrainiens ont protesté hier à Kiev pour dénoncer des « fraudes » aux élections du 28 octobre, remportées par le parti au pouvoir. La commission électorale centrale a chargé le Parlement de fixer la date d'une nouvelle élection dans cinq circonscriptions, car elle a jugé qu'il était impossible d'y établir les résultats du vote en raison de nombreuses irrégularités. L'opposition réclame que ses candidats soient reconnus vainqueurs sans procéder à un nouveau vote. — AFP



PHOTO REUTERS

États-Unis Nouvelles intempéries annoncées

Une semaine après le passage meurtrier de la tempête Sandy sur l'État du New Jersey et à New York, des problèmes attendent encore la région au cours des prochains jours : de nouvelles intempéries sur la côte nord-est américaine, ainsi que l'afflux dans les transports en commun de banlieusards, écoliers et employés privés de voiture en raison des pénuries d'essence. La tempête sera accompagnée de rafales atteignant 89 km/h et de fortes pluies, susceptibles de provoquer de nouvelles inondations. — AP

FRANCE-ALGÉRIE

Un bras d'honneur qui fait des vagues

MARC THIBODEAU
PARIS

Un bras d'honneur lancé à la télévision par un politicien français alimente les tensions entre la France et l'Algérie, au moment où le président socialiste François Hollande multiplie les ouvertures pour tenter de rapprocher les deux pays.

L'ex-ministre de la Défense française Gérard Longuet a été filmé la semaine dernière en faisant ce geste à la toute fin d'une émission de la chaîne de télévision Public Sénat, pendant que le générique défilait à l'écran. Il a expliqué par la suite qu'il répondait ainsi à la sortie d'un ministre algérien qui a récemment demandé à l'ancienne puissance coloniale une « reconnaissance franche des crimes perpétrés » dans son pays.

M. Longuet, qui ne savait pas qu'il était toujours filmé au moment où il a fait son bras d'honneur, a refusé de s'excuser. Il a précisé qu'il s'agissait d'une manifestation de « mauvaise humeur typiquement populaire » sur un sujet sensible pour lui.

« Les Algériens doivent se développer en sachant que la France est une amie, mais qu'on ne peut pas se développer en Algérie sur le ressentiment de la France. Je crois profondément que la France a fait beaucoup pour que l'Algérie soit un pays plus moderne, mieux équipé, mieux formé », a précisé le politicien.



CAPTURE D'ÉCRAN PRISE SUR YOUTUBE

Bien qu'il ne savait pas qu'il était filmé, Gérard Longuet ne regrette pas son geste.

La sortie de l'ex-ministre, qui était en poste lorsque l'ancien président de droite Nicolas Sarkozy était au pouvoir, n'a pas suscité de réactions dans les rangs de son parti, l'Union pour un mouvement populaire (UMP).

Il a toutefois été salué par des ténors de l'extrême droite, comme la dirigeante du Front national, Marine Le Pen, qui y voit une manifestation « de franchise et de spontanéité ». Elle a indiqué que le régime algérien tenait un discours « insultant » envers la France en lui demandant de s'excuser pour la période coloniale.

Un député frontiste, Gilbert Collard, a répété le geste dans une autre émission. Et le site internet Boulevard Voltaire a invité des lecteurs à leur envoyer des vidéos personnelles reproduisant l'action du ministre. Plusieurs ont été mises en ligne sur Facebook, ce qui a donné lieu à des échanges acrimonieux entre ressortissants algériens et Français.

« Brutalité vulgaire »

L'action de Gérard Longuet a été vivement décriée par plusieurs ténors socialistes, dont le premier secrétaire du parti, Harlem Désir, qui fustige la

« brutalité vulgaire d'une certaine droite ».

Les médias algériens ont aussi décrié l'action de l'ancien ministre. Le quotidien *El Watan* a notamment relevé que sa sortie reflétait les états d'âme de « nostalgiques de l'Algérie française » qui se croient tout permis pour gêner le rapprochement entre les deux pays.

La question de la « repentance » demeure un sujet très sensible pour la droite française, qui n'hésite pas à dénoncer les initiatives lancées par le gouvernement socialiste au cours des derniers mois pour apaiser les relations avec Alger.

Plusieurs ténors de l'UMP ont critiqué la décision du président François Hollande de rendre hommage en octobre aux Algériens tués lors d'une manifestation tenue à Paris en 1961. Le chef d'État a déclaré qu'ils avaient été victimes d'une « sanglante répression », critiquant de facto l'action des autorités françaises de l'époque.

Guerre sanglante

Le Sénat s'est par ailleurs penché il y a quelques jours sur une proposition de loi visant à faire du 19 mars, date du cessez-le-feu de la guerre d'Algérie, une journée nationale du souvenir pour les victimes du conflit. L'historien Benjamin Stora estime que la guerre, de 1954 à 1962, a fait plus de 350 000 morts du côté algérien. La torture a été largement utilisée par les troupes françaises, qui ont perdu près de 30 000 hommes au cours de ces affrontements.

Bien qu'Alger n'ait pas commenté officiellement le bras d'honneur de Gérard Longuet, le gouvernement français est intervenu officiellement pour éviter tout quiproquo à ce sujet et ouvrir la voie à un voyage officiel de M. Hollande en décembre.

Le ministre du Redressement productif français, Arnaud Montebourg, de passage en Algérie il y a quelques jours, a demandé que tous les actes entretenant « la polémique sur le passé » fassent l'objet de « l'indifférence la plus notoire ».

L'évêque Tawadros, nouveau pape des coptes d'Égypte

AGENCE FRANCE-PRESSE ET ASSOCIATED PRESS

C'est un enfant de chœur, les yeux bandés, qui a choisi l'orientation de l'Église copte d'Égypte le week-end dernier, en tirant au sort, comme le veut la tradition, le nom du nouveau pape parmi trois candidats. Le gagnant, l'évêque Tawadros, 60 ans, a vite annoncé que la communauté chrétienne pouvait s'attendre à ce qu'il garde le cap de son prédécesseur.

Discret, le nouveau patriarche copte orthodoxe d'Égypte, Tawadros II, affiche ouvertement sa fidélité à son prédécesseur, le conservateur Chenouda III, qui a été à la tête de son Église pendant plus de 40 ans. Mais il est aussi présenté par son Église comme soucieux de dialogue, notamment avec les jeunes et l'islam.

« Personnellement, je me considère comme étant de l'école de Chenouda », a-t-il déclaré dimanche dans une brève apparition à la télévision, peu après l'annonce de sa désignation. « Le pape est au service de la société

égyptienne, et il a une responsabilité, celle de l'amour et de la paix pour toute personne sur le territoire égyptien », a ajouté le religieux, qui portait une barbe fournie et l'habit traditionnel du clergé copte.

Ouverture aux religions

La notice biographique diffusée par l'Église copte met l'accent sur sa volonté d'ouverture aux autres religions, tout particulièrement les musulmans, très largement majoritaires en Égypte, parmi lesquels l'islamisme est devenu le courant politique dominant.

Selon Sameh Makram Ebeid, ex-député libéral de confession copte, Tawadros devra faire évoluer son Église pour qu'elle soit « plus jeune et plus ouverte » et qu'elle reflète l'évolution d'un pays où de nombreux jeunes coptes ont participé l'an dernier à la chute du régime d'Hosni Moubarak — avec qui Chenouda III entretenait d'excellentes relations.

Tawadros a pour cela l'avantage d'être de 28 ans plus jeune que son prédécesseur, mort à l'âge 88 ans, fait-il observer.

« C'est un homme qui a un grand sens de l'humour et qui plaisante tout le temps. Il aura une relation exceptionnelle avec les jeunes », prédit un neveu du patriarche, Youssef Medhat.

Le nouveau président, Mohamed Morsi, issu des Frères musulmans, a présenté ses « félicitations » au nouveau patriarche, et le Parti de la liberté et de la justice (PLJ), bras politique de la confrérie islamiste, a souhaité avoir avec lui une relation « fructueuse » afin de « faire progresser l'éthique et les valeurs de liberté, de justice et d'égalité ».

Malgré ces bonnes paroles, il devra avant tout s'occuper d'une grande partie de sa communauté, inquiète d'une précarité croissante devant les progrès de l'islamisme. « J'attends de lui qu'il défende nos droits », a affirmé Manal Wahib, avocate de 37 ans, venue à la cérémonie au cours de laquelle le nom du patriarche a été annoncé.

Outre les relations avec le pouvoir islamiste, l'Église copte est aussi traversée de vifs débats sur des questions comme le divorce — auquel Chenouda était farouchement



PHOTO SAMI WAHIB, ASSOCIATED PRESS

Le nouveau pape des coptes d'Égypte, Tawadros II.

opposé — ou les relations entre religion et politique.

Diplômé en pharmacie et titulaire d'une bourse d'études dans une école de santé britannique dans sa jeunesse, le nouveau patriarche a également brièvement occupé un poste de cadre dirigeant dans une entreprise pharmaceutique avant d'entrer dans les ordres.

Tawadros II est né Wagih Sobhy Bakki Soleiman, le 4 novembre 1952, dans la région de Mansourah, dans le delta du Nil.

D'abord moine, puis ordonné prêtre en 1989, il devient évêque en 1997.

Il sera intronisé le 18 novembre « pape d'Alexandrie, patriarche de toute l'Afrique et du siège de saint Marc », l'évangéliste à qui l'Église copte fait remonter sa fondation.

Résultats des tirages du :
2012-11-05

Sprinto
07 10 17 39 44

6 10 10 R A

Astro
Jour - Mois - Année - Signe
17 - AOÛT - 89 - VIERGE

Quotidienne 455 5800

Extra | **Triplox** 03 08
3206310 | 25 31 33

Jeux en boni
Lots bonis :
du 2 au 10 novembre 2012
04 09 16 19 23 24 28 30 31 32
36 38 42 44 47 51 57 61 62 63
En cas de départé entre cette liste
et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur principal de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Un mandat de trop



FRANÇOIS CARDINAL
 francois.cardinal@lapresse.ca

Gérald Tremblay n'avait tout simplement plus le choix.

L'homme, d'abord, devait prendre ses distances de l'hôtel de ville tant sa présence était devenue nuisible. Couvert d'opprobre, rejeté, abandonné, il n'avait plus la légitimité pour diriger la métropole du Québec.

Victime jusqu'à la fin, M. Tremblay aura confirmé que sa naïveté n'avait plus sa place à Montréal.

Le maire, ensuite, devait assumer la responsabilité de cet immense gâchis. Un gâchis dont il n'est certes pas l'unique responsable, mais dont l'ampleur n'est pas étrangère à son aveuglement des 10 dernières années, qu'il ait été volontaire ou non.

Nous reviendrons sur le bilan de M. Tremblay, moins noir que bien des gens le prétendent. Sur l'acharnement dont il a bel et bien été victime. Sur ce qu'il savait et ne savait pas, en espérant que la commission Charbonneau lui donne la parole. Mais pour l'heure, contentons-nous de dire qu'il n'était plus l'homme de la situation.

«Victime» jusqu'à la fin, M. Tremblay aura confirmé par son discours de départ que sa naïveté n'avait plus sa place dans le contexte actuel, que son manque de lucidité l'empêchait de faire le ménage qui s'impose, que sa faiblesse était devenue celle de la métropole.

Clairement, le troisième mandat du maire Tremblay

aura été de trop. Avec raison, il a été écourté.

Et maintenant? Une longue année s'amorce pour la Ville. Et une longue année électorale débute pour les partis municipaux.

L'important, pour les élus qui siègent au conseil municipal, sera de ne pas mélanger les deux.

Ils auront en effet la délicate tâche de coopter un des leurs pour assurer la succession, de veiller à la bonne marche de la Ville, de colmater les failles par lesquelles la gangrène s'est immiscée.

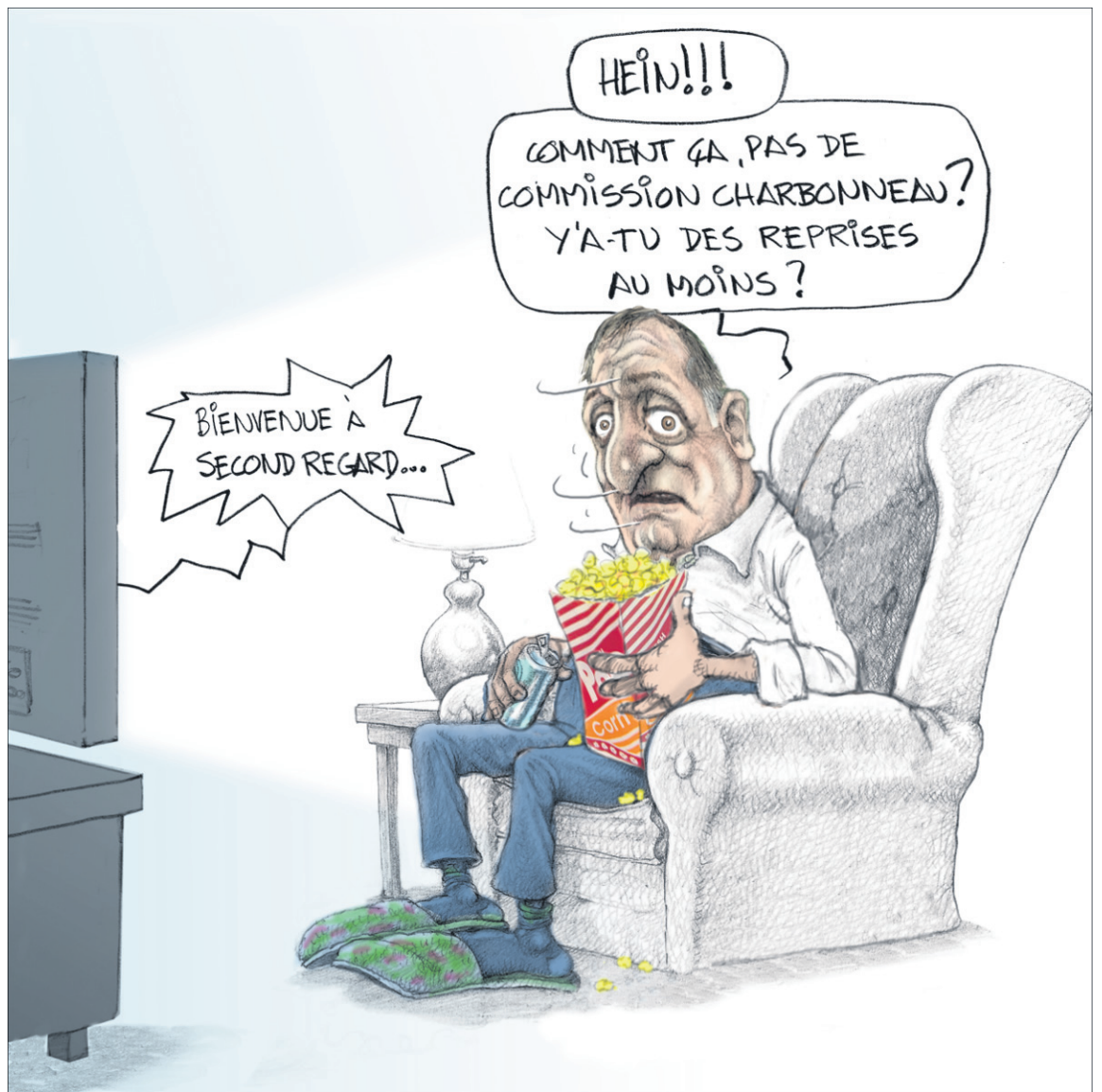
Bref, ils auront à assurer une «transition tranquille» à l'hôtel de ville, pour emprunter l'expression de Richard Bergeron, tout en laissant leurs chicanes au vestiaire. Les Montréalais ne pardonneront pas à ceux qui maintiendront Montréal dans un état de vulnérabilité pour de strictes raisons partisanes.

Pour éviter un tel risque, le gouvernement devrait-il répondre à la demande de Louise Harel et déclencher des élections précipitées? Non, un tel geste comporte trop d'écueils pour être envisagé. Si la tutelle n'est pas considérée, c'est que la Ville n'est pas compromise. Or si elle ne l'est pas, rien ne justifie que le gouvernement crée un précédent avec une loi spéciale taillée sur mesure pour Montréal. Puis Laval. Puis Mascouche...

On s'entend, le successeur du maire Tremblay n'aura pas la légitimité pour entreprendre de grandes choses. Mais il aura le pouvoir de calmer le jeu, ce qui est déjà beaucoup.

De toute façon, les grands projets sont sur leur lancée ou sur le point de l'être. Les projets de développement sont sur les rails. Et les décisions aux lourdes implications ont été prises.

L'important, donc, était de retrouver une certaine sérénité afin que Montréal se rende aux prochaines élections sans trop de dommages. La démission du maire le permet maintenant.



DROITS RÉSERVÉS / serge.chapleau@lapresse.ca

LAPRESSE.CA/DEBATS

LE BLOGUE DE L'ÉDITO

Budget le 20 novembre: urgence économique ou stratégie politique?

par Jean-Pascal Beaupré

Le ministre des Finances du Québec, Nicolas Marceau.

PHOTO NINON PEDNAULT, ARCHIVES LA PRESSE

> ASSURANCE-EMPLOI: OTTAWA POURRA S'APPROPRIER LES SURPLUS DE LA CAISSE
 Un texte à lire en exclusivité sur lapresse.ca/debats

LA QUESTION DU JOUR

Êtes-vous d'accord avec la décision de la première ministre Pauline Marois de ne plus porter le coquelicot du Souvenir orné de la fleur de lys?

Oui, 60% Non, 33%

Je ne sais pas, 7%

Résultats à 21h, hier - 14 041 répondants

OPINION

Vers une crise de leadership?

Le manque de prestige des prochains dirigeants chinois est une des principales faiblesses du gouvernement



LOÏC TASSÉ

L'auteur est politologue, spécialiste de la Chine et attaché au Centre d'études de l'Asie de l'Est à l'Université de Montréal.

Entre la grand-messe du 18^e Congrès national du Parti communiste chinois, qui s'ouvre jeudi, et l'élection présidentielle américaine, le contraste est frappant.

Aux États-Unis, les positions des candidats sont connues et les mécanismes d'élection sont transparents. En Chine, le processus de sélection des prochains grands dirigeants est secret, au point où personne ne sait, en dehors d'un cercle restreint d'initiés, combien de personnes accèderont au Comité permanent du Bureau politique, le sommet du pouvoir.

Le congrès national du parti, qui regroupe les 2270 membres les plus influents, est censé élire les dirigeants des plus hautes instances. En réalité, lorsque ces membres se réunissent, les jeux sont déjà faits. Leurs votes bidon confèrent un vernis de légitimité aux choix auxquels les vieux dirigeants du Parti sont parvenus, au prix d'après négociations.

Comme pour toutes les grands-messes, l'événement est très médiatisé. La pompe et le décorum qui l'entourent visent à démontrer la puissance du parti. Cette fois-ci, les autorités ont rajouté partout dans Pékin des mesures de sécurité qui parfois rient le ridicule (interdiction d'abaisser les vitres des taxis, de faire voler des pigeons,

etc.). L'objectif réel de ces mesures demeure le même: illustrer la mainmise du Parti communiste chinois sur la Chine.

Les nouveaux dirigeants auront bien besoin de cette apparence de force. Autant Mao et Deng étaient des dirigeants prestigieux et charismatiques, autant ces qualités semblent s'évaporer d'une génération de dirigeants à l'autre. D'où l'appel, depuis plusieurs années, à construire une société de plus en plus fondée sur les règles de droit.

Ce manque de leadership et de prestige des prochains dirigeants constitue une des faiblesses principales du gou-

Pour la première fois depuis la mort de Mao en 1976, des informations personnelles compromettantes sur les leaders des factions débordent des frontières du pays.

vernement chinois. Derrière des apparences de consensus et d'harmonie se cachent des luttes féroces entre factions. Les plus connues sont celle des «princes rouges» (les enfants des hauts dirigeants) et celle des Jeunesses du Parti communiste. Xi Jinping, qui devrait devenir le prochain président, est un prince rouge. Li Keqiang, celui qui est présenté comme prochain premier ministre, vient du sérail des Jeunesses du Parti.

Il semble que la faction des princes rouges soit affaiblie

par les récents scandales liés à Bo Xilai. Il est possible que sa chute marque l'affaiblissement de l'influence des provinces intérieures et le ralentissement des mesures d'équité sociale. Il semble aussi que les prochains dirigeants, probablement en majorité issus de la faction des Jeunesses du Parti, accentueront l'ouverture du pays et les réformes politiques.

Mais jusqu'à quel point pourront-ils imposer leurs décisions aux factions ennemies? Les informations qui ont coulé sur les fortunes de la famille de l'actuel premier ministre, Wen Jiabao (2,7 milliards), et sur celle de Xi Jinping (300 millions), pourraient signaler une guerre sans merci au sein du parti.

Pour la première fois depuis la mort de Mao en 1976, des informations personnelles compromettantes sur les leaders des factions débordent des frontières du pays. Ajoutons que la lutte contre la corruption devient de plus en plus une préoccupation officielle. Or Bo Xilai, Wen Jiabao et Xi Jinping se sont chacun posés en champions de la lutte contre la corruption. Qui donc cherche leur tête, et pourquoi? Les alliés de Bo Xilai veulent-ils le venger? Certains craignent-ils un vaste mouvement contre la corruption? S'agit-il de fausses rumeurs?

Il faut souhaiter qu'au sortir du 18^e congrès, la Chine ne s'enfoncé pas dans une crise de leadership. Une plus grande transparence des processus de sélection des dirigeants chinois rassurerait l'opinion mondiale sur l'avenir de ce pays qui deviendra très bientôt la première puissance économique et scientifique du monde, devant les États-Unis.

La santé pas à pas



ARIANE KROL
 akrol@lapresse.ca

Le plan d'action du nouveau ministre de la Santé Réjean Hébert n'a rien de flamboyant, mais il poursuit le virage amorcé vers une meilleure offre de soins en première ligne. C'est la chose à faire.

Six groupes de médecine familiale (GMF) de plus. Des dossiers médicaux électroniques pour tous les omnipraticiens qui en feront la demande. Des infirmières, des nutritionnistes et d'autres professionnels de la santé supplémentaires pour donner le temps aux médecins de famille de voir plus de patients.

Rien de tout cela ne s'est mis en place par magie au lendemain du 4 septembre - le D' Hébert n'a rien prétendu de tel d'ailleurs. Son annonce de dimanche est la suite logique des efforts entrepris depuis quelques années pour que les Québécois aient une meilleure porte d'entrée que les urgences dans le système de santé. Un travail de fond indispensable même s'il ne produit pas de résultats spectaculaires à court terme.

Le ministre Hébert, comme son prédécesseur du gouvernement libéral, s'est bien gardé de promettre un miracle aux urgences. Sage retenue, qui n'empêchera cependant pas cette réalité de le rattraper un jour ou l'autre. Comme l'a noté la protectrice du citoyen dans son rapport la semaine dernière, les mesures mises en place pour réduire l'attente permettent tout juste d'absorber l'augmentation du nombre de visites aux urgences.

C'est plutôt en première ligne que le tic-tac se fait entendre. La promesse électorale de trouver un médecin de famille à chaque Québécois d'ici quatre ans est maintenue et précisée. Au moins 750 000 patients orphelins devraient avoir un médecin d'ici deux ans, dont ceux qui souffrent de maladies chroniques, comme le diabète.

Même si ça ne défraie pas les manchettes, des patients qui s'inscrivent sur les listes d'attente finissent bel et bien par recevoir un appel. Plus de 100 000 Québécois auraient ainsi été pris en charge depuis un an, selon la Fédération des médecins omnipraticiens (FMOQ).

N'empêche, les objectifs du ministre sont ambitieux puisqu'il n'est pas rare que même de nouveaux GMF n'aient pas de place pour de nouveaux patients. Réjean Hébert compte sur l'information des dossiers médicaux et le soutien des autres professionnels de la santé (des investissements totaux de plus de 70 millions) pour augmenter la disponibilité des médecins. L'arrivée de nouveaux omnipraticiens, même s'ils ne peuvent consacrer qu'une partie de leur temps à suivre des patients, devrait aussi donner un coup de pouce.

Quant aux urgences, c'est aussi par la bande qu'elles risquent de venir hanter ce ministre spécialiste de la gériatrie, car les efforts pour libérer des lits aux étages des hôpitaux mettent beaucoup de pression sur les personnes âgées et leurs proches. Les processus actuels, qui imposent des transferts à répétition aux aînés, devront être améliorés, car ils sont beaucoup trop perturbants pour des personnes vulnérables.

À BIEN Y PENSER

DÉBATS

Même si la corruption existe depuis une éternité, il est amusant de voir qu'elle est passée à la vitesse grand V à la faveur des fusions municipales. « Ce sera plus efficace! », qu'ils disaient. À l'époque, on ne savait pas que la déclaration venait de la mafia!

— Alain Dufresne, Québec

Le déclin des WASP



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

On a beau les accuser de tous les maux, peu de pays ont évolué de manière aussi fulgurante que les États-Unis.

Ceux qui se souviennent de l'élection de John F. Kennedy savent à quel point l'appartenance religieuse du candidat – ô scandale, il était catholique! – avait joué contre lui, dans ce pays où le pouvoir était exclusivement aux mains des WASP, les White Anglo-Saxon Protestants.

D'ici un demi-siècle, les Blancs non hispaniques seront en minorité aux États-Unis.

Or, quels sont les hommes qui se disputent aujourd'hui le pouvoir? Romney, Biden, Ryan et Obama. Un mormon, deux catholiques... et le seul protestant du groupe est un Noir!

Les Européens adorent se moquer du conservatisme social des Américains. Pourtant, au pays du Tea Party et des évangélistes, l'idée du mariage gai fait son chemin, État par État, beaucoup plus facilement qu'en France, patrie de l'amour libertin. Le gouvernement socialiste de Hollande a mis le projet sous le boisseau, alors qu'Obama y souscrit ouvertement.

Le racisme? Oui, le racisme. Aux États-Unis comme ailleurs. Mais combien d'Arabes, combien de musulmans trouve-t-on parmi les dizaines de milliers d'élus et d'édiles français – maires, conseillers régionaux, présidents de région, préfets, députés et sénateurs? Nulle comparaison avec le paysage politique extraordinairement multiculturel et multiethnique qu'offrent les États-Unis.

Et ce n'est pas fini. Les démographes prédisent que d'ici un demi-siècle, les Blancs non hispaniques seront en minorité aux États-Unis.

C'est peut-être cela qui explique, en partie, le Tea Party: dans cette optique, ce mouvement serait une réaction contre une « disparition » appréhendée, contre l'angoisse de voir s'effondrer peu à peu l'idée qu'on avait de son identité nationale.

Pourtant, c'est justement ce qui fait la grandeur des États-Unis: cette infinie capacité d'accueil qui en fait un bouillon de culture en perpétuelle effervescence.

Il reste que le vote d'aujourd'hui sera nettement clivé sous l'angle ethnique. Si la majorité des hommes blancs penchent du côté de Romney, 95% des Noirs voteront pour Obama. Mais cette adhésion massive n'exclut pas le désenchantement.

Dans le *New York Times* du 28 octobre, Fredrick C. Harris, spécialiste des questions africaines-américaines à l'Université Columbia, soutenait que « la présidence d'Obama a marqué le déclin d'une vision politique axée sur la contestation des inégalités raciales ».

« La tragédie, dit-il, c'est que les élites noires – intellectuels, militants des droits civils, politiciens, clergé – ont accepté ce déclin, qu'ils voient comme le prix à payer en échange de la satisfaction d'avoir une famille noire à la Maison-Blanche. »

S'il concède volontiers que les politiques socio-économiques d'Obama, notamment la réforme de l'assurance maladie et le sauvetage de l'industrie automobile, sont bénéfiques pour les Noirs (comme pour les Blancs de milieux défavorisés), la condition des Noirs ne s'est pas améliorée sous le règne du premier président noir.

Selon l'universitaire, les Noirs américains restent deux fois plus victimes de la pauvreté et du chômage que les Blancs – une inégalité fondamentale à laquelle Obama ne s'est jamais directement attaqué. Il a très peu parlé de profilage racial, d'action positive, de politiques d'habitation ou de formation destinées aux minorités défavorisées.

En fait, c'est surtout les leaders de la communauté noire que blâme M. Harris. Il leur reproche d'avoir souscrit à l'idéologie qui privilégie la réussite personnelle plutôt que l'action collective, et d'avoir fermé les yeux sur les lacunes de l'administration Obama par pure loyauté ethnique, alors qu'ils ne s'étaient jamais privés de critiquer Bill Clinton, qui était lui aussi extrêmement populaire chez les Noirs. Cette fois, conclut M. Harris, l'intelligentsia noire a préféré le symbole à la substance.

Ce jugement est peut-être trop dur. Mais il est vrai que les « role models », aussi prestigieux soient-ils, ne peuvent transformer une société en profondeur.

➤ DÉMISSION DU MAIRE GÉRALD TREMBLAY

Une triste conclusion



ALAIN DUBUC
COLLABORATION SPÉCIALE
adubuc@lapresse.ca

Gérald Tremblay a finalement annoncé sa démission. C'était la seule chose que le maire de Montréal pouvait faire. À la suite des révélations de la commission Charbonneau, la crise de confiance dont souffrait la ville avait atteint un tel niveau qu'on ne pouvait imaginer comment elle aurait pu être résorbée autrement qu'avec son départ.

Mais je le dis sans joie. Sa démission constitue une bien triste conclusion. M. Tremblay n'est ni un bandit ni un politicien corrompu. C'est un homme intègre, passionné, sincère quoique naïf, pour lequel j'ai eu de l'affection depuis l'époque lointaine où il fut ministre de l'Industrie et du Commerce du gouvernement Bourassa. Mais il était devenu la mauvaise personne au mauvais moment.

La corruption à Montréal, les enveloppes brunes, ce n'est pas quelque chose dont on a découvert avec stupeur l'existence cet automne. Ça fait des années que les rumeurs se multipliaient. Le maire ne pouvait pas les ignorer. Avec le recul du temps, le scandale de deux compteurs d'eau, qui a révélé le degré de putréfaction montréalaise, aurait dû suffire, en soi, pour que M. Tremblay ne se représente pas en 2009.

À sa décharge, il faut rappeler que la gangrène de la corruption s'est installée bien avant son arrivée à la mairie. Ce n'est pas lui qui en est le grand responsable. Et les événements récents montrent qu'il a fallu déployer des moyens colossaux pour s'y attaquer: UPAC, opération Marteau, commission d'enquête. Un maire, seul, n'aurait jamais pu y parvenir.

Mais Gérald Tremblay était le capitaine de son navire. C'est sous sa direction qu'on a vraiment commencé à découvrir, par bribes, l'étendue des dégâts. C'était son devoir de s'attaquer au problème avec la première énergie. Et il n'a pas été à la hauteur de la situation. On soupçonne un refus de savoir, un aveuglement volontaire.



PHOTO CHRISTINNE MUSCHI, REUTERS

Et certainement une approche passive que ses propos d'hier soir trahissaient: « J'ai délégué », « on a trahi ma confiance », « lorsqu'on m'a informé... ». Le maire a attendu au lieu de foncer. Il a compté sur les autres au lieu de prendre les choses en main, une erreur d'autant plus grave étant donné son don pour mal s'entourer.

Gérald Tremblay a compté sur les autres au lieu de prendre les choses en main.

Cette impuissance tient en partie à sa personnalité. M. Tremblay fut un maire un peu « professeur Tournesol », plus intéressé par la théorie – comme par exemple sa passion pour les grappes industrielles – que par les détails concrets.

M. Tremblay est également un homme gentil, qui ne se fâche pas, qui n'aime pas affronter, qui n'aime pas déplaire. Une affabilité qui n'est

pas toujours un atout; on l'a vu dans ses relations avec le gouvernement du Québec où il n'avait jamais le gros bout du bâton. Dans la crise actuelle, ce n'était pas la personne pour faire la « job de bras » dont la ville avait terriblement besoin.

Et voilà pourquoi ses efforts pour contrer timidement la corruption de son administration ont été un échec. Mais cet échec ne doit pas faire oublier les réalisations de son administration, malgré un contexte extrêmement difficile, marqué par les fusions, les défusions et les refusions, qui ont rendu la ville ingérable.

La simple multiplication des cônes orange, qui nous irritent tant, est là pour nous rappeler les efforts considérables de restauration des infrastructures. Il laissera aussi le souvenir de changements significatifs, ne serait-ce que le Quartier des spectacles, la révolution des BIXI, la renaissance de quartiers qui ont retrouvé leur beauté et leur vitalité.

Après des semaines de tourmente, le maire Tremblay, dans la façon élégante dont il a annoncé son départ de la vie politique, nous a rappelé qu'il était capable de noblesse.

DEBATS@LAPRESSE.CA

VOS RÉACTIONS

Une démission inévitable

La démission du maire Tremblay était inévitable. Un élu est toujours imputable à ceux qui l'ont élu, et dans ce cas-ci, il n'y avait plus de marge de manœuvre. Les gens n'avaient plus confiance en lui et peu importe s'il a été coupable de quoi que ce soit, il n'avait plus l'appui des électeurs. Je ne crois pas que le maire Tremblay s'en soit mis plein les poches comme je soupçonne d'autres de l'avoir fait, mais je ne peux pas m'enlever de la tête qu'il a fait l'autruche. Quand ça ne faisait pas son affaire, il était toujours plus aisé de regarder ailleurs.

Patrick Bardoul

Tout le système est coupable

Je suis profondément attristé de voir où notre système politique en est rendu au Canada. Sur le fond, les médias ont raison. L'homme politique finit par être rongé et corrompu par le pouvoir. L'erreur est de s'en prendre aux individus, aux hommes derrière le pouvoir. C'est notre système dans son ensemble qui est coupable. Quelle solution de rechange proposons-nous? D'autres hommes ou femmes finiront-ils eux aussi par être victimes de la cupidité d'une marginalité d'individus? Rappelez-vous les années 60 et 70, où Montréal a été mis sur la «mappe». La collectivité s'en est-elle bien sortie à cette époque-là? Oui. Mettons de côté le sensationnalisme et proposons de réelles solutions à cette catastrophe dans laquelle Montréal est plongé. Pire, un maire démissionne sans même avoir été accusé de quoi que ce soit. Qui se lancera en politique dorénavant? Des journalistes en fin de carrière? C'est un jour triste pour Montréal



PHOTO HUGO-SEBASTIEN AUBERT, ARCHIVES LA PRESSE

et pour le Québec. Déjà, on attaque Denis Coderre avant même qu'il ait annoncé officiellement sa candidature. La politique au Québec, c'est suicidaire, qu'on se le dise.

Pierre Salbaing, Montréal

Sacrifié

Le maire Tremblay a travaillé fort. Il a été un peu aveugle. Il est le sacrifié. Il paie pour les autres.

François Houle

Perte de contrôle

Le maire ne semblait plus être en contrôle de quoi que ce soit. Pour le reste, il n'a pas fini d'être dans la ligne de mire des enquêteurs.

Maurice Poulin, Québec

Pas le choix

Le maire n'avait pas le choix! Comme à Laval, ça fait plus de 11 ans que la corruption dure!

Jean-Yves Castonguay

Dans la rue!

Il n'avait plus sa place. Cet homme devrait nous rembourser tout l'argent que la Ville nous a volé au cours de son mandat. En fait, les citoyens de Montréal sont trop gentils, car si nous étions un peuple, nous serions déjà dans la rue pour manifester notre colère contre M. Tremblay.

Pierre Blanchard

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION 514.285.7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453
www.lapresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363
petitesannonces@lapresse.ca

VOUS VULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION?

debats@lapresse.ca

DÉCÈS 514.285.6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES 514.285.7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ 514.285.6931

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse. bee dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 500, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crever, Président et éditeur.

1 000 ET UNE FAÇONS D'AIMER SA KIA.

Ça, c'est le pouvoir de surprendre.



0% DE FINANCEMENT À L'ACHAT SUR LES **2013** MODÈLES SÉLECTIONNÉS



FORTE BERLINE 2013

Modèle SX Luxe illustré⁴

ÉTAIT ~~17 465\$~~

PRIX D'ACHAT DE **13 995\$***

INCLUANT

TOUT LE MONDE GAGNE 1 000\$

COMMANDES AUDIO MONTÉES SUR LE VOLANT

BLUETOOTH[®]

L'offre comprend les frais de transport et préparation et autres frais totalisant 1 470 \$, des **ÉCONOMIES EN ARGENT DE 2 470 \$*** et la **BORDÉE D'ÉCONOMIES DE 1 000 \$***. Offre basée sur le prix d'achat de 17 465 \$ du modèle Forte berline LX BM 2013.

Modèle EX-V6 Luxe illustré⁴

7 PLACES ASSISÉS DISPONIBLES

RONDO 2012

ÉTAIT ~~22 760\$~~

PRIX D'ACHAT DE **16 499\$***

INCLUANT

TOUT LE MONDE GAGNE 1 000\$

CLIMATISEUR

BOÎTE AUTOMATIQUE

L'offre comprend les frais de transport et préparation et autres frais totalisant 1 765 \$, des **ÉCONOMIES EN ARGENT DE 5 250 \$***, la contribution du concessionnaire de 11 \$ et la **BORDÉE D'ÉCONOMIES DE 1 000 \$***. Offre basée sur le prix d'achat de 22 760 \$ et les caractéristiques de série du modèle Rondo LX 2012 avec climatiseur.

OPTIMA 2013

ÉTAIT ~~23 565\$~~

PRIX D'ACHAT DE **18 994\$***

INCLUANT

TOUT LE MONDE GAGNE 1 000\$

CLIMATISEUR

BLUETOOTH[®]

L'offre comprend les frais de transport et préparation et autres frais totalisant 1 570 \$, des **ÉCONOMIES EN ARGENT DE 3 400 \$***, la contribution du concessionnaire de 171 \$ et la **BORDÉE D'ÉCONOMIES DE 1 000 \$***. Offre basée sur le prix d'achat de 23 565 \$ du modèle Optima LX BM 2013.

Modèle SX Turbo illustré⁴

5 ans de garantie

VOUS ÊTES BIEN COUVERT AVEC KIA:

*Garantie complète sans souci de 5 ans/100 000 km

KIA S'INSCRIT AU TOP 100 DES MARQUES MONDIALES

Best Global Brands 2012



Programme aux membres des forces armées



Programme pour les acheteurs d'un premier véhicule



500 \$ rabais diplômés

Visitez votre concessionnaire Kia pour les détails



Le pouvoir de surprendre

CLIQUEZ « J'AIME » SUR **f** POUR EN SAVOIR PLUS :

facebook.com/kiacanada. Plus de 127 000 « J'aime »

Le nouveau prix amical de Kia comprend les frais de transport et préparation ainsi que tous les droits gouvernementaux obligatoires. Il ne comprend pas l'immatriculation, les assurances, les frais du permis et les taxes applicables.

Ces offres sont accessibles à tout particulier qualifié qui prend possession d'un modèle Kia 2012/2013 neuf chez un concessionnaire participant au plus tard le 30 novembre 2012. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix inférieur. Des conditions s'appliquent. Ces offres sont sujettes à changement sans préavis. Visitez votre concessionnaire Kia pour tous les détails. Les véhicules illustrés le sont à titre informatif et peuvent comporter des accessoires et mises à jour offerts à coûts supplémentaires. Toutes les offres excluent les frais de permis, les assurances, l'immatriculation, les taxes applicables et un acompte (lorsque applicable). D'autres options à l'achat ou à la location disponibles. **Financement à l'achat de 0 % sur les modèles 2013 neufs de Kia sélectionnés sur approbation du crédit. Le terme peut varier selon le modèle et ses accessoires. Visitez un concessionnaire Kia pour tous les détails. Exemple de financement à l'achat du Forte LX BM (F0550D) 2013 neuf à un prix de vente de 18 265 \$ [incluant les frais de transport et préparation de 1 455 \$, la bordée d'économies de 1 000 \$ sur le financement, les frais de Recycle Québec (15 \$) et les droits sur le climatiseur (100 \$ lorsque applicable)]. Financement à l'achat de 0 % jusqu'à 60 mois. Le nombre total de paiements est de 130, chacun au montant de 129 \$ avec un acompte de 0 \$ ou échange équivalent. L'immatriculation, les assurances, les frais de permis et les taxes applicables sont en sus. Le concessionnaire peut vendre à prix inférieur. Visitez votre concessionnaire Kia pour tous les détails. *Tout particulier admissible au concours « La bordée de gagnants » de Kia gagne (les gagnants potentiels devront répondre correctement à une question réglementaire) un prix instantané, sous la forme d'un rabais de 1 000 \$ à 10 000 \$ applicable à l'achat ou à la location d'un modèle 2012/2013 neuf de Kia. De plus, une personne parmi tous les participants admissibles se verra attribuer au hasard un Grand prix de 25 000 \$ sous la forme d'un chèque à la fin du concours. Aucun achat requis. Le concours est ouvert à tout résident canadien possédant un permis de conduire en règle et ayant atteint l'âge de la majorité. Les chances de gagner diffèrent selon les prix disponibles et la région. Le concours prend fin le 2 janvier 2013. Les prix instantanés seront alloués sur une base mensuelle et régionale. Consultez kia.ca ou votre concessionnaire Kia pour obtenir les règlements complets du concours. *Le prix d'achat au comptant de 13 995 \$/18 994 \$/16 499 \$ des modèles Forte berline LX BM (F0540D) 2013/Optima LX BM (OP541D) 2013/Rondo LX avec climatiseur (RN750C) 2012 neufs de Kia comprend des économies en argent de 2 470 \$/3 400 \$/5 250 \$ (déduites du prix d'achat convenu avant taxes et sont non combinables aux offres spéciales de location ou de financement), la bordée d'économies de 1 000 \$, la contribution du concessionnaire de 171 \$ et les droits sur le climatiseur (100 \$ lorsque applicable). L'immatriculation, les assurances, les taxes applicables et les frais du permis sont en sus. Basé sur un PDSF de 17 465 \$/23 565 \$/22 760 \$. Le concessionnaire peut vendre à prix inférieur. Disponible auprès des concessionnaires participants. Visitez votre concessionnaire Kia pour tous les détails. *Les économies en argent de 2 470 \$/3 400 \$/5 250 \$ applicables à l'achat d'un modèle admissible Forte berline LX BM (F0540D) 2013/Optima LX BM (OP541D) 2013/Rondo LX avec climatiseur (RN750C) 2012 neuf sont disponibles auprès d'un concessionnaire participant du 1er novembre au 30 novembre 2012. Ces économies en argent seront déduites du prix de vente convenu avant taxes et sont non combinables aux offres spéciales de location ou de financement. Certaines conditions s'appliquent. Visitez votre concessionnaire Kia pour tous les détails. **Le PDSF de 27 150 \$/35 550 \$/28 945 \$ du modèle illustré Forte SX Luxe BA (F0720D) 2013/Optima SX Turbo BA (OP748D) 2013/Rondo EX V6 Luxe (RN758C) 2012 neuf comprend les frais de transport et préparation de 1 455 \$/1 455 \$/1 650 \$ et les droits sur le climatiseur (100 \$ lorsque applicable). L'immatriculation, les assurances, les frais de permis, les frais de Recycle Québec de 15 \$ et les taxes applicables sont en sus. Le concessionnaire peut vendre à prix inférieur. Disponible auprès des concessionnaires participants. Visitez votre concessionnaire Kia pour tous les détails. Programme pour les acheteurs d'un premier véhicule : ce programme est offert sur approbation du crédit aux particuliers admissibles qui financent un des modèles sélectionnés de Kia suivant : Rio 4 portes, Rio 5 portes, Forte berline, Forte, Forte Coup ou Soul 2012/2013 neuf. Les particuliers admissibles au financement à l'achat recevront un crédit d'un montant de cinq cents dollars applicable à l'achat de leur nouveau véhicule. Certaines conditions s'appliquent. Visitez votre concessionnaire Kia pour les détails complets. Cette offre prend fin le 2 janvier 2013. *La lettre de marque et le logo Bluetooth[®] sont des marques déposées et des propriétés de Bluetooth SIG, Inc. Certaines conditions s'appliquent aux réductions de 500 \$ du Programme aux diplômés. Visitez votre concessionnaire Kia pour les détails. Les renseignements publiés dans cette annonce sont réputés être véridiques au moment de leur parution. Pour plus de renseignements sur la garantie sans souci de 5 ans, visitez le kia.ca ou composez le 1-877-542-2886. KIA est une marque de commerce de Kia Motors Corporation et Kia Canada respectivement.